

First Session, Forty-second Parliament,
64-65 Elizabeth II, 2015-2016-2017

Première session, quarante-deuxième législature,
64-65 Elizabeth II, 2015-2016-2017

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-30

PROJET DE LOI C-30

An Act to implement the Comprehensive
Economic and Trade Agreement between
Canada and the European Union and its
Member States and to provide for certain
other measures

Loi portant mise en œuvre de l'Accord
économique et commercial global entre le
Canada et l'Union européenne et ses États
membres et comportant d'autres mesures

REPRINTED AS AMENDED BY THE STANDING COMMITTEE ON INTERNATIONAL TRADE AS A WORKING COPY FOR THE USE OF THE HOUSE OF COMMONS AT REPORT STAGE AND AS REPORTED TO THE HOUSE ON JANUARY 30, 2017

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ PAR LE COMITÉ PERMANENT DU COMMERCE INTERNATIONAL COMME DOCUMENT DE TRAVAIL À L'USAGE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES À L'ÉTAPE DU RAPPORT ET PRÉSENTÉ À LA CHAMBRE LE 30 JANVIER 2017

MINISTER OF INTERNATIONAL TRADE

MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to implement the Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States and to provide for certain other measures*".

SUMMARY

This enactment implements the Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States, done at Brussels on October 30, 2016.

The general provisions of the enactment set out rules of interpretation and specify that no recourse may be taken on the basis of sections 9 to 14 or any order made under those sections, or on the basis of the provisions of the Agreement, without the consent of the Attorney General of Canada.

Part 1 approves the Agreement and provides for the payment by Canada of its share of the expenses associated with the operation of the institutional and administrative aspects of the Agreement and for the power of the Governor in Council to make orders in accordance with the Agreement.

Part 2 amends certain Acts to bring them into conformity with Canada's obligations under the Agreement and to make other modifications. In addition to making the customary amendments that are made to certain Acts when implementing such agreements, Part 2 amends

- (a) the *Export and Import Permits Act* to, among other things,
 - (i) authorize the Minister designated for the purposes of that Act to issue export permits for goods added to the Export Control List and subject to origin quotas in a country or territory to which the Agreement applies,
 - (ii) authorize that Minister, with respect to goods subject to origin quotas in another country that are added to the Export Control List for certain purposes, to determine the quantities of goods subject to such quotas and to issue export allocations for such goods, and
 - (iii) require that Minister to issue an export permit to any person who has been issued such an export allocation;
- (b) the *Patent Act* to, among other things,
 - (i) create a framework for the issuance and administration of certificates of supplementary protection, for which patentees with patents relating to pharmaceutical products will be eligible, and

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi portant mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres et comportant d'autres mesures* ».

SOMMAIRE

Le texte met en œuvre l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016.

Les dispositions générales du texte prévoient des règles d'interprétation et précisent que, sans le consentement du procureur général du Canada, aucun recours ne peut être exercé sur le fondement des articles 9 à 14 ou des décrets d'application de ceux-ci, ni sur le fondement des dispositions de l'Accord.

La partie 1 approuve l'Accord et prévoit le paiement par le Canada de sa part des frais liés à l'application des aspects institutionnels et administratifs de l'Accord. Elle confère au gouverneur en conseil le pouvoir de prendre des décrets conformément à l'Accord.

La partie 2 modifie certaines lois pour donner suite aux obligations du Canada prévues par l'Accord et pour apporter d'autres modifications. En plus d'apporter à certaines lois les modifications d'usage relevant de la mise en œuvre d'un tel type d'accord, elle modifie les lois suivantes :

- a) la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, notamment aux fins suivantes :
 - (i) permettre au ministre chargé de l'application de cette loi de délivrer des licences d'exportation à l'égard de marchandises inscrites sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée qui sont assujetties, dans un pays ou territoire auquel l'Accord est applicable, à des quotas portant sur leur origine,
 - (ii) permettre à ce ministre, à l'égard de marchandises inscrites sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée à certaines fins qui sont assujetties dans un autre pays à des quotas portant sur leur origine, de déterminer la quantité de marchandises assujettie à de tels quotas et de délivrer des autorisations d'exportation à l'égard de ces marchandises,
 - (iii) exiger que ce ministre délivre des licences d'exportation aux titulaires de telles autorisations;
- b) la *Loi sur les brevets*, notamment aux fins suivantes :

(ii) provide further regulation-making authority in subsection 55.2(4) to permit the replacement of the current summary proceedings in patent litigation arising under regulations made under that subsection with full actions that will result in final determinations of patent infringement and validity;

(c) the *Trade-marks Act* to, among other things,

(i) protect EU geographical indications found in Annex 20-A of the Agreement,

(ii) provide a mechanism to protect other geographical indications with respect to agricultural products and foods,

(iii) provide for new grounds of opposition, a process for cancellation, exceptions for prior use for certain indications, for acquired rights and for certain terms considered to be generic, and

(iv) transfer the protection of the Korean geographical indications listed in the *Canada–Korea Economic Growth and Prosperity Act* into the *Trade-marks Act*;

(d) the *Investment Canada Act* to raise, for investors that are non-state-owned enterprises from countries that are parties to the Agreement or to other trade agreements, the threshold as of which investments are reviewable under Part IV of the Act; and

(e) the *Coasting Trade Act* to

(i) provide that the requirement in that Act to obtain a licence is not applicable for certain activities carried out by certain non-duty paid or foreign ships that are owned by a Canadian entity, EU entity or third party entity under Canadian or European control, and

(ii) provide, with respect to certain applications for a licence for dredging made on behalf of certain of those ships, for exemptions from requirements that are applicable to the issuance of a licence.

Part 3 contains consequential amendments and Part 4 contains coordinating amendments and the coming-into-force provision.

(i) établir un cadre de délivrance et d'administration de certificats de protection supplémentaire auxquels seront admissibles les titulaires de brevets liés à un produit pharmaceutique,

(ii) élargir les pouvoirs habilitants prévus au paragraphe 55.2(4) de manière à permettre le remplacement du régime de procédure sommaire actuellement applicable aux litiges en matière de brevet qui découlent des règlements pris en vertu de ce paragraphe par des actions complètes qui aboutiront à des décisions définitives concernant la contrefaçon et la validité des brevets;

c) la *Loi sur les marques de commerce*, notamment aux fins suivantes :

(i) protéger les indications géographiques européennes énumérées à l'annexe 20-A de l'Accord,

(ii) prévoir un mécanisme visant à protéger d'autres indications géographiques liées aux produits agricoles et aux aliments,

(iii) prévoir de nouveaux motifs d'opposition, un processus d'annulation, des exceptions dans le cas d'emploi antérieur de certaines indications et de droits acquis, ainsi que des exceptions pour certains termes considérés comme génériques,

(iv) y transférer la protection des indications géographiques prévues dans la *Loi sur la croissance économique et la prospérité — Canada-Corée*;

d) la *Loi sur l'investissement Canada* pour hausser, pour les investisseurs des pays parties à l'Accord ou à d'autres accords commerciaux qui ne sont pas des entreprises d'État, le seuil à partir duquel un investissement peut faire l'objet d'un examen au titre de la partie IV de la loi;

e) la *Loi sur le cabotage* aux fins suivantes :

(i) prévoir que l'obligation d'obtenir une licence ne s'applique pas à l'égard de certaines activités effectuées au moyen de certains navires non dédouanés ou étrangers appartenant soit à une entité canadienne ou européenne, soit à une entité tierce sous contrôle canadien ou européen,

(ii) prévoir, à l'égard de certaines demandes de licence de dragage faites au nom de certains de ces navires, des exemptions aux obligations relatives à la délivrance d'une licence.

La partie 3 comprend les modifications corrélatives et la partie 4 comprend les dispositions de coordination et la disposition d'entrée en vigueur.

TABLE OF PROVISIONS

An Act to implement the Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States and to provide for certain other measures

Short Title

- 1** *Canada–European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement Implementation Act*

Interpretation

- 2** Definitions
3 Interpretation consistent with Agreement
4 Non-application of Act and Agreement to water
5 Construction

Her Majesty

- 6** Binding on Her Majesty

Purpose

- 7** Purpose

Causes of Action

- 8** Causes of action under sections 9 to 14

PART 1 Implementation of the Agreement

Approval and Representation on the CETA Joint Committee

- 9** Agreement approved
10 Canadian representative on CETA Joint Committee

Tribunals, Arbitration Panels and Panels of Experts

- 11** Powers of Minister
12 Operation of Chapter Twenty-Nine

Expenses

- 13** Payment of expenses

TABLE ANALYTIQUE

Loi portant mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres et comportant d'autres mesures

Titre abrégé

- 1** *Loi de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne*

Définitions et interprétation

- 2** Définitions
3 Interprétation compatible
4 Non-application de la présente loi et de l'Accord aux eaux
5 Interprétation

Sa Majesté

- 6** Obligation de Sa Majesté

Objet

- 7** Objet

Droit de poursuite

- 8** Droits et obligations fondés sur les articles 9 à 14

PARTIE 1 Mise en œuvre de l'Accord

Approbation et représentation au sein du Comité mixte de l'AÉCG

- 9** Approbation
10 Représentation canadienne au Comité mixte de l'AÉCG

Tribunaux, groupes spéciaux d'arbitrage et groupes d'experts

- 11** Pouvoirs du ministre
12 Mise en œuvre du chapitre Vingt-neuf

Frais

- 13** Paiement des frais

	Orders		Décrets
14	Orders re Article 29.14 of Agreement	14	Décret : article 29.14 de l'Accord
	PART 2 Related Amendments		PARTIE 2 Modifications connexes
15	<i>Export and Import Permits Act</i>	15	<i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i>
25	<i>Financial Administration Act</i>	25	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>
26	<i>Food and Drugs Act</i>	26	<i>Loi sur les aliments et drogues</i>
28	<i>Importation of Intoxicating Liquors Act</i>	28	<i>Loi sur l'importation des boissons enivrantes</i>
32	<i>Patent Act</i>	32	<i>Loi sur les brevets</i>
60	<i>Trade-marks Act</i>	60	<i>Loi sur les marques de commerce</i>
80	<i>Investment Canada Act</i>	80	<i>Loi sur Investissement Canada</i>
82	<i>Customs Act</i>	82	<i>Loi sur les douanes</i>
90	<i>Commercial Arbitration Act</i>	90	<i>Loi sur l'arbitrage commercial</i>
91	<i>Coasting Trade Act</i>	91	<i>Loi sur le cabotage</i>
95	<i>Customs Tariff</i>	95	<i>Tarif des douanes</i>
109	<i>Pest Control Products Act</i>	109	<i>Loi sur les produits antiparasitaires</i>
	Transitional Provisions		Dispositions transitoires
114	Definition of Act	114	Définition de <i>Loi</i>
115	Indications in Agreement	115	Indications : annexe
116	Additional indications	116	Ajout à la liste
117	<i>Investment Canada Act</i> – Section 14.11	117	<i>Loi sur Investissement Canada</i> – article 14.11
	PART 3 Consequential Amendments		PARTIE 3 Modifications corrélatives
118	<i>Canada Corporations Act</i>	118	<i>Loi sur les corporations canadiennes</i>
121	<i>Nuclear Energy Act</i>	121	<i>Loi sur l'énergie nucléaire</i>
122	<i>Bankruptcy and Insolvency Act</i>	122	<i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>
123	<i>Competition Act</i>	123	<i>Loi sur la concurrence</i>
126	<i>Defence Production Act</i>	126	<i>Loi sur la production de défense</i>
128	<i>Federal Courts Act</i>	128	<i>Loi sur les Cours fédérales</i>
129	<i>Public Servants Inventions Act</i>	129	<i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i>
130	<i>Olympic and Paralympic Marks Act</i>	130	<i>Loi sur les marques olympiques et paralympiques</i>
131	<i>Canada–Korea Economic Growth and Prosperity Act</i>	131	<i>Loi sur la croissance économique et la prospérité – Canada-Corée</i>
	Transitional Provisions		Dispositions transitoires
132	Korean indications	132	Indications coréennes
	PART 4 Coordinating Amendments and Coming into Force		PARTIE 4 Dispositions de coordination et entrée en vigueur
	Coordinating Amendments		Dispositions de coordination
133	<i>2009, c. 23</i>	133	<i>2009, ch. 23</i>

134 2014, c. 20

135 2014, c. 39

136 2015, c. 36

137 Bill C-13

Coming into Force

138 Order in council

SCHEDULE 1

SCHEDULE 2

SCHEDULE 3

SCHEDULE 4

SCHEDULE 5

SCHEDULE 6

134 2014, ch. 20

135 2014, ch. 39

136 2015, ch. 36

137 Projet de loi C-13

Entrée en vigueur

138 Décret

ANNEXE 1

ANNEXE 2

ANNEXE 3

ANNEXE 4

ANNEXE 5

ANNEXE 6

BILL C-30

An Act to implement the Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States and to provide for certain other measures

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Canada–European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement Implementation Act*. 5

Interpretation

Definitions

2 The following definitions apply in this section and in sections 3 to 14.

Agreement means the Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States, done at Brussels on October 30, 2016. (*Accord*) 10

CETA Joint Committee means the CETA Joint Committee established under Article 26.1 of the Agreement. (*Comité mixte de l'AEÉCG*) 15

federal law means the whole or any portion of an Act of Parliament or a regulation, order or other instrument issued, made or established in the exercise of a power conferred by or under an Act of Parliament. (*texte législatif fédéral*) 20

Minister means the Minister for International Trade. (*ministre*)

PROJET DE LOI C-30

Loi portant mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres et comportant d'autres mesures

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.* 5

Définitions et interprétation

Définitions

2 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 3 à 14.

Accord L'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016. (*Accord*) 10

Comité mixte de l'AEÉCG Le Comité mixte de l'AEÉCG institué aux termes de l'article 26.1 de l'Accord. (*CETA Joint Committee*) 15

ministre Le ministre du Commerce international. (*Minister*) 15

texte législatif fédéral Tout ou partie d'une loi fédérale ou d'un règlement, décret ou autre texte pris dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale. (*federal law*) 20

Interpretation consistent with Agreement

3 For greater certainty, this Act and any federal law that implements a provision of the Agreement or fulfils an obligation of the Government of Canada under the Agreement is to be interpreted in a manner consistent with the Agreement.

5

Non-application of Act and Agreement to water

4 For greater certainty, nothing in this Act or the Agreement, except Chapters Twenty-Two and Twenty-Four of the Agreement, applies to natural surface or ground water in liquid, gaseous or solid state.

Construction

5 For greater certainty, nothing in this Act, by specific mention or omission, is to be construed to affect in any manner the right of Parliament to enact legislation to implement any provision of the Agreement or fulfil any of the obligations of the Government of Canada under the Agreement.

10

15

Her Majesty

Binding on Her Majesty

6 This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.

Purpose

Purpose

7 The purpose of this Act is to implement the Agreement, the objectives of which, as elaborated more specifically through its provisions, are to

(a) establish a free trade area in accordance with the Agreement;

(b) promote, through the expansion of reciprocal trade, the harmonious development of the economic relations between Canada and the European Union in order to create opportunities for economic development;

(c) promote conditions of fair competition affecting trade between Canada and the European Union;

(d) substantially increase investment opportunities in Canada and the European Union, while preserving the right of each of the parties to the Agreement to regulate to achieve legitimate policy goals;

30

Interprétation compatible

3 Il est entendu que la présente loi et tout texte législatif fédéral qui met en œuvre une disposition de l'Accord ou vise à permettre au gouvernement du Canada d'exécuter une obligation contractée par lui aux termes de l'Accord s'interprètent d'une manière compatible avec celui-ci.

5

Non-application de la présente loi et de l'Accord aux eaux

4 Il est entendu que ni la présente loi ni l'Accord, à l'exception des chapitres Vingt-deux et Vingt-quatre de celui-ci, ne s'appliquent aux eaux de surface ou souterraines naturelles, à l'état liquide, gazeux ou solide.

Interprétation

5 Il est entendu qu'aucune disposition de la présente loi ne s'interprète, ni par ses mentions expresses ni par ses omissions, de sorte à porter atteinte au pouvoir du Parlement d'adopter les lois nécessaires à la mise en œuvre de toute disposition de l'Accord ou à l'exécution des obligations contractées par le gouvernement du Canada aux termes de celui-ci.

10

15

Sa Majesté

Obligation de Sa Majesté

6 La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.

Objet

Objet

7 La présente loi a pour objet la mise en œuvre de l'Accord dont les objectifs — définis de façon plus précise dans ses dispositions — sont les suivants :

20

a) établir une zone de libre-échange conformément à l'Accord;

b) favoriser, par l'accroissement des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques entre le Canada et l'Union européenne et ainsi créer des possibilités de développement économique;

25

c) favoriser la concurrence loyale dans les échanges commerciaux entre le Canada et l'Union européenne;

d) augmenter substantiellement les possibilités d'investissement au Canada et dans l'Union européenne tout en préservant le droit des parties à l'Accord de réglementer en vue de réaliser des objectifs légitimes en matière de politique;

30

- (e) eliminate barriers to trade in goods and services in order to contribute to the harmonious development and expansion of world and regional trade;
- (f) provide adequate and effective protection and enforcement of intellectual property rights in the territory where the Agreement applies; 5
- (g) protect, enhance and enforce basic workers' rights, strengthen cooperation on labour matters, and build on the respective international commitments of Canada and the European Union on labour matters; 10
- (h) enhance and enforce environmental laws and regulations and strengthen cooperation between Canada and the European Union on environmental matters; and
- (i) promote sustainable development. 15

Causes of Action

Causes of action under sections 9 to 14

8 (1) No person has any cause of action and no proceedings of any kind are to be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of sections 9 to 14 or an order made under those sections. 20

Causes of action under Agreement

(2) No person has any cause of action and no proceedings of any kind are to be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of the Agreement. 25

Exception

(3) Subsection (2) does not apply with respect to causes of action arising out of, and proceedings taken under, Section F of Chapter Eight or Article 13.21 of the Agreement. 30

- e) éliminer les obstacles au commerce des produits et services afin de contribuer au développement et à l'essor harmonieux du commerce mondial et régional;
- f) assurer de façon efficace et suffisante la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle sur le territoire auquel l'Accord s'applique; 5
- g) protéger, renforcer et faire respecter les droits fondamentaux des travailleurs, renforcer la coopération dans le domaine du travail et mettre à profit les engagements internationaux respectifs du Canada et de l'Union européenne dans le domaine du travail; 10
- h) renforcer et appliquer les lois et règlements en matière d'environnement et resserrer la coopération entre le Canada et l'Union européenne en matière d'environnement; 15
- i) promouvoir le développement durable.

Droit de poursuite

Droits et obligations fondés sur les articles 9 à 14

8 (1) Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur les articles 9 à 14 ou sur les décrets d'application de ceux-ci, ne peut s'exercer qu'avec le consentement du procureur général du Canada. 20

Droits et obligations fondés sur l'Accord

(2) Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur l'Accord, ne peut s'exercer qu'avec le consentement du procureur général du Canada. 25

Exception

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas au droit de poursuite exercé au titre de la section F du chapitre Huit ou de l'article 13.21 de l'Accord.

PART 1

Implementation of the Agreement

Approval and Representation on the CETA Joint Committee

Agreement approved

9 The Agreement is approved.

Canadian representative on CETA Joint Committee

10 The Minister is the principal representative of Canada on the CETA Joint Committee.

Tribunals, Arbitration Panels and Panels of Experts

Powers of Minister

11 (1) The Minister may

- (a) propose the names of individuals to serve as members of the tribunals established under Section F of Chapter Eight of the Agreement; and
- (b) propose the names of individuals to be included in the sub-lists referred to in paragraph 1 of Article 29.8 of the Agreement.

Power of Minister of Finance

(2) The Minister of Finance may propose the names of individuals to be included in the sub-lists referred to in paragraph 3 of Article 13.20 of the Agreement.

Powers of Minister of Labour

(3) The Minister of Labour may propose the names of individuals to be included in the list established under paragraph 6 of Article 23.10 of the Agreement and propose, for inclusion in that list, the names of individuals to serve as the chairperson of a Panel of Experts established under that Article.

Powers of Minister of the Environment

(4) The Minister of the Environment may propose the names of individuals to be included in the list established under paragraph 6 of Article 24.15 of the Agreement and propose, for inclusion in that list, the names of individuals to serve as the chairperson of a Panel of Experts established under that Article.

PARTIE 1

Mise en œuvre de l'Accord

Approbation et représentation au sein du Comité mixte de l'AÉCG

Approbation

9 L'Accord est approuvé.

Représentation canadienne au Comité mixte de l'AÉCG

10 Le ministre est le principal représentant du Canada au sein du Comité mixte de l'AÉCG.

Tribunaux, groupes spéciaux d'arbitrage et groupes d'experts

Pouvoirs du ministre

11 (1) Le ministre peut prendre les mesures suivantes :

- a) proposer le nom de personnes pouvant agir à titre de membres des tribunaux institués au titre de la Section F du chapitre Huit de l'Accord;
- b) proposer le nom de personnes à inscrire sur les sous-listes visées au paragraphe 1 de l'article 29.8 de l'Accord.

Pouvoir du ministre des Finances

(2) Le ministre des Finances peut proposer le nom de personnes à inscrire sur les sous-listes visées au paragraphe 3 de l'article 13.20 de l'Accord.

Pouvoirs du ministre du Travail

(3) Le ministre du Travail peut proposer le nom de personnes à inscrire sur la liste visée au paragraphe 6 de l'article 23.10 de l'Accord et proposer le nom de personnes à inscrire sur cette liste pour exercer les fonctions de président d'un groupe d'experts institué au titre de cet article.

Pouvoirs du ministre de l'Environnement

(4) Le ministre de l'Environnement peut proposer le nom de personnes à inscrire sur la liste visée au paragraphe 6 de l'article 24.15 de l'Accord et proposer le nom de personnes à inscrire sur cette liste pour exercer les fonctions de président d'un groupe d'experts institué au titre de cet article.

Operation of Chapter Twenty-Nine

12 The Minister is to designate an agency, division or branch of the Government of Canada to facilitate the operation of Chapter Twenty-Nine of the Agreement.

Expenses

Payment of expenses

13 The Government of Canada is to pay its appropriate share of the aggregate of

(a) the expenses incurred by tribunals established under the Agreement and the remuneration and expenses payable to members of those tribunals;

(b) the expenses incurred by arbitration panels and Panels of Experts established under the Agreement and the remuneration and expenses payable to those arbitrators, panellists on those Panels of Experts and mediators; and

(c) the expenses incurred by the CETA Joint Committee and the specialized committees, bilateral dialogues, working groups and other bodies established under the Agreement and the remuneration and expenses payable to representatives on the CETA Joint Committee and those specialized committees and to members of those bilateral dialogues, working groups and other bodies.

Orders

Orders re Article 29.14 of Agreement

14 (1) The Governor in Council may, for the purpose of suspending obligations in accordance with Article 29.14 of the Agreement, by order, do any one or more of the following:

(a) suspend rights or privileges granted by Canada to the European Union and its member states or to goods, service suppliers, investors or investments of investors of the European Union and its member states under the Agreement or any federal law;

(b) modify or suspend the application of any federal law with respect to the European Union and its member states or to goods, service suppliers, investors or investments of investors of the European Union and its member states;

(c) extend the application of any federal law to the European Union and its member states or to goods, service suppliers, investors or investments of investors of the European Union and its member states;

Mise en œuvre du chapitre Vingt-neuf

12 Le ministre désigne un organisme ou un service de l'administration fédérale pour faciliter la mise en œuvre du chapitre Vingt-neuf de l'Accord.

Frais

Paiement des frais

13 Le gouvernement du Canada paie sa quote-part du total des frais suivants :

a) les frais supportés par les tribunaux institués au titre de l'Accord, ainsi que la rémunération et les indemnités des membres des tribunaux;

b) les frais supportés par les groupes spéciaux d'arbitrage et les groupes d'experts institués au titre de l'Accord, ainsi que la rémunération et les indemnités des arbitres, des membres siégeant aux groupes d'experts et des médiateurs;

c) les frais supportés par le Comité mixte de l'AEÉCG, les comités spécialisés, les dialogues bilatéraux, les groupes de travail et les autres organes institués au titre de l'Accord, ainsi que la rémunération et les indemnités des représentants faisant partie du Comité mixte de l'AEÉCG et des comités spécialisés et des membres des dialogues bilatéraux, des groupes de travail et des autres organes.

Décrets

Décret : article 29.14 de l'Accord

14 (1) Le gouverneur en conseil peut par décret, en vue de suspendre des obligations conformément à l'article 29.14 de l'Accord, prendre les mesures suivantes :

a) suspendre les droits ou privilèges que le Canada a accordés à l'Union européenne et à ses États membres, ou à des marchandises, fournisseurs de services, investisseurs ou investissements des investisseurs de l'Union européenne et de ses États membres en vertu de l'Accord ou d'un texte législatif fédéral;

b) modifier ou suspendre l'application d'un texte législatif fédéral à l'Union européenne et à ses États membres ou à des marchandises, fournisseurs de services, investisseurs ou investissements des investisseurs de l'Union européenne et de ses États membres;

c) étendre l'application d'un texte législatif fédéral à l'Union européenne et à ses États membres ou à des marchandises, fournisseurs de services, investisseurs

(d) take any other measure that the Governor in Council considers necessary.

Period of order

(2) Unless repealed, an order made under subsection (1) has effect for the period specified in the order.

PART 2

Related Amendments

R.S., c. E-19

Export and Import Permits Act

1994, c. 47, s. 100; 2006, c. 13, s. 109

15 (1) The definitions *export allocation* and *import allocation* in subsection 2(1) of the *Export and Import Permits Act* are replaced by the following:

export allocation means an export allocation issued under paragraph 6.2(2)(b) or 6.3(3)(b); (*autorisation d'exportation*)

import allocation means an import allocation issued under paragraph 6.2(2)(b); (*autorisation d'importation*)

(2) The definition *free trade partner* in subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) an EU country or other CETA beneficiary,

(3) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

CETA has the same meaning as *Agreement* in section 2 of the *Canada–European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement Implementation Act*; (*AÉCG*)

EU country or other CETA beneficiary has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*; (*pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG*)

ou investissements des investisseurs de l'Union européenne et de ses États membres;

d) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.

Durée d'application

(2) Le décret s'applique, sauf abrogation, pendant la période qui y est spécifiée.

PARTIE 2

Modifications connexes

L.R., ch. E-19

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

1994, ch. 47, art. 100; 2006, ch. 13, art. 109

15 (1) Les définitions de *autorisation d'exportation* et *autorisation d'importation*, au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

autorisation d'exportation Autorisation d'exportation délivrée en vertu des alinéas 6.2(2)b) ou 6.3(3)b). (*export allocation*)

autorisation d'importation Autorisation d'importation délivrée en vertu de l'alinéa 6.2(2)b). (*import allocation*)

(2) La définition de *partenaire de libre-échange*, au paragraphe 2(1) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) un pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG;

(3) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

AÉCG S'entend de l'*Accord* au sens de l'article 2 de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne*. (*CETA*)

pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG S'entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*. (*EU country or other CETA beneficiary*)

2014, c. 14, s. 17(2)

(4) Subsection 2(2) of the Act is replaced by the following:

Goods imported from certain countries

(2) For the purposes of this Act, goods are imported from one of the following countries or territories if they are shipped directly to Canada from that country or territory, within the meaning of sections 17 and 18 of the *Customs Tariff*:

a NAFTA country

an EU country or other CETA beneficiary

Chile

Costa Rica

Honduras

2004, c. 15, s. 54; 2006, c. 13, s. 110

16 The portion of subsection 3(1) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Liste : exportation contrôlée

3 (1) Le gouverneur en conseil peut dresser une liste des marchandises et des technologies dont, à son avis, il est nécessaire de contrôler l'exportation ou le transfert à l'une ou plusieurs des fins suivantes :

17 (1) The portion of subsection 5(1) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Liste des marchandises d'importation contrôlée

5 (1) Le gouverneur en conseil peut dresser la liste des marchandises d'importation contrôlée comprenant les articles dont, à son avis, il est nécessaire de contrôler l'importation pour l'une ou plusieurs des fins suivantes :

2012, c. 26, s. 53

(2) Subsection 5(3.4) of the Act is replaced by the following:

Exception for goods imported from certain countries

(3.4) An order made under subsection (3) or (3.2) may exclude goods of any kind imported from a country listed in Schedule 1 if it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on the basis of a report under the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that the quantity of those goods being imported is not a principal cause of serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.

2014, ch. 14, par. 17(2)

(4) Le paragraphe 2(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Marchandises importées de certains pays

(2) Pour l'application de la présente loi, sont des marchandises importées d'un pays ou d'un territoire mentionné ci-après les marchandises expédiées directement au Canada de ce pays ou de ce territoire conformément aux articles 17 et 18 du *Tarif des douanes* :

Chili

Costa Rica

10 Honduras

pays ALÉNA

pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG

2004, ch. 15, art. 54; 2006, ch. 13, art. 110

16 Le passage du paragraphe 3(1) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Liste : exportation contrôlée

3 (1) Le gouverneur en conseil peut dresser une liste des marchandises et des technologies dont, à son avis, il est nécessaire de contrôler l'exportation ou le transfert à l'une ou plusieurs des fins suivantes :

17 (1) Le passage du paragraphe 5(1) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Liste des marchandises d'importation contrôlée

5 (1) Le gouverneur en conseil peut dresser la liste des marchandises d'importation contrôlée comprenant les articles dont, à son avis, il est nécessaire de contrôler l'importation pour l'une ou plusieurs des fins suivantes :

2012, ch. 26, art. 53

(2) Le paragraphe 5(3.4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception : marchandises importées de certains pays

(3.4) Le décret pris en vertu des paragraphes (3) ou (3.2) peut exclure des marchandises de toute nature importées d'un pays mentionné à l'annexe 1 lorsque le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement d'un rapport fait en application de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que la quantité de ces marchandises ayant été importées ne constitue pas une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de

2014, c. 14, s. 18

18 Subsections 5.2(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Addition to Export Control List or Import Control List – Schedule 2

5.2 (1) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that it is advisable to collect information with respect to the exportation or importation of any goods in respect of which a specified quantity is eligible each year for the rate of duty provided for in provisions, set out in column 2 of Schedule 2, of an intergovernmental arrangement set out in column 1, the Governor in Council may, by order and without reference to that quantity, include those goods on the Export Control List or the Import Control List, or on both, in order to facilitate the collection of that information.

Addition to Import Control List – Schedule 3

(2) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that, for the purposes of implementing an intergovernmental arrangement set out column 1 of Schedule 3, it is advisable to collect information with respect to the importation of any goods listed in the provisions of that arrangement set out in column 2, the Governor in Council may, by order, include those goods on the Import Control List in order to facilitate the collection of that information.

1994, c. 47, s. 106

19 The heading before section 6.2 of the Act is replaced by the following:

Import or Export Access

20 (1) Section 6.2 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Determination of quantities – export

(1.1) If any goods, other than softwood lumber products to which section 6.3 applies, have been included on the Export Control List under paragraph 3(1)(d), for the purpose of implementing CETA, or under paragraph 3(1)(f), the Minister may determine export access quantities, or the basis for calculating them, for the purposes of subsection (2), 7(1) or (1.1) or section 8.31.

marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage.

2014, ch. 14, art. 18

18 Les paragraphes 5.2(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Adjonction aux listes des marchandises d'importation ou d'exportation contrôlée – annexe 2

5.2 (1) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable d'obtenir des renseignements sur l'exportation ou l'importation de marchandises dont une quantité spécifiée est susceptible chaque année de bénéficier du taux de droits prévu par les dispositions mentionnées à la colonne 2 de l'annexe 2 d'un accord intergouvernemental mentionné à la colonne 1, le gouverneur en conseil peut, par décret et sans mention de la quantité, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée et sur la liste des marchandises d'importation contrôlée, ou sur l'une de ces listes, pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

Adjonction à la liste des marchandises d'importation contrôlée – annexe 3

(2) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable, pour la mise en œuvre d'un accord intergouvernemental mentionné à la colonne 1 de l'annexe 3, d'obtenir des renseignements sur l'importation de marchandises énumérées aux dispositions de cet accord mentionnées à la colonne 2, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

1994, ch. 47, art. 106

19 L'intertitre précédant l'article 6.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Régime d'accès à l'importation ou à l'exportation

20 (1) L'article 6.2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Détermination de quantités – exportation

(1.1) En cas d'inscription de marchandises, autres que les produits de bois d'œuvre auxquels l'article 6.3 s'applique, sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée – soit aux fins de la mise en œuvre de l'AECE au titre de l'alinéa 3(1)d), soit au titre de l'alinéa 3(1)f) –, le ministre peut, pour l'application des paragraphes (2), 7(1) et (1.1) et de l'article 8.31, déterminer la quantité de

1994, c. 47, s. 106

(2) The portion of subsection 6.2(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Allocation method

(2) If the Minister has determined a quantity of goods under subsection (1) or (1.1), the Minister may

1994, c. 47, s. 106

(3) Paragraph 6.2(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) issue an import allocation or an export allocation, as the case may be, to any resident of Canada who applies for the allocation, subject to the regulations and any terms and conditions the Minister may specify in the allocation.

1994, c. 47, s. 106

(4) Subsection 6.2(3) of the Act is replaced by the following:

Transfer of allocation

(3) The Minister may consent to the transfer of an import allocation or an export allocation from one resident of Canada to another.

21 The Act is amended by adding the following after section 8.3:

Export permits — allocation

8.31 Despite subsection 7(1), if goods have been included on the Export Control List, the Minister shall, at the request of any person who has been issued an export allocation under paragraph 6.2(2)(b) with respect to the goods, issue to that person a permit to export the goods, subject to

- (a)** the export allocation; and
- (b)** the person's compliance with any regulations made under section 12.

2001, c. 28, s. 50; 2014, c. 14, s. 19

22 Section 9.1 of the Act is replaced by the following:

marchandises visée par un régime d'exportation, ou établir des critères à cet effet.

1994, ch. 47, art. 106

(2) Le passage du paragraphe 6.2(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Allocation de quotas

(2) Lorsqu'il a déterminé une quantité de marchandises en application des paragraphes (1) ou (1.1), le ministre peut :

1994, ch. 47, art. 106

(3) L'alinéa 6.2(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) délivrer une autorisation d'importation ou une autorisation d'exportation, selon le cas, à tout résident du Canada qui en fait la demande, sous réserve des conditions qui y sont énoncées et des règlements.

1994, ch. 47, art. 106

(4) Le paragraphe 6.2(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Transfert

(3) Le ministre peut autoriser le transfert à un autre résident de l'autorisation d'importation ou de l'autorisation d'exportation.

21 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 8.3, de ce qui suit :

Licence d'exportation : autorisation

8.31 Malgré le paragraphe 7(1), en cas d'inscription de marchandises sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée, le ministre, sur demande de toute personne qui a obtenu une autorisation d'exportation de ces marchandises au titre de l'alinéa 6.2(2)b), délivre à celle-ci une licence pour l'exportation de ces marchandises, sous réserve :

- a)** de l'autorisation d'exportation;
- b)** de l'observation par la personne des règlements pris en vertu de l'article 12.

2001, ch. 28, art. 50; 2014, ch. 14, art. 19

22 L'article 9.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Minister may issue certificate — Schedule 4

9.1 The Minister may, for the purpose of implementing an intergovernmental arrangement with a country listed in column 1 of Schedule 4 or with an international organization acting on behalf of such a country — or of implementing an intergovernmental arrangement applicable to a territory listed in column 1 — respecting the administration of the provisions set out in column 2, issue a certificate with respect to an exportation of goods to that country or territory stating the specific quantity of those goods that, on importation into the country or territory, is eligible for the rate of duty provided for in the provisions set out in column 3.

2012, c. 26, s. 54

23 The schedule to the Act is renumbered as Schedule 1.

24 The Act is amended by adding, after Schedule 1, the Schedules 2 to 4 set out in Schedule 1 to this Act.

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

25 Schedule VII to the *Financial Administration Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States, done at Brussels on October 30, 2016.

R.S., c. F-27

Food and Drugs Act

26 Subsection 30(1) of the *Food and Drugs Act* is amended by striking out “and” at the end of paragraph (q) and by adding the following after paragraph (r):

(s) respecting the implementation, in relation to any food, drug, cosmetic or device, of international agreements that affect them; and

(t) prescribing anything that by this Act is to be prescribed.

1993, c. 34, s. 73; 2004, c. 23, s. 3

27 Section 37 of the Act is replaced by the following:

Délivrance de certificats — annexe 4

9.1 Le ministre peut, pour la mise en œuvre de tout accord intergouvernemental avec un pays visé à la colonne 1 de l'annexe 4 ou une organisation internationale agissant au nom d'un tel pays — ou pour la mise en œuvre de tout accord intergouvernemental applicable à un territoire visé à cette colonne 1 — concernant l'application des dispositions mentionnées à la colonne 2, délivrer, pour l'exportation de marchandises vers le pays ou territoire en cause, un certificat énonçant la quantité précise des marchandises qui est susceptible, au moment de son importation dans ce pays ou territoire, de bénéficier du taux de droits prévu par les dispositions mentionnées à la colonne 3.

2012, ch. 26, art. 54

23 L'annexe de la même loi devient l'annexe 1.

24 La même loi est modifiée par adjonction, après l'annexe 1, des annexes 2 à 4 figurant à l'annexe 1 de la présente loi.

L.R., ch. F-11

Loi sur la gestion des finances publiques

25 L'annexe VII de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016.

L.R., ch. F-27

Loi sur les aliments et drogues

26 Le paragraphe 30(1) de la *Loi sur les aliments et drogues* est modifié par adjonction, après l'alinéa r), de ce qui suit :

s) régir la mise en œuvre, en ce qui concerne les aliments, drogues, cosmétiques ou instruments, des accords internationaux touchant ceux-ci;

t) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.

1993, ch. 34, art. 73; 2004, ch. 23, art. 3

27 L'article 37 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Conditions under which exports exempt

37 (1) This Act does not apply to any packaged food, drug, cosmetic or device if

- (a) it is manufactured or prepared in Canada;
- (b) it is intended for export and is not manufactured or prepared for consumption or use in Canada nor sold for consumption or use in Canada;
- (c) a certificate that the package and its contents do not contravene any known requirement of the law of the country to which it is or is about to be consigned has been issued in respect of the package and its contents in prescribed form and manner; and
- (d) the packaged food, drug, cosmetic or device meets any other prescribed requirement.

Exception — Act

(1.1) Despite subsection (1),

- (a) section 4, subsection 5(1) and section 7 apply to any food;
- (b) section 8, subsection 9(1) and section 11 apply to any drug that is not a *natural health product* within the meaning of the *Natural Health Products Regulations*;
- (c) sections 16 and 18 apply to any cosmetic; and
- (d) section 19 and subsection 20(1) apply to any device.

Exception — regulations

(1.2) Despite subsection (1), any prescribed provision of the regulations respecting the method of manufacture, preparation, preserving, packaging, storing and testing of any food, drug, cosmetic or device continues to apply to any packaged food, drug, cosmetic or device.

Exception — General Council Decision

(2) Despite subsection (1), this Act applies in respect of any drug or device to be manufactured for the purpose of being exported in accordance with the *General Council Decision*, as defined in subsection 30(6), and the requirements of the Act and the regulations apply to the drug or device as though it were a drug or device to be manufactured and sold for consumption or use in Canada, unless the regulations provide otherwise.

Exemption

37 (1) La présente loi ne s'applique pas aux aliments, drogues, cosmétiques ou instruments emballés si à la fois :

- a) ils sont fabriqués ou préparés au Canada;
- b) ils sont destinés à l'exportation et ne sont ni fabriqués ou préparés ni vendus pour consommation ou usage au Canada;
- c) il y a eu délivrance d'un certificat réglementaire à leur égard attestant que l'emballage et son contenu n'enfreignent aucune règle de droit connue du pays auquel ils sont expédiés ou destinés;
- d) ils satisfont à toute autre exigence réglementaire.

Exception — loi

(1.1) Malgré le paragraphe (1), les dispositions ci-après s'appliquent :

- a) dans le cas d'un aliment, l'article 4, le paragraphe 5(1) et l'article 7;
- b) dans le cas d'une drogue qui n'est pas un *produit de santé naturel* au sens du *Règlement sur les produits de santé naturels*, l'article 8, le paragraphe 9(1) et l'article 11;
- c) dans le cas d'un cosmétique, les articles 16 et 18;
- d) dans le cas d'un instrument, l'article 19 et le paragraphe 20(1).

Exception — règlements

(1.2) Malgré le paragraphe (1), s'applique aux aliments, drogues, cosmétiques ou instruments emballés toute disposition des règlements, précisée par règlement, relative au mode de fabrication, de préparation, de conservation, d'emballage, d'entreposage ou d'examen de tout aliment, drogue, cosmétique ou instrument.

Exception — décision du Conseil général

(2) Malgré le paragraphe (1), la présente loi s'applique aux drogues ou instruments à fabriquer en vue de leur exportation conformément à la *décision du Conseil général*, au sens du paragraphe 30(6). Les exigences prévues par la présente loi et par les règlements s'appliquent à ces drogues ou instruments comme s'ils étaient destinés à être fabriqués et vendus pour consommation ou usage au Canada, sauf disposition contraire des règlements.

R.S., c. I-3

Importation of Intoxicating Liquors Act

28 Section 2 of the *Importation of Intoxicating Liquors Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

EU country or other CETA beneficiary has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*; (pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG)

2012, c. 26, s. 58

29 The portion of paragraph 3(2)(f.1) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(f.1) the importation of bulk spirits into a province from a country or territory listed in column 1 of the schedule by a licensed distiller for the purpose of being packaged by the distiller, if the spirits

2012, c. 26, s. 59; 2014, c. 14, s. 22

30 The heading of column 1 of the schedule to the Act is replaced by “Country or Territory”.

31 The schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “EU country or other CETA beneficiary” in column 1 and a corresponding reference to “Canada–European Union Tariff in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the *Customs Tariff*” in column 2.

R.S., c. P-4

Patent Act

32 (1) The definition *regulation and rule* in section 2 of the *Patent Act* is repealed.

1994, c. 47, s. 141

(2) The definition *country* in section 2 of the Act is replaced by the following:

country includes a *WTO Member*, as defined in subsection 2(1) of the *World Trade Organization Agreement Implementation Act*; (*pays*)

(3) The definition *legal representatives* in section 2 of the Act is replaced by the following:

L. R., ch. I-3

Loi sur l'importation des boissons enivrantes

28 L'article 2 de la *Loi sur l'importation des boissons enivrantes* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG S'entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*. (*EU country or other CETA beneficiary*)

2012, ch. 26, art. 58

29 Le passage de l'alinéa 3(2)f.1) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

f.1) à l'importation de spiritueux en vrac d'un pays ou d'un territoire mentionné à la colonne 1 de l'annexe dans une province par un distillateur agréé pour emballage par celui-ci, si les spiritueux, à la fois :

2012, ch. 26, art. 59; 2014, ch. 14, art. 22

30 Le titre de la colonne 1 de l'annexe de la même loi est remplacé par « Pays ou territoire ».

31 L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l'ordre alphabétique, de « pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG » ainsi que de « Tarif Canada-Union européenne de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe du *Tarif des douanes* » dans la colonne 2, en regard de ce pays ou territoire.

L.R., ch. P-4

Loi sur les brevets

32 (1) La définition de *règlement et règle*, à l'article 2 de la *Loi sur les brevets*, est abrogée.

1994, ch. 47, art. 141

(2) La définition de *pays*, à l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

pays Notamment un *membre de l'OMC* au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce*. (*country*)

(3) La définition de *représentants légaux*, à l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

legal representatives includes heirs, executors, administrators of the estate, liquidators of the succession, guardians, curators, tutors, transferees and all other persons claiming through applicants for patents and patents of inventions or through holders of certificates of supplementary protection; (*représentants légaux*) 5

(4) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

regulation includes a rule or form; (*règlement*)

rule includes a regulation or form; (*règle*) 10

(5) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

certificate of supplementary protection means a certificate issued by the Minister of Health under section 113; (*certificat de protection supplémentaire*) 15

holder means, with respect to a certificate of supplementary protection, the person for the time being that is entitled to the benefit of the certificate; (*titulaire*)

33 Subsection 7(1) of the Act is replaced by the following: 20

Officers of Patent Office not to deal in patents, etc.

7 (1) No officer or employee of the Patent Office shall buy, sell, acquire or traffic in any invention, patent, right to a patent, certificate of supplementary protection or right to such a certificate, or any interest in any of them, and every purchase, sale, acquisition or transfer of any of them, or of any interest in any of them, made by or to such an officer or employee is void or, in Quebec, null. 25

R.S., c. 33 (3rd Supp.), s. 3

34 (1) Paragraph 12(1)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

a) régir la forme et le contenu des demandes de brevet; 30

R.S., c. 33 (3rd Supp.), s. 3

(2) Paragraph 12(1)(g) of the French version of the Act is replaced by the following:

représentants légaux Sont assimilés aux représentants légaux les héritiers, exécuteurs testamentaires, administrateurs successoraux, liquidateurs de la succession, curateurs, tuteurs, cessionnaires, ainsi que toutes autres personnes réclamant par l'intermédiaire de demandeurs et de titulaires de brevets ou de certificats de protection supplémentaire. (*legal representatives*) 5

(4) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 10

règle S'entend notamment d'un règlement ou d'une formule. (*rule*)

règlement S'entend notamment d'une règle ou d'une formule. (*regulation*)

(5) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 15

certificat de protection supplémentaire Le certificat délivré par le ministre de la Santé en vertu de l'article 113. (*certificate of supplementary protection*) 20

titulaire Relativement à un certificat de protection supplémentaire, la personne ayant pour le moment droit à l'avantage du certificat. (*holder*)

33 Le paragraphe 7(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 25

Aucune vente ni aucun achat de brevets, etc.

7 (1) Il est interdit au personnel du Bureau des brevets d'acheter, de vendre ou d'acquérir une invention, un brevet ou un droit à un brevet, un certificat de protection supplémentaire ou un droit à un tel certificat, ou tout intérêt afférent, ou d'en faire le commerce. Est nul tout achat, toute vente, toute acquisition ou tout transfert d'une invention, d'un brevet, d'un droit à un brevet, d'un certificat de protection supplémentaire ou d'un droit à un tel certificat, ou de tout intérêt afférent, auquel est partie un membre du personnel du Bureau. 30 35

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 3

34 (1) L'alinéa 12(1)(a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) régir la forme et le contenu des demandes de brevet; 30

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 3

(2) L'alinéa 12(1)(g) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit : 40

g) régir le paiement des taxes réglementaires, y compris le moment et la manière selon laquelle ces taxes doivent être payées, les surtaxes qui peuvent être levées pour les paiements en souffrance, ainsi que les circonstances dans lesquelles les taxes peuvent être remboursées en tout ou en partie; 5

1993, c. 15, s. 29(2)

(3) Paragraph 12(1)(j.8) of the Act is replaced by the following:

(j.8) authorizing the Commissioner to extend, subject to any prescribed terms and conditions, the time fixed by or under this Act in respect of any business before the Patent Office for doing anything where the Commissioner is satisfied that the circumstances justify the extension; 10

R.S., c. 33 (3rd Supp.), s. 7

35 Section 26 of the Act is replaced by the following: 15

Annual report

26 The Commissioner shall, in each year, cause to be prepared and laid before each House of Parliament a report of the Commissioner's activities under this Act.

1993, c. 15, s. 34

36 Section 29 of the Act is repealed. 20

37 (1) Section 47 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Certificate of supplementary protection

(1.1) Subsection (1) also applies in the case where the original patent is set out in a certificate of supplementary protection and the original patent's term has expired, except that in that case the issuance of the new patent, whose term remains expired, is for the purpose of establishing the rights, privileges and liberties granted under the certificate. 25

(2) Subsection 47(2) of the French version of the Act is replaced by the following: 30

Effet du nouveau brevet

(2) L'abandon visé au paragraphe (1) ne prend effet qu'au moment de la délivrance du nouveau brevet, et ce nouveau brevet, ainsi que la description et spécification rectifiée, a le même effet en droit, dans l'instruction de toute action engagée par la suite pour tout motif survenu subséquemment, que si cette description et spécification rectifiée avait été originalement déposée dans sa forme corrigée, avant la délivrance du brevet original. Dans la 35

g) régir le paiement des taxes réglementaires, y compris le moment et la manière selon laquelle ces taxes doivent être payées, les surtaxes qui peuvent être levées pour les paiements en souffrance, ainsi que les circonstances dans lesquelles les taxes peuvent être remboursées en tout ou en partie; 5

1993, ch. 15, par. 29(2)

(3) L'alinéa 12(1)(j.8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

j.8) autoriser le commissaire, si celui-ci estime que les circonstances le justifient, à proroger, aux conditions réglementaires, tout délai fixé sous le régime de la présente loi relativement à toute affaire devant le Bureau des brevets pour l'accomplissement d'un acte; 10

L.R., ch. 33 (3^e suppl.), art. 7

35 L'article 26 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 15

Rapport annuel

26 Le commissaire fait, chaque année, établir et déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport sur les activités qu'il a exercées sous le régime de la présente loi.

1993, ch. 15, art. 34

36 L'article 29 de la même loi est abrogé. 20

37 (1) L'article 47 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit : 20

Certificat de protection supplémentaire

(1.1) Le paragraphe (1) s'applique également dans le cas où la durée du brevet original mentionné dans un certificat de protection supplémentaire est expirée, à la différence que la délivrance du nouveau brevet, dont la durée demeure expirée, vise l'établissement des droits, des facultés et des privilèges conférés par le certificat. 25

(2) Le paragraphe 47(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit : 30

Effet du nouveau brevet

(2) L'abandon visé au paragraphe (1) ne prend effet qu'au moment de la délivrance du nouveau brevet, et ce nouveau brevet, ainsi que la description et spécification rectifiée, a le même effet en droit, dans l'instruction de toute action engagée par la suite pour tout motif survenu subséquemment, que si cette description et spécification rectifiée avait été originalement déposée dans sa forme corrigée, avant la délivrance du brevet original. Dans la 35

mesure où les revendications du brevet original et du brevet redéveloppé sont identiques, un tel abandon n'atteint aucune instance pendante au moment de la redélivrance, ni n'annule aucun motif d'instance alors existant, et le brevet redéveloppé, dans la mesure où ses revendications sont identiques à celles du brevet original, constitue une continuation du brevet original et est maintenu en vigueur sans interruption depuis la date du brevet original.

38 Subsection 53(3) of the Act is repealed.

1993, c. 2, s. 4; 2001, c. 10, s. 2(2)

39 Subsection 55.2(4) of the Act is replaced by the following:

Regulations

(4) The Governor in Council may make regulations respecting the infringement of any patent that, directly or indirectly, could result or results from the making, construction, use or sale of a patented invention in accordance with subsection (1), including regulations

- (a) respecting the conditions that must be fulfilled before a document — including a notice, certificate or permit — concerning any product to which a patent may relate may be issued to any person under any Act of Parliament that regulates the manufacture, construction, use or sale of that product, in addition to any conditions provided for by or under that Act;
- (b) respecting the earliest day on which such a document may be issued to a person and the earliest day on which it may take effect, and respecting the manner in which each day is to be determined;
- (c) respecting the issuance, suspension or revocation of such a document in circumstances where, directly or indirectly, the document's issuance could result or results in the infringement of a patent;
- (d) respecting the prevention and resolution of disputes with respect to the day on which such a document may be issued or take effect;
- (e) respecting the prevention and resolution of disputes with respect to the infringement of a patent that could result directly or indirectly from the manufacture, construction, use or sale of a product referred to in paragraph (a);
- (f) respecting the resolution of disputes with respect to the infringement of a patent that results directly or indirectly from the manufacture, construction, use or sale of such a product;

mesure où les revendications du brevet original et du brevet redéveloppé sont identiques, un tel abandon n'atteint aucune instance pendante au moment de la redélivrance, ni n'annule aucun motif d'instance alors existant, et le brevet redéveloppé, dans la mesure où ses revendications sont identiques à celles du brevet original, constitue une continuation du brevet original et est maintenu en vigueur sans interruption depuis la date du brevet original.

38 Le paragraphe 53(3) de la même loi est abrogé.

1993, ch. 2, art. 4; 2001, ch. 10, par. 2(2)

39 Le paragraphe 55.2(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Règlements

(4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir la contrefaçon de tout brevet qui résulte ou pourrait résulter, de façon directe ou autrement, de la fabrication, de la construction, de l'utilisation ou de la vente, au titre du paragraphe (1), d'une invention brevetée, et notamment :

- a) régir les conditions complémentaires nécessaires à la délivrance à quiconque, relativement à un produit auquel peut se rapporter un brevet, de tout titre — avis, certificat, permis ou autre — en vertu de lois fédérales régissant la fabrication, la construction, l'utilisation ou la vente d'un tel produit;
- b) régir la première date à laquelle un tel titre peut être délivré et celle à laquelle il peut prendre effet, ainsi que la manière de fixer chacune de ces dates;
- c) régir la délivrance, la suspension ou la révocation d'un tel titre lorsque la délivrance de celui-ci entraîne ou pourrait entraîner, de façon directe ou autrement, la contrefaçon d'un brevet;
- d) régir la prévention et le règlement de différends portant sur la date à laquelle un tel titre peut être délivré ou prendre effet;
- e) régir la prévention et le règlement de différends portant sur la contrefaçon d'un brevet qui pourrait résulter, de façon directe ou autrement, de la fabrication, de la construction, de l'utilisation ou de la vente d'un produit visé à l'alinéa a);
- f) régir le règlement de différends portant sur la contrefaçon d'un brevet qui résulte, de façon directe ou autrement, de la fabrication, de la construction, de l'utilisation ou de la vente d'un tel produit;
- g) conférer des droits d'action concernant les différends visés à l'un ou l'autre des alinéas d) à f);

(g) conferring rights of action with respect to disputes referred to in any of paragraphs (d) to (f);

(h) restricting or excluding the application of other rights of action under this Act or another Act of Parliament to disputes referred to in any of paragraphs (d) to (f);

(i) designating the court of competent jurisdiction in which a proceeding with respect to rights of action referred to in paragraph (g) is to be heard;

(j) respecting such proceedings, including the procedure of the court in the matter, the defences that may be pleaded, the remedies that may be sought, the joinder of parties and of rights of action and the consolidation of other proceedings, the decisions and orders the court may make and any appeals from those decisions and orders; and

(k) specifying who may be an interested person for the purposes of subsection 60(1) with respect to disputes referred to in paragraph (e).

h) limiter ou interdire le recours à d'autres droits d'action prévus par toute loi fédérale concernant les différends visés à l'un ou l'autre des alinéas d) à f);

i) désigner le tribunal compétent à l'égard des procédures résultant de l'exercice des droits d'action visés à l'alinéa g);

j) régir ces procédures, notamment la procédure devant ce tribunal, les moyens de défense qui peuvent être invoqués, les conclusions qui peuvent être recherchées, la jonction de parties, la réunion de droits d'action ou d'autres procédures, les décisions et ordonnances qui peuvent être rendues ainsi que les appels de ces décisions et ordonnances;

k) préciser qui peut être un intéressé pour l'application du paragraphe 60(1) dans le cadre des différends visés à l'alinéa e).

1993, c. 15, s. 49

40 Section 62 of the Act is replaced by the following:

Judgment voiding patent

62 A patent, or part of a patent, that is voided by a judgment shall be and be held to have been void and of no effect, unless the judgment is reversed on appeal as provided in section 63.

41 Subsection 66(3) of the Act is repealed.

42 Subsection 68(2) of the Act is replaced by the following:

Service

(2) The Commissioner shall consider the matters alleged in the application and declarations referred to in subsection (1) and, if satisfied that the applicant has a bona fide interest and that a case for relief has been made, the Commissioner shall direct the applicant to serve copies of the application and declarations on the patentee and on any other persons appearing from the records of the Patent Office to be interested in the patent, and the applicant shall advertise the application both

(a) in the *Canada Gazette*; and

(b) on the website of the Canadian Intellectual Property Office or in any other prescribed location.

1993, ch. 15, art. 49

40 L'article 62 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Jugement annulant un brevet

62 Le brevet ou la partie du brevet qui a été annulé par un jugement est nul et de nul effet et est tenu pour tel, à moins que le jugement ne soit infirmé en appel en vertu de l'article 63.

41 Le paragraphe 66(3) de la même loi est abrogé.

42 Le paragraphe 68(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Avis

(2) Le commissaire prend en considération les faits allégués dans la requête et dans les déclarations et, s'il est convaincu que le demandeur possède un intérêt légitime et que, de prime abord, la preuve a été établie pour obtenir un recours, il enjoint au demandeur de signifier des copies de la requête et des déclarations au breveté ainsi qu'à toutes autres personnes qui, d'après les registres du Bureau des brevets, sont intéressées dans le brevet, et le demandeur annonce la requête à la fois :

a) dans la *Gazette du Canada*;

b) sur le site Web de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada ou dans tout autre lieu réglementaire.

43 Section 75 of the Act is replaced by the following:

Offences

75 (1) Every person is guilty of an indictable offence and is liable to a fine of not more than \$200 or to imprisonment for a term of not more than three months, or to both, who

(a) without the consent of the patentee, marks in any way on anything made or sold by the person, and for the sole making or selling of which they are not the patentee, the name or any imitation of the name of any patentee for the sole making or selling of that thing;

(b) without the consent of the patentee, marks in any way on anything not purchased from the patentee, the words “Patent”, “Letters Patent”, “Queen’s (or King’s) Patent”, “Patented” or any word or words with a similar meaning, with the intent of counterfeiting or imitating the stamp, mark or device of the patentee, or of deceiving the public and inducing them to believe that the thing in question was made or sold by or with the patentee’s consent; or

(c) with intent to deceive the public, offers for sale as patented in Canada any article that is neither patented in Canada nor protected by a certificate of supplementary protection in Canada.

Certificate of supplementary protection

(2) Every person is guilty of an indictable offence and is liable to a fine of not more than \$200 or to imprisonment for a term of not more than three months, or to both, who

(a) during the term of a certificate of supplementary protection, without the consent of the certificate’s holder, marks in any way on anything made or sold by the person, and for the sole making or selling of which they are not the holder of a certificate of supplementary protection, the name or any imitation of the name of any holder of a certificate of supplementary protection for the sole making or selling of that thing;

(b) after a certificate of supplementary protection has been issued and before the end of its term, without the consent of the certificate’s holder, marks in any way on anything not purchased from that holder the words “Certificate of Supplementary Protection”, “Protected by a Certificate of Supplementary Protection” or any words with a similar meaning, with the intent of counterfeiting or imitating that holder’s stamp, mark or

43 L’article 75 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Infractions et peines

75 (1) Commet un acte criminel et encourt une amende maximale de deux cents dollars et un emprisonnement maximal de trois mois, ou l’une de ces peines, quiconque, selon le cas :

a) sans le consentement du breveté, marque de quelque manière que ce soit, sur un objet fabriqué ou vendu par lui et pour la fabrication ou la vente exclusive duquel il n’est pas le breveté, le nom ou une imitation du nom d’un breveté qui détient le droit exclusif de fabriquer ou de vendre cet objet;

b) sans le consentement du breveté, marque de quelque manière que ce soit, sur un objet qui n’a pas été acheté du breveté, les mots « Brevet », « Lettres patentes », « Patente de la Reine (ou du Roi) », « Breveté », ou toute autre expression de signification similaire, avec l’intention de contrefaire ou d’imiter la marque, l’estampille ou la devise du breveté, ou de tromper le public et de le porter à croire que l’objet en question a été fabriqué ou vendu par le breveté ou avec son consentement;

c) dans le dessein de tromper le public, expose en vente comme breveté au Canada un article qui n’est ni breveté au Canada ni protégé par un certificat de protection supplémentaire au Canada.

Certificat de protection supplémentaire

(2) Commet un acte criminel et encourt une amende maximale de deux cents dollars et un emprisonnement maximal de trois mois, ou l’une de ces peines, quiconque, selon le cas :

a) sans le consentement du titulaire de certificat de protection supplémentaire, pendant la durée du certificat, marque de quelque manière que ce soit, sur un objet fabriqué ou vendu par lui et pour la fabrication ou la vente exclusive duquel il n’est pas le titulaire d’un certificat de protection supplémentaire, le nom ou une imitation du nom de tout titulaire d’un tel certificat qui détient le droit exclusif de fabriquer ou de vendre l’objet;

b) sans le consentement du titulaire de certificat de protection supplémentaire, après la délivrance du certificat, mais avant l’expiration de sa durée, marque de quelque manière que ce soit, sur un objet qui n’a pas été acheté du titulaire, les mots « certificat de protection supplémentaire », « protégé par un certificat de protection supplémentaire » ou toute autre expression

device, or of deceiving the public and inducing them to believe that the thing in question was made or sold by or with that holder's consent; or

(c) with the intent to deceive the public, offers for sale as protected by a certificate of supplementary protection in Canada any article that

(i) is neither patented in Canada nor protected by a certificate of supplementary protection in Canada, or

(ii) is patented in Canada but for which no certificate of supplementary protection has been issued.

44 Subsection 78(1) of the Act is replaced by the following:

Time limit deemed extended

78 (1) If any time limit or period of limitation specified under this Act, in respect of any business before the Patent Office, expires on a day when the Patent Office is closed for business, that time limit or period of limitation shall be deemed to be extended to the next day when the Patent Office is open for business.

1993, c. 2, s. 7

45 The heading "Patented Medicines" before section 79 of the Act is replaced by the following:

Patented or Protected Medicines

1993, c. 2, s. 7

46 (1) The definition *breveté* ou *titulaire d'un brevet* in subsection 79(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

breveté* ou *titulaire d'un brevet La personne ayant pour le moment droit à l'avantage d'un brevet pour une invention liée à un médicament, ainsi que quiconque peut exercer tout droit d'un titulaire dans un cadre autre qu'une licence prorogée en vertu du paragraphe 11(1) de la *Loi de 1992 modifiant la Loi sur les brevets. (patent-ee)*

(2) Subsection 79(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

de signification similaire, avec l'intention de contre-faire ou d'imiter la marque, l'estampille ou la devise du titulaire, ou de tromper le public et de le porter à croire que l'objet en question a été fabriqué ou vendu par le titulaire ou avec son consentement;

c) dans le dessein de tromper le public, expose en vente comme protégé par un certificat de protection supplémentaire au Canada un article qui, selon le cas :

(i) n'est ni breveté au Canada ni protégé par un certificat de protection supplémentaire au Canada,

(ii) est breveté au Canada mais à l'égard duquel aucun certificat de protection supplémentaire n'y a été délivré.

44 Le paragraphe 78(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Le délai est réputé prorogé

78 (1) Lorsqu'un délai spécifié en vertu de la présente loi, relativement à toute affaire devant le Bureau des brevets, expire un jour où le Bureau des brevets est fermé au public, ce délai est réputé prorogé jusqu'au jour de réouverture du Bureau des brevets, inclusivement.

1993, ch. 2, art. 7

45 L'intertitre « Médicaments brevetés » précédant l'article 79 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Médicaments brevetés ou protégés

1993, ch. 2, art. 7

46 (1) La définition de *breveté* ou *titulaire d'un brevet*, au paragraphe 79(1) de la version française de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

breveté* ou *titulaire d'un brevet La personne ayant pour le moment droit à l'avantage d'un brevet pour une invention liée à un médicament, ainsi que quiconque peut exercer tout droit d'un titulaire dans un cadre autre qu'une licence prorogée en vertu du paragraphe 11(1) de la *Loi de 1992 modifiant la Loi sur les brevets. (patent-ee)*

(2) Le paragraphe 79(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

medicine includes a *drug*, as defined in section 104, and a medicinal ingredient; (*médicament*)

rights holder means, in respect of an invention pertaining to a medicine, a patentee and the person for the time being entitled to the benefit of a certificate of supplementary protection for that invention, and includes, if any other person is entitled to exercise rights in relation to the certificate, that other person in respect of those rights; (*titulaire de droits*)

1993, c. 2, s. 7

47 (1) The portion of subsection 80(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Pricing information, etc., required by regulations

80 (1) A rights holder for an invention pertaining to a medicine shall, as required by and in accordance with the regulations, provide the Board with the information and documents that the regulations may specify respecting

1993, c. 2, s. 7

(2) Paragraph 80(1)(c) of the English version of the Act is replaced by the following:

(c) the costs of making and marketing the medicine, if that information is available to the rights holder in Canada or is within the knowledge or control of the rights holder;

1993, c. 2, s. 7

(3) The portion of subsection 80(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Former rights holder

(2) Subject to subsection (3), a person who is a former rights holder for an invention pertaining to a medicine shall, as required by and in accordance with the regulations, provide the Board with the information and documents that the regulations may specify respecting

1993, c. 2, s. 7

(4) Paragraphs 80(2)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) the price at which the medicine was sold in any market in Canada and elsewhere during the period in which the person was a rights holder for the invention;

(c) the costs of making and marketing the medicine produced during that period, whether incurred before or after the patent was issued or the certificate of supplementary protection took effect, if that information

médicament S'entend notamment d'une *drogue* au sens de l'article 104 et d'un ingrédient médicinal. (*medicine*)

titulaire de droits Le titulaire d'un brevet et la personne ayant pour le moment droit à l'avantage d'un certificat de protection supplémentaire délivré à l'égard du brevet, ainsi que quiconque peut exercer tout droit d'un titulaire relativement à ce certificat. (*rights holder*)

1993, ch. 2, art. 7

47 (1) Le passage du paragraphe 80(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Renseignements réglementaires à fournir sur les prix

80 (1) Le titulaire de droits est tenu de fournir au Conseil, conformément aux règlements, les renseignements et documents sur les points suivants :

1993, ch. 2, art. 7

(2) L'alinéa 80(1)(c) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) the costs of making and marketing the medicine, if that information is available to the rights holder in Canada or is within the knowledge or control of the rights holder;

1993, ch. 2, art. 7

(3) Le passage du paragraphe 80(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Ancien titulaire de droits

(2) Sous réserve du paragraphe (3), l'ancien titulaire de droits est tenu de fournir au Conseil, conformément aux règlements, les renseignements et les documents sur les points suivants :

1993, ch. 2, art. 7

(4) Les alinéas 80(2)(b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) le prix de vente du médicament sur les marchés canadien et étranger pendant la période où il était titulaire de droits;

c) les coûts de réalisation et de mise en marché du médicament pendant cette période, qu'ils aient été assumés avant ou après la délivrance du brevet ou la prise d'effet du certificat de protection

is available to the person in Canada or is within the knowledge or control of the person;

1993, c. 2, s. 7

(5) Subsection 80(3) of the Act is replaced by the following:

Limitation

(3) Subsection (2) does not apply to a person who has not, for a period of three or more years, been entitled to the benefit of the patent or certificate of supplementary protection, as the case may be, or to exercise any rights in relation to the patent or certificate.

1993, c. 2, s. 7

48 (1) Subsection 81(1) of the Act is replaced by the following:

Pricing information, etc. required by Board

81 (1) The Board may, by order, require a rights holder or former rights holder for an invention pertaining to a medicine to provide the Board with information and documents respecting

(a) in the case of a rights holder, any of the matters referred to in paragraphs 80(1)(a) to (e);

(b) in the case of a former rights holder, any of the matters referred to in paragraphs 80(2)(a) to (e); and

(c) any other related matters that the Board may require.

1993, c. 2, s. 7

(2) Subsection 81(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Compliance with order

(2) A rights holder or former rights holder in respect of whom an order is made under subsection (1) shall comply with the order within the time that is specified in the order or as the Board may allow.

1993, c. 2, s. 7

(3) Subsection 81(3) of the Act is replaced by the following:

Limitation

(3) No order may be made under subsection (1) in respect of a former rights holder who, more than three years before the day on which the order is proposed to be made, ceased to be entitled to the benefit of the patent or certificate of supplementary protection, as the case may

supplémentaire, s'il dispose de ces derniers renseignements au Canada ou s'il en a connaissance ou le contrôle;

1993, ch. 2, art. 7

(5) Le paragraphe 80(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Prescription

(3) Le paragraphe (2) ne vise pas celui qui, pendant une période d'au moins trois ans, a cessé d'avoir droit aux avantages du brevet ou, le cas échéant, du certificat de protection supplémentaire, ou d'exercer les droits du titulaire.

1993, ch. 2, art. 7

48 (1) Le paragraphe 81(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Renseignements sur les prix exigés par le Conseil

81 (1) Le Conseil peut, par ordonnance, enjoindre au titulaire de droits ou à l'ancien titulaire de droits de lui fournir les renseignements et les documents relatifs aux points visés aux alinéas 80(1)a) à e), dans le cas du titulaire de droits, ou aux alinéas 80(2)a) à e), dans le cas de l'ancien titulaire de droits, ainsi que ceux relatifs à tout autre point qu'il précise.

1993, ch. 2, art. 7

(2) Le paragraphe 81(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Compliance with order

(2) A rights holder or former rights holder in respect of whom an order is made under subsection (1) shall comply with the order within the time that is specified in the order or as the Board may allow.

1993, ch. 2, art. 7

(3) Le paragraphe 81(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Prescription

(3) Il ne peut être pris d'ordonnances en vertu du paragraphe (1) plus de trois ans après qu'une personne a cessé d'avoir droit aux avantages du brevet ou, le cas échéant, du certificat de protection supplémentaire ou d'exercer les droits du titulaire.

be, or to exercise any rights in relation to the patent or certificate.

1993, c. 2, s. 7

49 (1) Subsections 82(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Notice of introductory price

82 (1) A rights holder for an invention pertaining to a medicine who intends to sell the medicine in a market in Canada in which it has not previously been sold shall, as soon as practicable after determining the date on which the medicine will be first offered for sale in that market, notify the Board of its intention and of that date.

Pricing information and documents

(2) If the Board receives a notice under subsection (1) from a rights holder or otherwise has reason to believe that a rights holder for an invention pertaining to a medicine intends to sell the medicine in a market in Canada in which the medicine has not previously been sold, the Board may, by order, require the rights holder to provide the Board with information and documents respecting the price at which the medicine is intended to be sold in that market.

1993, c. 2, s. 7

(2) Subsection 82(3) of the English version of the Act is replaced by the following:

Compliance with order

(3) Subject to subsection (4), a rights holder in respect of whom an order is made under subsection (2) shall comply with the order within the time that is specified in the order or as the Board may allow.

1993, c. 2, s. 7

(3) Subsection 82(4) of the Act is replaced by the following:

Limitation

(4) No rights holder shall be required to comply with an order made under subsection (2) prior to the 60th day preceding the date on which the rights holder intends to first offer the medicine for sale in the relevant market.

1993, c. 2, s. 7; 1994, c. 26, s. 54(F)

50 Section 83 of the Act is replaced by the following:

Order re excessive prices

83 (1) If the Board finds that a rights holder for an invention pertaining to a medicine is selling the medicine in any market in Canada at a price that, in the Board's

1993, ch. 2, art. 7

49 (1) Les paragraphes 82(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Avis du prix de lancement

82 (1) Tout titulaire de droits doit, dès que possible après avoir fixé la date à laquelle il compte mettre en vente sur un marché canadien un médicament qui n'y a jamais été vendu, notifier le Conseil de son intention et de la date à laquelle il compte le faire.

Renseignements sur les prix

(2) Sur réception de l'avis visé au paragraphe (1) ou lorsqu'il a des motifs de croire qu'un titulaire de droits se propose de vendre sur un marché canadien un médicament qui n'y a jamais été vendu, le Conseil peut, par ordonnance, demander au titulaire de droits de lui fournir les renseignements et les documents concernant le prix proposé sur ce marché.

1993, ch. 2, art. 7

(2) Le paragraphe 82(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Compliance with order

(3) Subject to subsection (4), a rights holder in respect of whom an order is made under subsection (2) shall comply with the order within the time that is specified in the order or as the Board may allow.

1993, ch. 2, art. 7

(3) Le paragraphe 82(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Prescription

(4) Une ordonnance prise en vertu du paragraphe (2) n'oblige pas le titulaire de droits avant le sixantième jour de la date prévue pour la mise en vente du médicament sur le marché proposé.

1993, ch. 2, art. 7; 1994, ch. 26, art. 54(F)

50 L'article 83 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Ordonnance relative aux prix excessifs

83 (1) Lorsqu'il estime que le titulaire de droits vend sur un marché canadien le médicament à un prix qu'il juge être excessif, le Conseil peut, par ordonnance, lui

opinion, is excessive, the Board may, by order, direct the rights holder to cause the maximum price at which the rights holder sells the medicine in that market to be reduced to the level that the Board considers not to be excessive and that is specified in the order.

5

Order re excessive prices

(2) Subject to subsection (4), if the Board finds that a rights holder for an invention pertaining to a medicine has, while a rights holder, sold the medicine in any market in Canada at a price that, in the Board's opinion, was excessive, the Board may, by order, direct the rights holder to do any one or more of the following things that will, in the Board's opinion, offset the amount of the excess revenues estimated by it to have been derived by the rights holder from the sale of the medicine at an excessive price:

(a) reduce the price at which the rights holder sells the medicine in any market in Canada, to the extent and for the period that are specified in the order;

(b) to the extent and for the period that are specified in the order, reduce the price at which the rights holder sells, in any market in Canada, any other medicine to which a patented invention, or invention protected by a certificate of supplementary protection, of the rights holder pertains;

(c) pay to Her Majesty in right of Canada an amount that is specified in the order.

Order re excessive prices

(3) Subject to subsection (4), if the Board finds that a former rights holder for an invention pertaining to a medicine had, while a rights holder, sold the medicine in any market in Canada at a price that, in the Board's opinion, was excessive, the Board may, by order, direct the former rights holder to do any one or more of the following things that will, in the Board's opinion, offset the amount of the excess revenues estimated by it to have been derived by the former rights holder from the sale of the medicine at an excessive price:

(a) to the extent and for the period that are specified in the order, reduce the price at which the former rights holder sells, in any market in Canada, a medicine to which a patented invention, or invention protected by a certificate of supplementary protection, of the former rights holder pertains; or

(b) pay to Her Majesty in right of Canada an amount that is specified in the order.

enjoindre de baisser le prix de vente maximal du médicament dans ce marché au niveau précisé dans l'ordonnance et de façon qu'il ne puisse pas être excessif.

Ordonnance relative aux prix excessifs

(2) Sous réserve du paragraphe (4), lorsqu'il estime que le titulaire de droits a vendu, alors qu'il était titulaire des droits, le médicament sur un marché canadien à un prix qu'il juge avoir été excessif, le Conseil peut, par ordonnance, lui enjoindre de prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes pour compenser, selon lui, l'excédent qu'aurait procuré au titulaire de droits la vente du médicament au prix excessif :

a) baisser, dans un marché canadien, le prix de vente du médicament dans la mesure et pour la période prévue par l'ordonnance;

b) baisser, dans un marché canadien, le prix de vente de tout autre médicament lié à une invention brevetée du titulaire ou protégée par un certificat de protection supplémentaire du titulaire dans la mesure et pour la période prévue par l'ordonnance;

c) payer à Sa Majesté du chef du Canada la somme précisée dans l'ordonnance.

Ordonnance relative aux prix excessifs

(3) Sous réserve du paragraphe (4), lorsqu'il estime que l'ancien titulaire de droits a vendu, alors qu'il était titulaire des droits, le médicament à un prix qu'il juge avoir été excessif, le Conseil peut, par ordonnance, lui enjoindre de prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes pour compenser, selon lui, l'excédent qu'aurait procuré à l'ancien titulaire de droits la vente du médicament au prix excessif :

a) baisser, dans un marché canadien, le prix de vente de tout autre médicament lié à une invention brevetée de l'ancien titulaire ou protégée par un certificat de protection supplémentaire de l'ancien titulaire dans la mesure et pour la période prévue par l'ordonnance;

b) payer à Sa Majesté du chef du Canada la somme précisée dans l'ordonnance.

If policy to sell at excessive price

(4) If the Board, having regard to the extent and duration of the sales of the medicine at an excessive price, is of the opinion that the rights holder or former rights holder has engaged in a policy of selling the medicine at an excessive price, the Board may, by order, in lieu of any order it may make under subsection (2) or (3), as the case may be, direct the rights holder or former rights holder to do any one or more of the things referred to in that subsection that will, in the Board's opinion, offset not more than twice the amount of the excess revenues estimated by it to have been derived by the rights holder or former rights holder from the sale of the medicine at an excessive price.

Excess revenues

(5) In estimating the amount of excess revenues under subsection (2), (3) or (4), the Board shall not consider any revenues derived by a rights holder or former rights holder before December 20, 1991 or any revenues derived by a former rights holder after they ceased to be entitled to the benefit of the patent or certificate of supplementary protection, as the case may be, or to exercise any rights in relation to the patent or certificate.

Right to hearing

(6) Before the Board makes an order under this section, it shall provide the rights holder or former rights holder with a reasonable opportunity to be heard.

Limitation period

(7) No order may be made under this section in respect of a former rights holder who, more than three years before the day on which the proceedings in the matter commenced, ceased to be entitled to the benefit of the patent or certificate of supplementary protection, as the case may be, or to exercise any rights in relation to the patent or certificate.

1993, c. 2, s. 7

51 (1) Subsections 84(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Compliance

84 (1) A rights holder or former rights holder who is required by any order made under section 83 to reduce the price of a medicine shall commence compliance with the order within one month after the date of the order or within a greater period after that date that the Board determines is practical and reasonable, having regard to the circumstances of the rights holder or former rights holder.

Cas de politique de vente à prix excessif

(4) S'il estime que le titulaire de droits ou l'ancien titulaire de droits s'est livré à une politique de vente du médicament à un prix excessif, compte tenu de l'envergure et de la durée des ventes à un tel prix, le Conseil peut, par ordonnance, au lieu de celles qu'il peut prendre en application, selon le cas, des paragraphes (2) ou (3), lui enjoindre de prendre l'une ou plusieurs des mesures visées par ce paragraphe de façon à réduire suffisamment les recettes pour compenser, selon lui, au plus le double de l'excédent procuré par la vente au prix excessif.

Excédent

(5) Aux fins des paragraphes (2), (3) ou (4), il n'est pas tenu compte, dans le calcul de l'excédent, des recettes antérieures au 20 décembre 1991 ni, dans le cas de l'ancien titulaire de droits, des recettes faites après qu'il a cessé d'avoir droit aux avantages du brevet ou, le cas échéant, du certificat de protection supplémentaire ou d'exercer les droits du titulaire.

Droit à l'audition

(6) Avant de prendre une ordonnance en vertu du présent article, le Conseil doit donner au titulaire de droits ou à l'ancien titulaire de droits la possibilité de présenter ses observations.

Prescription

(7) Le présent article ne permet pas la prise d'une ordonnance à l'encontre des anciens titulaires de droits qui, plus de trois ans avant le début des procédures, ont cessé d'avoir droit aux avantages du brevet ou, le cas échéant, du certificat de protection supplémentaire ou d'exercer les droits du titulaire.

1993, ch. 2, art. 7

51 (1) Les paragraphes 84(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Exécution

84 (1) Le titulaire de droits ou l'ancien titulaire de droits est tenu de commencer l'exécution de l'ordonnance de réduction des prix dans le mois suivant sa prise ou dans le délai supérieur que le Conseil estime pratique et raisonnable compte tenu de sa situation.

Compliance

(2) A rights holder or former rights holder who is directed by any order made under section 83 to pay an amount to Her Majesty shall pay that amount within one month after the date of the order or within a greater period after that date that the Board determines is practical and reasonable, having regard to the circumstances of the rights holder or former rights holder.

1993, c. 2, s. 7

(2) Subsection 84(3) of the English version of the Act is replaced by the following:

Debt due to Her Majesty

(3) An amount payable by a rights holder or former rights holder to Her Majesty under any order made under section 83 constitutes a debt due to Her Majesty and may be recovered in any court of competent jurisdiction.

1993, c. 2, s. 7

52 Subsection 85(3) of the Act is replaced by the following:

Research costs

(3) In determining under section 83 whether a medicine is being or has been sold in any market in Canada at an excessive price, the Board shall not take into consideration research costs other than the Canadian portion of the world costs related to the research that led to the invention pertaining to that medicine or to the development and commercialization of that invention, calculated in proportion to the ratio of sales by the rights holder in Canada of that medicine to total world sales.

1993, c. 2, s. 7

53 Subsections 88(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Sales and expense information, etc., to be provided

88 (1) A rights holder for an invention pertaining to a medicine shall, as required by and in accordance with the regulations, or as the Board may, by order, require, provide the Board with the information and documents that the regulations or the order may specify respecting

(a) the identity of the licensees in Canada of the rights holder;

(b) the revenue of the rights holder, and details of the source of the revenue, whether direct or indirect, from sales of medicine in Canada; and

Exécution

(2) Le titulaire de droits ou l'ancien titulaire de droits est tenu d'exécuter l'ordonnance de paiement à Sa Majesté dans le mois suivant sa prise ou dans le délai supérieur que le Conseil estime pratique et raisonnable, compte tenu de sa situation.

1993, ch. 2, art. 7

(2) Le paragraphe 84(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Debt due to Her Majesty

(3) An amount payable by a rights holder or former rights holder to Her Majesty under any order made under section 83 constitutes a debt due to Her Majesty and may be recovered in any court of competent jurisdiction.

1993, ch. 2, art. 7

52 Le paragraphe 85(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Coûts de recherche

(3) Pour l'application de l'article 83, le Conseil ne tient compte, dans les coûts de recherche, que de la part canadienne des coûts mondiaux directement liée à la recherche qui a abouti soit à l'invention du médicament, soit à sa mise au point et à sa mise en marché, calculée proportionnellement au rapport entre les ventes canadiennes du médicament par le titulaire de droits et le total des ventes mondiales.

1993, ch. 2, art. 7

53 Les paragraphes 88(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Obligations des titulaires de droits relatifs à un médicament

88 (1) Le titulaire de droits est tenu, conformément aux règlements ou aux ordonnances du Conseil, de fournir à celui-ci des renseignements et documents relatifs :

a) à l'identité des titulaires des licences découlant du brevet ou du certificat de protection supplémentaire au Canada;

b) aux recettes directes ou indirectes qu'il a tirées de la vente au Canada du médicament, ainsi que la source de ces recettes;

c) aux dépenses de recherche et développement qu'il a faites au Canada relativement au médicament.

(c) the expenditures made by the rights holder in Canada on research and development relating to medicine.

Additional information

(2) If the Board believes on reasonable grounds that any person has information or documents pertaining to the value of sales of medicine in Canada by a rights holder or the expenditures made by a rights holder in Canada on research and development relating to medicine, the Board may, by order, require the person to provide the Board with any of the information or documents that are specified in the order, or with copies of them.

1993, c. 2, s. 7

54 (1) Subsection 89(1) of the Act is replaced by the following:

Report

89 (1) The Board shall in each year submit to the Minister a report setting out

(a) the Board's estimate of the proportion, as a percentage, that the expenditures of each rights holder in Canada in the preceding year on research and development relating to medicine is of the revenues of those rights holders from sales of medicine in Canada in that year; and

(b) the Board's estimate of the proportion, as a percentage, that the total of the expenditures of rights holders in Canada in the preceding year on research and development relating to medicine is of the total of the revenues of those rights holders from sales of medicine in Canada in that year.

1993, c. 2, s. 7

(2) Subsection 89(3) of the Act is replaced by the following:

Exception

(3) The Board shall, in the report, identify the rights holders in respect of whom an estimate referred to in subsection (1) is given in the report, and may, in the report, identify any person who has failed to comply with subsection 88(1) or (2) at any time in the year in respect of which the report is made.

1993, c. 2, s. 7

55 Subsection 96(4) of the Act is replaced by the following:

Renseignements complémentaires

(2) S'il estime pour des motifs raisonnables qu'une personne a des renseignements ou documents sur le montant des ventes au Canada de tout médicament ou sur les dépenses de recherche et développement supportées à cet égard au Canada par un titulaire de droits, le Conseil peut, par ordonnance, l'obliger à les lui fournir — ou une copie de ceux-ci — selon ce que précise l'ordonnance.

1993, ch. 2, art. 7

54 (1) Le paragraphe 89(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Rapport

89 (1) Le Conseil remet au ministre un rapport annuel exposant son estimation de la proportion, exprimée en pourcentage, que les dépenses de recherche et développement en matière de médicaments, faites au Canada dans l'année précédente, représentent par rapport aux recettes tirées de la vente au Canada de médicaments pendant la même période, et ce tant pour chaque titulaire de droits que pour l'ensemble des titulaires de droits.

1993, ch. 2, art. 7

(2) Le paragraphe 89(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception

(3) Dans son rapport, le Conseil identifie toutefois les titulaires de droits pour lesquels une estimation est donnée; il peut aussi identifier les contrevenants aux paragraphes 88(1) ou (2) pour l'année en cause.

1993, ch. 2, art. 7

55 Le paragraphe 96(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Guidelines

(4) Subject to subsection (5), the Board may issue guidelines with respect to any matter within its jurisdiction but such guidelines are not binding on the Board or any rights holder or former rights holder.

1993, c. 2, s. 7

56 Subsections 100(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Contents

(2) The report shall contain

(a) a summary of pricing trends in the pharmaceutical industry; and

(b) the name of each rights holder and former rights holder in respect of whom an order was made under subsection 81(1) or 82(2) or section 83 during the year and a statement as to the status of the matter in respect of which the order was made.

Report summary

(3) The summary referred to in paragraph (2)(a) may be based on information and documents provided to the Board by any rights holder or former rights holder under section 80, 81 or 82 or in any proceeding under section 83, but shall not be set out in a manner that would make it possible to identify that rights holder or former rights holder.

1993, c. 2, s. 7

57 (1) Paragraph 101(1)(d) of the English version of the Act is replaced by the following:

(d) specifying factors for the purposes of subsection 85(1) or (2), including factors relating to the introductory price of any medicine to which a patented invention, or invention protected by a certificate of supplementary protection, pertains;

1993, c. 2, s. 7

(2) Paragraph 101(1)(h) of the English version of the Act is replaced by the following:

(h) requiring or authorizing the Board to perform the duties, in addition to those provided for in this Act, that are specified in the regulations, including duties to be performed by the Board in relation to the introductory price of any medicine to which a patented invention, or invention protected by a certificate of supplementary protection, pertains; and

Directives

(4) Sous réserve du paragraphe (5), le Conseil peut formuler des directives — sans que lui, les titulaires de droits ou les anciens titulaires de droits ne soient liés par celles-ci — sur toutes questions relevant de sa compétence.

1993, ch. 2, art. 7

56 Les paragraphes 100(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Contenu

(2) Ce rapport comporte, outre un résumé des tendances des prix dans le secteur pharmaceutique, le nom de tous les titulaires de droits et anciens titulaires de droits ayant fait l'objet d'une ordonnance dans le cadre des paragraphes 81(1) ou 82(2) ou de l'article 83 et l'exposé de la situation dans chacun de ces cas.

Résumé

(3) Le résumé peut se fonder sur les renseignements ou documents confiés au Conseil en application des articles 80, 81, 82 ou 83, mais sans permettre l'identification du titulaire de droits ou de l'ancien titulaire de droits.

1993, ch. 2, art. 7

57 (1) L'alinéa 101(1)d) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(d) specifying factors for the purposes of subsection 85(1) or (2), including factors relating to the introductory price of any medicine to which a patented invention, or invention protected by a certificate of supplementary protection, pertains;

1993, ch. 2, art. 7

(2) L'alinéa 101(1)h) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(h) requiring or authorizing the Board to perform the duties, in addition to those provided for in this Act, that are specified in the regulations, including duties to be performed by the Board in relation to the introductory price of any medicine to which a patented invention, or invention protected by a certificate of supplementary protection, pertains; and

1999, c. 26, s. 50

58 Section 103 of the Act is replaced by the following:

Agreements with provinces

103 The Minister may enter into agreements with any province respecting the distribution of, and may pay to that province out of the Consolidated Revenue Fund, amounts received or collected by the Receiver General under section 83 or 84 or in respect of an undertaking given by a rights holder or former rights holder that is accepted by the Board in lieu of holding a hearing or making an order under section 83, less any costs incurred in relation to the collection and distribution of those amounts.

1999, c. 26, s. 50

59 The Act is amended by adding the following after section 103:

Supplementary Protection for Inventions — Medicinal Ingredients

Interpretation

Definitions

104 The following definitions apply in this section and in sections 105 to 134.

authorization for sale has the meaning assigned by regulations. (*autorisation de mise en marché*)

drug means a substance or a mixture of substances manufactured, sold or represented for use in

(a) the diagnosis, treatment, mitigation or prevention of a disease, disorder or abnormal physical state, or its symptoms, in human beings or animals; or

(b) restoring, correcting or modifying organic functions in human beings or animals. (*drogue*)

Minister means the Minister of Health. (*ministre*)

Interpretation

105 (1) For the purposes of this section and sections 106 to 134, if a patent is reissued under section 47, it is deemed to have been granted on the day on which the original patent was granted and its application filing date

1999, ch. 26, art. 50

58 L'article 103 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Ententes avec les provinces

103 Le ministre peut conclure avec toute province des ententes concernant le partage avec celle-ci de sommes prélevées ou reçues par le receveur général en vertu des articles 83 ou 84 ou dans le cadre d'un engagement, pris par un titulaire de droits ou un ancien titulaire de droits, que le Conseil accepte au lieu de tenir des audiences ou de rendre une ordonnance au titre de l'article 83, déduction faite des frais de perception et de partage; le cas échéant, les sommes à verser en partage à la province sont payables sur le Trésor.

1999, ch. 26, art. 50

59 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 103, de ce qui suit :

Protection supplémentaire pour les inventions — ingrédients médicinaux

Définitions et interprétation

Définitions

104 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 105 à 134.

autorisation de mise en marché S'entend au sens des règlements. (*authorization for sale*)

drogue Substance ou mélange de substances qui est fabriqué, vendu ou présenté comme pouvant servir à l'une des fins suivantes :

a) le diagnostic, le traitement, l'atténuation, la prévention d'une maladie, d'un désordre, d'un état physique anormal ou de leurs symptômes, chez l'être humain ou les animaux;

b) la restauration, la correction ou la modification des fonctions organiques chez l'être humain ou les animaux. (*drug*)

ministre Le ministre de la Santé. (*Minister*)

Interprétation

105 (1) Pour l'application du présent article et des articles 106 à 134, dans le cas où un brevet est redélivré en vertu de l'article 47, la date de dépôt de la demande de brevet est réputée être celle de la demande du brevet

is deemed to be the day on which the application for the original patent was filed.

Human and veterinary uses

(2) For the purposes of this section and sections 106 to 134, a medicinal ingredient or combination of medicinal ingredients contained in a drug authorized for human use and a medicinal ingredient or combination of medicinal ingredients contained in a drug authorized for veterinary use are to be treated as different medicinal ingredients or different combinations of medicinal ingredients, as the case may be.

Same medicinal ingredient – human use

(3) If medicinal ingredients contained in drugs authorized for human use differ from each other only with respect to a prescribed variation, they are to be treated as the same medicinal ingredient for the purposes of this section and sections 106 to 134.

Same medicinal ingredient – veterinary use

(4) If medicinal ingredients contained in drugs authorized for veterinary use differ from each other only with respect to a prescribed variation, they are to be treated as the same medicinal ingredient for the purposes of this section and sections 106 to 134.

Same combination – human use

(5) If combinations of medicinal ingredients contained in drugs authorized for human use differ from each other only with respect to a variation in the ratio between those ingredients, they are to be treated as the same combination of medicinal ingredients for the purposes of this section and sections 106 to 134.

Same combination – veterinary use

(6) If combinations of medicinal ingredients contained in drugs authorized for veterinary use differ from each other only with respect to a variation in the ratio between those ingredients, they are to be treated as the same combination of medicinal ingredients for the purposes of this section and sections 106 to 134.

Application for Certificate of Supplementary Protection

Application

106 (1) On the payment of the prescribed fee, a patentee may apply to the Minister for a certificate of

original et la date d'octroi du nouveau brevet est réputée être celle du brevet original.

Usage humain ou vétérinaire

(2) Pour l'application du présent article et des articles 106 à 134, l'ingrédient médicinal ou la combinaison d'ingrédients médicinaux contenu dans une drogue autorisée pour un usage humain et l'ingrédient médicinal ou la combinaison d'ingrédients médicinaux contenu dans une drogue autorisée pour un usage vétérinaire sont considérés comme différents ingrédients médicinaux ou différentes combinaisons d'ingrédients médicinaux, selon le cas.

Même ingrédient médicinal – usage humain

(3) Pour l'application du présent article et des articles 106 à 134, lorsque des ingrédients médicinaux contenus dans des drogues autorisées pour un usage humain ne diffèrent entre eux que par une variation prévue par règlement, ils sont considérés comme le même ingrédient.

Même ingrédient médicinal – usage vétérinaire

(4) Pour l'application du présent article et des articles 106 à 134, lorsque des ingrédients médicinaux contenus dans des drogues autorisées pour un usage vétérinaire ne diffèrent entre eux que par une variation prévue par règlement, ils sont considérés comme le même ingrédient.

Même combinaison – usage humain

(5) Pour l'application du présent article et des articles 106 à 134, lorsque des combinaisons d'ingrédients médicinaux contenues dans des drogues autorisées pour un usage humain ne diffèrent entre elles que par une variation dans la proportion des ingrédients qu'elles contiennent, elles sont considérées comme la même combinaison.

Même combinaison – usage vétérinaire

(6) Pour l'application du présent article et des articles 106 à 134, lorsque des combinaisons d'ingrédients médicinaux contenues dans des drogues autorisées pour un usage vétérinaire ne diffèrent entre elles que par une variation dans la proportion des ingrédients qu'elles contiennent, elles sont considérées comme la même combinaison.

Demande de certificat de protection supplémentaire

Demande

106 (1) Le titulaire d'un brevet peut, sur paiement des taxes réglementaires, présenter au ministre une demande

supplementary protection for a patented invention if all of the following conditions are met:

- (a) the patent is not void and it meets any prescribed requirements;
- (b) the filing date for the application for the patent is on or after October 1, 1989;
- (c) the patent pertains in the prescribed manner to a medicinal ingredient, or combination of medicinal ingredients, contained in a drug for which an authorization for sale of the prescribed kind was issued on or after the day on which this section comes into force;
- (d) the authorization for sale is the first authorization for sale that has been issued with respect to the medicinal ingredient or the combination of medicinal ingredients, as the case may be;
- (e) no other certificate of supplementary protection has been issued with respect to the medicinal ingredient or the combination of medicinal ingredients, as the case may be;
- (f) if an application for a marketing approval, equivalent to an authorization for sale, was submitted in a prescribed country with respect to the medicinal ingredient or combination of medicinal ingredients, as the case may be, before the application for the authorization for sale was filed with the Minister, the application for the authorization for sale was filed before the end of the prescribed period that begins on the day on which the first such application for a marketing approval was submitted.

Issuance — paragraph (1)(e)

(2) Another certificate of supplementary protection is considered to have been issued for the purposes of paragraph (1)(e) even if that other certificate is subsequently held to be invalid or void or it never takes effect or ceases to have effect.

When application to be filed

(3) An application for a certificate of supplementary protection shall be filed with the Minister before the end of the prescribed period that begins on

- (a) the day on which the authorization for sale is issued, if the patent is granted on or before that day; or
- (b) the day on which the patent is granted, if the patent is granted after the day on which the authorization for sale is issued.

de certificat de protection supplémentaire pour l'invention à laquelle le brevet se rapporte si, à la fois :

- a) le brevet n'est pas nul et il satisfait aux exigences réglementaires;
- b) la date de dépôt de la demande de brevet est le 1^{er} octobre 1989 ou est postérieure à cette date;
- c) le brevet est lié, de la manière prévue par règlement, à un ingrédient médicinal ou à une combinaison d'ingrédients médicinaux contenus dans une drogue pour laquelle une autorisation de mise en marché prévue par règlement a été délivrée à la date d'entrée en vigueur du présent article ou après cette date;
- d) l'autorisation de mise en marché est la première autorisation de mise en marché à avoir été délivrée à l'égard de l'ingrédient médicinal ou de la combinaison d'ingrédients médicinaux, selon le cas;
- e) aucun autre certificat de protection supplémentaire n'a été délivré à l'égard de l'ingrédient médicinal ou de la combinaison d'ingrédients médicinaux, selon le cas;
- f) dans le cas où, avant le dépôt auprès du ministre de la demande d'autorisation de mise en marché, une demande a été présentée auprès d'un pays prévu par règlement relativement à l'ingrédient médicinal ou à la combinaison d'ingrédients médicinaux, selon le cas, dans le but d'obtenir une autorisation de vente équivalente à une autorisation de mise en marché, la demande d'autorisation de mise en marché a été déposée avant l'expiration du délai réglementaire qui commence à la date à laquelle une telle demande d'autorisation de vente a été présentée pour la première fois.

Délivrance — alinéa (1)e)

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)e), un autre certificat de protection supplémentaire est réputé avoir été délivré indépendamment du fait qu'il soit subséquemment tenu pour invalide ou nul ou qu'il ne prenne jamais ou cesse d'avoir effet.

Moment de la demande

(3) La demande de certificat de protection supplémentaire est déposée auprès du ministre avant l'expiration du délai réglementaire qui commence à la date de délivrance de l'autorisation de mise en marché ou, si elle lui est postérieure, à la date d'octroi du brevet.

Exception

(4) Despite subsection (3), no application shall be filed within the prescribed period preceding the expiry of the term of the patent under section 44 without taking into account section 46.

Contents of application

(5) An application for a certificate of supplementary protection shall

(a) set out the number, as recorded in the Patent Office, of the patent — as well as the medicinal ingredient or combination of medicinal ingredients and the number of the authorization for sale — in relation to which the certificate is sought;

(b) if paragraph (1)(f) applies with respect to the application, specify the day on which the first application for a marketing approval that is equivalent to an authorization for sale was made and the country in which that application was made; and

(c) set out any prescribed information.

One patent per application

(6) Each application is permitted to set out only one patent.

Information to be provided

107 (1) An applicant shall provide the Minister with any additional information that the Minister considers necessary.

Refusal

(2) Whenever the Minister is satisfied that any of the requirements set out in section 106 are not met with respect to an application for a certificate of supplementary protection, the Minister may refuse the application. The Minister shall notify the applicant of a refusal and of the grounds for it.

Order of priority — same authorization for sale

108 (1) Subsections (2) to (4) apply in determining the priority of applications for a certificate of supplementary protection that set out the same authorization for sale.

Patents granted on or before authorization for sale

(2) An application setting out a patent that was granted on or before the day on which the authorization for sale

Exception

(4) Malgré le paragraphe (3), aucune demande ne peut être déposée à l'intérieur du délai réglementaire qui précède la date à laquelle le brevet est périmé en application de l'article 44, compte non tenu de l'article 46.

Contenu de la demande

(5) La demande de certificat de protection supplémentaire :

a) mentionne le numéro d'enregistrement du brevet au Bureau des brevets, l'ingrédient médicinal ou la combinaison d'ingrédients médicinaux et le numéro de l'autorisation de mise en marché à l'égard desquels le certificat est demandé;

b) précise, dans le cas où l'alinéa (1)f) s'applique à la demande, la date à laquelle la demande pour une autorisation de vente équivalant à une autorisation de mise en marché a été présentée pour la première fois et le pays auprès duquel elle l'a été;

c) contient tout autre renseignement prévu par règlement.

Un brevet par demande

(6) La demande ne mentionne qu'un seul brevet.

Renseignements à fournir

107 (1) Le demandeur fournit au ministre les renseignements supplémentaires que celui-ci estime nécessaires.

Rejet

(2) S'il est convaincu que toute exigence prévue à l'article 106 n'est pas remplie relativement à une demande de certificat de protection supplémentaire, le ministre peut rejeter la demande, auquel cas, il en avise le demandeur, motifs à l'appui.

Ordre de priorité — même autorisation de mise en marché

108 (1) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent pour établir l'ordre de priorité entre différentes demandes de certificat de protection supplémentaire qui mentionnent la même autorisation de mise en marché.

Brevets accordés au plus tard à la date d'autorisation de mise en marché

(2) Les demandes jouissent de la même priorité lorsque le brevet qui y est mentionné a été accordé au plus tard à

was issued has the same priority as every other such application.

Priority over patents granted after authorization for sale

(3) An application setting out a patent that was granted on or before the day on which the authorization for sale was issued has priority over an application setting out a patent that is granted after that date.

Patents granted after authorization for sale — priority

(4) Priority among applications setting out patents that were granted after the day on which the authorization for sale was issued is established according to the date on which the patent was granted, with an earlier date having priority over a later date and patents granted on the same date having the same priority.

Applications with same authorization for sale and priority

109 If two or more pending applications set out the same authorization for sale and have the same priority, the Minister shall provide each applicant with a written notice setting out the name and contact information of all the applicants, as well as the number, as recorded in the Patent Office, of the patent set out in each application.

Declaration of non-compliance

110 (1) A pending application for a certificate of supplementary protection may be declared invalid or void by the Federal Court for non-compliance with section 106 at the instance of another applicant whose application for a certificate sets out the same authorization for sale and the same priority.

Limitation

(2) A proceeding to obtain a declaration under subsection (1) shall be commenced before the end of the prescribed period that begins on the day that is specified by the Minister in the written notice sent under section 109.

Copy to Minister

(3) Anyone who commences such a proceeding, or an appeal or application for leave to appeal with respect to such a proceeding, shall provide the Minister with a copy of

(a) any document that commences the proceeding, appeal or application, immediately after the document is filed with the court; and

la date de délivrance de l'autorisation de mise en marché mentionnée.

Priorité sur les brevets accordés après la date d'autorisation de mise en marché

(3) La demande qui mentionne un brevet accordé au plus tard à la date de délivrance de l'autorisation de mise en marché a priorité sur celle qui mentionne un brevet accordé après cette date.

Brevets accordés après la date d'autorisation de mise en marché — ordre de priorité

(4) L'ordre de priorité des demandes est établi suivant l'ordre chronologique selon lequel les brevets que celles-ci mentionnent ont été accordés dans le cas où ils l'ont été après la date de la délivrance de l'autorisation de mise en marché. Les demandes qui mentionnent des brevets accordés à la même date jouissent de la même priorité.

Demandes — même autorisation de mise en marché et même priorité

109 Dans le cas où plusieurs demandes pendantes mentionnent la même autorisation de mise en marché et jouissent de la même priorité, le ministre en avise par écrit tous les demandeurs et indique, dans l'avis, le nom et les coordonnées de tous les demandeurs ainsi que le numéro d'enregistrement au Bureau des brevets du brevet mentionné dans chaque demande.

Déclaration de non-conformité

110 (1) La Cour fédérale peut déclarer irrecevable ou nulle une demande de certificat de protection supplémentaire pendante pour non-conformité avec l'article 106 sur requête d'un autre demandeur dont la demande mentionne la même autorisation de mise en marché et jouit de la même priorité.

Prescription

(2) Toute procédure visant à obtenir une déclaration d'irrecevabilité ou de nullité est intentée avant l'expiration de la période prévue par règlement qui commence à la date précisée par le ministre dans l'avis transmis en application de l'article 109.

Copie au ministre

(3) Quiconque intente une telle procédure — ou interjette appel ou présente une demande d'autorisation d'appel à l'égard de la procédure — remet au ministre une copie des documents suivants :

(a) les documents au moyen desquels la procédure est intentée, l'appel est interjeté ou la demande est présentée, et ce, dès qu'ils sont déposés auprès du tribunal;

(b) any document that marks the end of the proceeding, appeal or application, immediately after the document is issued by or filed with the court.

Expiry of pending applications

111 (1) If two or more applications that set out the same authorization for sale and have the same priority are still pending at the end of the prescribed period that begins on the day specified in the written notice sent under section 109, all of those applications expire at that end of that period. However, if any proceedings are brought under section 110 with respect to any of those applications, all of those applications — if two or more are still pending — expire at the end of the prescribed period that begins on the day on which the last of any of the proceedings to be completed is finally disposed of.

Expiry of application with lower priority

(2) A pending application that sets out the same authorization for sale as another application of higher priority expires on the day on which the Minister issues a certificate of supplementary protection in respect of that other application.

Withdrawal

112 An applicant for a certificate of supplementary protection may withdraw their application in accordance with the regulations.

Certificate of Supplementary Protection

Issue of certificate

113 The Minister shall issue, to the patentee, a certificate of supplementary protection for the patented invention set out in the patentee's application if, on the day of issuance,

(a) the Minister is satisfied that all requirements set out in section 106 are met;

(b) the applicable period referred to in subsection 106(3) for filing the application has ended;

(c) there is no other pending application that sets out the same authorization for sale and that has priority over, or the same priority as, the application; and

(d) any court proceedings, brought under section 110 with respect to the application or to another pending application that sets out the same authorization for

b) les documents qui marquent la fin de la procédure, de l'appel ou de la demande, et ce, dès qu'ils sont délégués par le tribunal ou déposés auprès de celui-ci.

Expiration des demandes pendantes

111 (1) Dans le cas où plusieurs demandes de certificat de protection supplémentaire mentionnant la même autorisation de mise en marché et jouissant de la même priorité demeurent pendantes à la fin de la période prévue par règlement qui commence à la date précisée dans l'avis transmis en application de l'article 109, chacune de ces demandes expire à la fin de cette période. Toutefois, si au moins une de ces demandes fait l'objet d'une procédure intentée au titre de l'article 110, celles-ci — si plus d'une demeure pendante — expirent à la fin de la période prévue par règlement qui commence à la date où la dernière procédure engagée est décidée de façon définitive.

Expiration des demandes non prioritaires

(2) Les demandes pendantes qui mentionnent la même autorisation de mise en marché qu'une demande prioritaire expirent à la date à laquelle le ministre délivre le certificat de protection supplémentaire à l'égard de la demande prioritaire.

Retrait d'une demande

112 Tout demandeur peut retirer sa demande de certificat de protection supplémentaire conformément aux règlements.

Certificat de protection supplémentaire

Délivrance d'un certificat

113 Le ministre délivre au titulaire de brevet un certificat de protection supplémentaire à l'égard de l'invention mentionnée dans la demande si, à la date de délivrance, les conditions ci-après sont respectées :

a) il est convaincu que les exigences prévues à l'article 106 sont remplies;

b) le délai applicable au dépôt de la demande et prévu au paragraphe 106(3) est expiré;

c) aucune autre demande pendante, qu'elle soit prioritaire ou jouisse de la même priorité, ne mentionne l'autorisation de mise en marché mentionnée dans la demande;

d) toutes les procédures judiciaires intentées au titre de l'article 110 relativement à la demande ou à une

sale and that has priority over, or the same priority as, the application, have been finally disposed of.

Contents of certificate

114 A certificate of supplementary protection shall set out

- (a)** the number, as recorded in the Patent Office, of the patent set out in the application; 5
- (b)** the medicinal ingredient or combination of medicinal ingredients set out in the application;
- (c)** a statement as to whether the certificate relates to use in humans or to veterinary use; 10
- (d)** the number of the authorization for sale set out in the application; and
- (e)** the day on which the certificate's term begins and the day on which the term ends, as determined under section 116. 15

Scope of supplementary protection

115 (1) The issuance of a certificate of supplementary protection grants the certificate's holder and their legal representatives, during the certificate's term, the same rights, privileges and liberties that are granted by the patent set out in the certificate, but only with respect to the making, constructing, using and selling of any drug that contains the medicinal ingredient, or combination of medicinal ingredients, set out in the certificate, by itself or in addition to any other medicinal ingredient. 20

No infringement — export

(2) Despite subsection (1), it is not an infringement of the certificate of supplementary protection for any person to make, construct, use or sell the medicinal ingredient or combination of medicinal ingredients for the purpose of export from Canada. 25

Validity

116 (1) After the certificate is issued, it shall, in the absence of any evidence to the contrary, be valid and avail the holder and the holder's legal representatives for its term. 30

Taking effect

(2) A certificate of supplementary protection takes effect on the expiry of the term under section 44, without taking 35

autre demande pendant mentionnant la même autorisation de mise en marché, que cette autre demande soit prioritaire ou jouisse de la même priorité, sont déclinées de façon définitive.

Contenu du certificat

114 Le certificat de protection supplémentaire :

- a)** mentionne le numéro d'enregistrement du brevet au Bureau des brevets mentionné dans la demande; 5
- b)** mentionne l'ingrédient médicinal ou la combinaison d'ingrédients médicinaux mentionné dans la demande; 10
- c)** indique si le certificat se rapporte à un usage humain ou à un usage vétérinaire;
- d)** mentionne le numéro de l'autorisation de mise en marché mentionnée dans la demande;
- e)** mentionne les dates de prise et de cessation d'effet du certificat établies aux termes de l'article 116. 15

Portée de la protection supplémentaire

115 (1) La délivrance du certificat de protection supplémentaire confère au titulaire du certificat et à ses représentants légaux, pendant la durée de celui-ci, les mêmes droits, facultés et privilèges que ceux conférés par le brevet mentionné dans le certificat. Toutefois ces droits, facultés et privilèges ne s'appliquent qu'en ce qui a trait à la fabrication, à la construction, à l'exploitation ou à la vente d'une drogue contenant l'ingrédient médicinal ou la combinaison d'ingrédients médicinaux mentionné dans le certificat, que cette drogue contienne ou non d'autres ingrédients médicinaux. 20 25

Pas de contrefaçon — exportation

(2) Malgré le paragraphe (1), la fabrication, la construction, l'utilisation ou la vente de l'ingrédient médicinal ou de la combinaison d'ingrédients médicinaux aux fins d'exportation ne constitue pas une contrefaçon du certificat. 30

Validité

116 (1) Une fois délivré, le certificat est, pour sa durée et sauf preuve contraire, valide et acquis au titulaire ou à ses représentants légaux. 35

Prise d'effet

(2) Le certificat de protection supplémentaire prend effet dès que le brevet mentionné dans le certificat est périmé

into account section 46, of the patent set out in the certificate, but the certificate takes effect only if the patent remains valid until, and not void before, the expiry of that term.

Calculation of term

(3) The certificate's term is calculated by subtracting five years from the period beginning on the filing date of the application for the patent and ending on the day on which the authorization for sale set out in the certificate is issued, but in any event is for a maximum of two years.

Reduction in period

(4) Despite subsection (3), if the person to whom the authorization for sale set out in the certificate is issued is also the patentee, the Minister may, if he or she is of the opinion that that person's failure to act resulted in a period of unjustified delay in the process of obtaining the authorization for sale, reduce the term of the certificate when issuing it by the amount of that period.

Never takes effect

(5) A certificate of supplementary protection that has been issued never takes effect if the calculation of its term, including any reduction under subsection (3), produces a result of zero or a negative value.

Revocation of certificate

117 The Minister shall revoke a certificate of supplementary protection in the prescribed circumstances.

Transfer

Transfer of patent

118 (1) A certificate of supplementary protection, or an application for one, is not transferable other than by the transfer of the patent, or part of the patent, that is set out in the certificate or application.

Whole of patent

(2) If the whole of the patent is transferred, the certificate or application is transferred accordingly.

Part of patent

(3) If part of the patent is transferred, any part of the certificate or application — including, as the case may be, the whole of it — that corresponds to the transferred part of the patent is transferred accordingly.

en application de l'article 44, compte non tenu de l'article 46, mais seulement si le brevet demeure valide jusqu'à sa péremption et n'est pas annulé avant.

Durée du certificat

(3) La durée du certificat, qui ne peut excéder deux ans, est établie en soustrayant cinq ans à la période écoulée à partir de la date de dépôt de la demande de brevet et jusqu'à la date de délivrance de l'autorisation de mise en marché mentionnée dans le certificat.

Réduction de la durée

(4) Malgré le paragraphe (3), dans les cas où l'autorisation de mise en marché mentionnée dans le certificat est délivrée au titulaire du brevet, le ministre peut, s'il estime que tout défaut d'agir de la part du titulaire a entraîné un retard d'une durée injustifiée dans le traitement de la demande d'autorisation, soustraire la durée du retard de la durée du certificat lorsqu'il délivre celui-ci.

Aucune prise d'effet

(5) Le certificat de protection supplémentaire qui a été délivré ne prend pas effet si le calcul de sa durée produit, notamment par application du paragraphe (3), un résultat égal ou inférieur à zéro.

Révocation du certificat

117 Le ministre est tenu de révoquer le certificat de protection supplémentaire dans les circonstances réglementaires.

Transfert

Transfert du brevet

118 (1) Le certificat de protection supplémentaire ou la demande de certificat de protection supplémentaire ne peut être transféré que si le brevet mentionné dans le certificat ou dans la demande, ou une partie du brevet, est transféré.

Totalité du brevet

(2) Le transfert de la totalité du brevet emporte le transfert de la totalité du certificat ou de la demande.

Partie du brevet

(3) Le transfert d'une partie du brevet emporte le transfert de la partie correspondante du certificat ou de la demande, y compris, le cas échéant, de la totalité du certificat ou de la demande.

For greater certainty

(4) For greater certainty, the transfer of part of an application for a certificate of supplementary protection does not result in its division into more than one application.

Administrative Matters

Applications, fees and documents

119 Applications, fees and documents relating to certificates of supplementary protection shall be submitted to the Minister.

Inspection by public

120 (1) The Minister shall ensure that the prescribed contents of all certificates of supplementary protection and applications for a certificate are made available for public inspection under the conditions that may be prescribed.

Non-application

(2) Subsection (1) does not apply with respect to the contents of applications for a certificate that are refused, declared invalid or void, expired or withdrawn.

Copy in case of loss or destruction

121 The Minister may issue a certified copy of a certificate of supplementary protection to replace one that is lost or destroyed.

Issuance of patent under section 47

122 (1) If a patent set out in a certificate of supplementary protection or in a pending application for such a certificate is surrendered, and a new patent is issued, under section 47, the holder of the certificate or the applicant shall, before the end of the prescribed period that begins on the day on which the new patent is issued, provide the Minister with written notice of the number, as recorded in the Patent Office, of the new patent to which the certificate or application relates.

One patent

(2) If more than one new patent is issued under section 47, the holder of the certificate or the applicant shall provide the number for only one of the new patents.

New certificate

(3) If notice is provided under subsection (1) by a holder of a certificate, the Minister shall issue a new certificate of supplementary protection, setting out the new patent number, to replace the original certificate. The new

Précision

(4) Il est entendu qu'une demande de certificat de protection supplémentaire transférée en partie n'est pas de ce fait scindée en plusieurs demandes.

Administration

Demandes, taxes et documents

119 Les demandes, taxes et documents relatifs aux certificats de protection supplémentaire sont transmis au ministre.

Consultation des documents

120 (1) Le ministre veille à ce que les éléments prévus par règlement du contenu des certificats de protection supplémentaire et des demandes de certificat puissent être consultés aux conditions réglementaires.

Non-application

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas relativement au contenu des demandes de certificat qui sont expirées ou qui ont été refusées, retirées ou déclarées invalides ou nulles.

Copie en cas de perte ou de destruction

121 En cas de destruction ou de perte du certificat de protection supplémentaire, le ministre peut en délivrer une copie certifiée en remplacement.

Redélivrance d'un brevet en vertu de l'article 47

122 (1) Lorsque le brevet mentionné dans un certificat de protection supplémentaire ou dans une demande pendante visant un tel certificat est abandonné puis redélivré en vertu de l'article 47, le titulaire du certificat ou le demandeur est tenu, avant l'expiration du délai réglementaire commençant à la date de la redélivrance, de fournir par avis écrit au ministre le numéro d'enregistrement au Bureau des brevets du brevet redélivré auquel se rapporte le certificat ou la demande.

Un seul brevet

(2) Dans le cas où plus d'un brevet est redélivré en vertu de l'article 47, le titulaire du certificat ou le demandeur fournit le numéro d'enregistrement d'un seul brevet redélivré.

Nouveau certificat

(3) Si le titulaire du certificat fournit un avis au titre du paragraphe (1), le ministre délivre, en remplacement du certificat original et pour la partie restant alors à courir de la période pour laquelle celui-ci a été délivré, un

certificate's term is the then unexpired term of the original certificate.

Effect of new certificate

(4) The new certificate is deemed to have been issued on the day on which the new patent is issued. The original certificate and the new certificate have the same effect in law, in any action commenced after the issuance of the new certificate for any cause accruing after that issuance, as if the new patent had been set out in the original certificate; however, insofar as the claims of the new patent and the original patent are identical, the issuance of the new certificate does not affect any action pending at the time of the issuance of the new certificate or abate any cause of action that existed at that time and the new certificate constitutes a continuation of the original certificate and has effect accordingly.

Application

(5) If notice is provided under subsection (1) by an applicant for a pending application, the Minister shall

(a) amend the application to set out the new patent number; and

(b) provide written notice of the amendment to any other applicant referred to in section 109 with respect to the application.

Effect of amendment to application

(6) The amended application has the same effect, for the purposes of sections 106 to 113, as if the pending application had been originally filed in its amended form.

Use of Certificates of Supplementary Protection by Government

Application

123 Sections 19 to 19.2 apply with respect to certificates of supplementary protection, with

(a) any reference to "patented invention" to be read, with any grammatical adaptations, as a reference to "invention protected by a certificate of supplementary protection"; and

(b) any reference to "patentee" to be read as a reference to "holder of the certificate of supplementary protection".

nouveau certificat de protection supplémentaire mentionnant le numéro d'enregistrement du brevet redéveloppé.

Effet du nouveau certificat

(4) Le nouveau certificat de protection supplémentaire est réputé avoir été délivré à la date de la redélivrance et a le même effet en droit, dans l'instruction de toute action engagée par la suite pour tout motif survenu subseqüemment, que si le brevet redéveloppé avait été mentionné dans le certificat de protection supplémentaire original. Dans la mesure où les revendications du brevet original et du brevet redéveloppé sont identiques, la délivrance du nouveau certificat n'atteint aucune instance pendante au moment de la redélivrance, ni n'annule aucun motif d'instance alors existant, et le nouveau certificat constitue une continuation du certificat original et produit ses effets en conséquence.

Demande

(5) Si le demandeur fournit un avis au titre du paragraphe (1), le ministre :

a) modifie la demande pour y indiquer le numéro d'enregistrement du brevet redéveloppé;

b) transmet un avis écrit de cette modification à tous les demandeurs visés à l'article 109 relativement à la demande.

Effets de la modification d'une demande

(6) Pour l'application des articles 106 à 113, la demande modifiée de certificat de protection supplémentaire est réputée avoir le même effet que si elle avait été à l'origine déposée dans sa forme modifiée.

Usage par le gouvernement de certificats de protection supplémentaire

Application

123 Les articles 19 à 19.2 s'appliquent à l'égard des certificats de protection supplémentaire, toute mention dans ces articles de « breveté » et de « invention brevetée » valant respectivement mention de « titulaire du certificat de protection supplémentaire » et de « invention protégée par un certificat de protection supplémentaire ».

Infringement and Impeachment

Action for infringement

124 (1) An action for the infringement of a certificate of supplementary protection may be brought in the same manner as an action for the infringement of a patent, and the following provisions apply to the action:

(a) sections 54, 57 and 59, with any reference to “patent” to be read as a reference to “certificate of supplementary protection”;

(b) subsection 55(1), and subsection 55(3) as it applies to that subsection (1), with any reference to “patent” to be read as a reference to “certificate of supplementary protection”, any reference to “patentee” to be read as a reference to “holder of the certificate of supplementary protection” and any reference to “grant” to be read as a reference to “taking of effect”;

(c) section 55.01;

(d) section 55.1, with any reference to “patent” to be read as a reference to “certificate of supplementary protection” and any reference to “patented process” to be read as a reference to “process protected by the certificate of supplementary protection”;

(e) subsections 55.2(1) and (6), with any reference to “patent” to be read as a reference to “certificate of supplementary protection” and any reference to “patented invention” to be read as a reference to “invention protected by the certificate of supplementary protection”;

(f) subsection 56(1), with any reference to “patentee” to be read as a reference to “holder of a certificate of supplementary protection that sets out that patent”;

(g) section 58, with the reference to “a patent that contains two or more claims” to be read as a reference to a “two or more claims in a patent that is set out in a certificate of supplementary protection” and with the reference to “the patent as if it” to be read as a reference to “the certificate as if the patent set out in it”.

Regulations — subsection 55.2(4)

(2) The Governor in Council may make regulations respecting the infringement of any certificate of supplementary protection that, directly or indirectly, could result or results from the making, construction, use or sale of a patented invention or invention protected by a certificate of supplementary protection in accordance with

Contrefaçon et invalidation

Action en contrefaçon

124 (1) Une action en contrefaçon de certificat de protection supplémentaire peut être portée de la même manière qu'une action en contrefaçon de brevet, les dispositions ci-après s'appliquant en conséquence :

a) les articles 54, 57 et 59, toute mention dans ces articles de « brevet » valant mention de « certificat de protection supplémentaire »;

b) le paragraphe 55(1) et, dans la mesure où il s'applique à celui-ci, le paragraphe 55(3), toute mention dans ces paragraphes de « brevet », de « breveté » et de « l'octroi » valant respectivement mention de « certificat de protection supplémentaire », de « titulaire du certificat de protection supplémentaire » et de « la prise d'effet »;

c) l'article 55.01;

d) l'article 55.1, toute mention dans cet article de « brevet accordé » et de « procédé breveté » valant respectivement mention de « certificat de protection supplémentaire délivré » et de « procédé protégé par le certificat de protection supplémentaire »;

e) les paragraphes 55.2(1) et (6), toute mention dans ces paragraphes de « brevet » et de « invention brevetée » valant respectivement mention de « certificat de protection supplémentaire » et de « invention protégée par le certificat de protection supplémentaire »;

f) le paragraphe 56(1), toute mention dans ce paragraphe de « breveté » valant mention de « titulaire du certificat de protection supplémentaire qui mentionne le brevet »;

g) l'article 58, toute mention dans cet article de « brevet qui renferme », de « au brevet » et de « s'il ne renfermait que la ou les revendications valides » valant respectivement mention de « certificat de protection supplémentaire qui mentionne le brevet auquel se rapporte », de « au certificat » et de « si seules les revendications valides se rapportaient au brevet qu'il mentionne ».

Règlements — paragraphe 55.2(4)

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements concernant la contrefaçon de tout certificat de protection supplémentaire qui résulte ou pourrait résulter, de façon directe ou autrement, de la fabrication, de la construction, de l'utilisation ou de la vente, au titre du paragraphe 55.2(1), d'une invention brevetée ou protégée

subsection 55.2(1), including regulations described in paragraphs 55.2(4)(a) to (k), with

(a) any reference in those paragraphs to a “patent” to be read as a reference to a “certificate of supplementary protection”; and

(b) the reference in paragraph 55.2(4)(k) to “subsection 60(1)” to be read as a reference to “subsection 125(1)”.

Inconsistency or conflict

(3) In the event of an inconsistency or conflict between regulations made under subsection (2) and any Act of Parliament or regulations made under such an Act, the regulations made under subsection (2) prevail to the extent of the inconsistency or conflict.

Impeachment

125 (1) A certificate of supplementary protection, or any claim in the patent set out in such a certificate, may be declared invalid or void — including on the basis that the certificate was issued despite non-compliance with any of the requirements, as they existed at the time that the certificate was issued, of subsection 106(1) or that the patent set out in the certificate no longer complies with the requirements, as they existed at that time, set out in paragraph 106(1)(c) — by the Federal Court at the instance of the Attorney General of Canada or any interested person.

Application

(2) Subsections 60(2) and (3) apply with respect to a certificate of supplementary protection, with any reference to “patentee” to be read as a reference to “holder of a certificate of supplementary protection” and any reference to “patent” to be read as a reference to “certificate of supplementary protection”.

Judgment voiding certificate or claim

126 (1) A certificate of supplementary protection, or a claim in the patent set out in such a certificate, that is voided by a judgment shall be and be held to have been void and of no effect, unless the judgment is reversed on appeal as provided in subsection (2).

Appeal

(2) Every judgment voiding a certificate of supplementary protection or any claim in the patent set out in such a certificate, and every judgment refusing to do so, is subject to appeal to any court having appellate jurisdiction in other cases decided by the court by which the judgment was rendered.

par un certificat de protection supplémentaire, notamment des règlements visés aux alinéas 55.2(4)a) à k), toute mention à ces alinéas de « brevet » valant mention de « certificat de protection supplémentaire » et la mention à l'alinéa 55.2(4)k) de « paragraphe 60(1) » valant mention de « paragraphe 125(1) ».

Divergences

(3) Les dispositions réglementaires prises sous le régime du paragraphe (2) prévalent sur toute disposition législative ou réglementaire fédérale divergente.

Invalidation

125 (1) Tout certificat de protection supplémentaire ou toute revendication se rapportant au brevet qu'il mentionne peut être déclaré invalide ou nul par la Cour fédérale, à la diligence du procureur général du Canada ou à la diligence d'un intéressé, notamment au motif que le certificat a été délivré malgré sa non-conformité avec l'une ou l'autre des exigences prévues au paragraphe 106(1), telles qu'elles existaient au moment de la délivrance du certificat, ou que le brevet mentionné dans le certificat n'est plus conforme avec les exigences prévues à l'alinéa 106(1)c), telles qu'elles existaient à ce moment.

Application

(2) Les paragraphes 60(2) et (3) s'appliquent à l'égard des certificats de protection supplémentaire, toute mention dans ces paragraphes de « brevet » et de « breveté » valant respectivement mention de « certificat de protection supplémentaire » et de « titulaire du certificat de protection supplémentaire ».

Jugement annulant le certificat ou la revendication

126 (1) Le certificat de protection supplémentaire ou la revendication se rapportant au brevet mentionné dans un tel certificat qui a été annulé par un jugement est nul et de nul effet et est tenu pour tel, à moins que le jugement ne soit infirmé en appel en vertu du paragraphe (2).

Appel

(2) Tout jugement annulant un certificat de protection supplémentaire ou une revendication se rapportant au brevet mentionné dans un tel certificat ou tout jugement refusant de le faire est sujet à appel devant tout tribunal compétent pour juger des appels des autres décisions du tribunal qui a rendu ce jugement.

Abuse of Rights

Abuse of patent rights

127 (1) The Commissioner may, in respect of application under section 65, exercise any of the powers under any of paragraphs 66(1)(a), (d) and (e) with respect to an issued certificate of supplementary protection if he or she is satisfied that a case of abuse of the exclusive rights under the patent that is set out in the certificate has been established.

Abuse – application to Commissioner

(2) The Attorney General of Canada or an interested person may, at any time after a certificate of supplementary protection takes effect and after the expiry of three years from the date of the grant of the patent set out in the certificate, apply to the Commissioner alleging that there has been an abuse of the exclusive rights granted under a certificate of supplementary protection issued with respect to that patent and asking for relief under this Act.

What amounts to abuse

(3) The exclusive rights under a certificate of supplementary protection are abused in any of the following circumstances:

(a) the demand in Canada for a drug that contains the medicinal ingredient or a combination of the medicinal ingredients set out in the certificate is not being met to an adequate extent and on reasonable terms;

(b) by reason of the refusal of the certificate's holder to grant a licence or licences on reasonable terms, the trade or industry of Canada or the trade of any person or class of persons trading in Canada, or the establishment of any new trade or industry in Canada, is prejudiced, and it is in the public interest that a licence or licences should be granted;

(c) any trade or industry in Canada, or any person or class of persons engaged in such a trade or industry, is unfairly prejudiced by the conditions attached by the certificate's holder to the purchase, hire, licence, use or working of the invention protected by the certificate.

Abus de droits

Abus de droits de brevets

127 (1) Dans le cadre d'une requête présentée en vertu de l'article 65, le commissaire peut, s'il est convaincu qu'a été établi un cas d'abus de droits exclusifs d'un brevet mentionné dans un certificat de protection supplémentaire délivré, exercer les droits prévus à l'un ou l'autre des alinéas 66(1)a), d) et e) à l'égard du certificat.

Adresse au commissaire

(2) Le procureur général du Canada ou tout intéressé peut, après la prise d'effet d'un certificat de protection supplémentaire et l'expiration de trois années à compter de la date de la concession du brevet mentionné dans le certificat, s'adresser au commissaire pour alléguer que les droits exclusifs qui dérivent d'un certificat de protection supplémentaire délivré à l'égard du brevet ont donné lieu à un abus, et pour demander un recours sous l'autorité de la présente loi.

En quoi consiste l'abus

(3) Les droits exclusifs dérivant d'un certificat de protection supplémentaire ont donné lieu à un abus lorsque l'une ou l'autre des circonstances suivantes s'est produite :

a) il n'est pas satisfait à la demande, au Canada, d'une drogue contenant l'ingrédient médicinal ou la combinaison d'ingrédients médicinaux mentionné dans le certificat, dans une mesure adéquate et à des conditions équitables;

b) par défaut de la part du titulaire du certificat d'accorder une ou des licences à des conditions équitables, le commerce ou l'industrie du Canada, ou le commerce d'une personne ou d'une classe de personnes exerçant un commerce au Canada, ou l'établissement d'un nouveau commerce ou d'une nouvelle industrie au Canada subissent quelque préjudice, et il est d'intérêt public qu'une ou des licences soient accordées;

c) les conditions que le titulaire du certificat fixe à l'achat, à la location, à l'utilisation ou à la mise en œuvre de l'invention protégée par le certificat ou à la licence qu'il pourrait accorder à l'égard de cette invention portent injustement préjudice à quelque commerce ou industrie au Canada, ou à quelque personne ou classe de personnes engagées dans un tel commerce ou une telle industrie.

Provisions that apply

128 Sections 66 to 71, other than paragraph 66(1)(c), apply for the purposes of section 127, with

- (a)** any reference to “patent”, other than with respect to the Patent Office, to be read as a reference to “certificate of supplementary protection”; 5
- (b)** any reference to “patentee” to be read as a reference to “holder of the certificate of supplementary protection”; 5
- (c)** any reference in paragraphs 66(1)(d) and (e) and subsection 68(1) to “section 65” to be read as a reference to “section 127”; 10
- (d)** any reference in subsection 69(1) or section 71 to “sections 65 to 70” to be read as a reference to “sections 66 to 70 and 127”; and 15
- (e)** the reference in subsection 69(3) to “the Minister” to be read as a reference to “the Minister of Industry”. 15

General

Electronic form and means

129 (1) Subject to the regulations, any document, information or fee that is submitted to the Minister under this Act may be submitted in any electronic form, and by any electronic means, that is specified by the Minister. 20

Collection, storage, etc.

(2) Subject to the regulations, the Minister may use electronic means to create, collect, receive, store, transfer, distribute, publish, certify or otherwise deal with documents or information under sections 106 to 134. 25

Definition

(3) In this section, *electronic*, in reference to a form or means, includes optical, magnetic and other similar forms or means.

Application en conséquence

128 Pour l'application de l'article 127, les articles 66 à 71, à l'exception de l'alinéa 66(1)c), s'appliquent avec les adaptations qui suivent :

- a)** toute mention dans ces dispositions de « brevet » vaut mention de « certificat de protection supplémentaire »; 5
- b)** toute mention dans ces dispositions, à l'exception du paragraphe 66(2) de « breveté » vaut mention de « titulaire du certificat de protection supplémentaire » et toute mention dans le paragraphe 66(2) de « du breveté », de « le breveté » et de « un breveté » valent respectivement mention de « du titulaire du certificat de protection supplémentaire », de « le titulaire du certificat de protection supplémentaire » et de « un titulaire de certificat de protection supplémentaire »; 10 15
- c)** toute mention dans les alinéas 66(1)d) et e) et dans le paragraphe 68(1) de « l'article 65 » vaut mention de « l'article 127 »;
- d)** toute mention dans le paragraphe 69(1) et dans l'article 71 de « articles 65 à 70 » vaut mention de « articles 66 à 70 et 127 »; 20
- e)** toute mention dans le paragraphe 69(3) de « ministre » vaut mention de « ministre de l'Industrie ».

Dispositions générales

Moyens et forme électroniques

129 (1) Sous réserve des règlements, les documents, renseignements ou taxes à transmettre au ministre sous le régime de la présente loi peuvent lui être transmis sous la forme électronique — ou par les moyens électroniques — que le ministre précise. 25

Collecte, mise en mémoire, etc.

(2) Sous réserve des règlements, le ministre peut utiliser des moyens électroniques pour créer, recueillir, recevoir, mettre en mémoire, transférer, diffuser, publier, certifier ou traiter de quelque autre façon des documents ou des renseignements en vertu des articles 106 à 134. 30

Moyens et formes optiques ou magnétiques

(3) Au présent article, les moyens ou formes électroniques visent aussi, respectivement, les moyens ou formes optiques ou magnétiques ainsi que les autres moyens ou formes semblables. 35

Certified copies as evidence

130 In any action or proceeding respecting a certificate of supplementary protection authorized to be had or taken in Canada under this Act, a copy purporting to be certified by the Minister of any such certificate, or of any other document that is made by or filed with the Minister and is connected to such a certificate, may be produced before the court or other tribunal, or a judge or member of the court or tribunal, and the copy purporting to be so certified may be admitted in evidence without production of the original and without proof of the Minister's certification.

Costs of proceedings

131 In all proceedings before any court under this Act, including, for greater certainty, an application for judicial review of a decision of the Minister under this Act, the costs of the Minister are in the discretion of the court, but the Minister shall not be ordered to pay the costs of any other of the parties.

Time limit deemed extended

132 (1) If any time period fixed under any of sections 106 to 134 in respect of dealings with the Minister ends on a prescribed day or a day that is designated by the Minister, that time period is extended to the next day that is not a prescribed day or a designated day.

Power to designate day

(2) The Minister may, on account of unforeseen circumstances and if the Minister is satisfied that it is in the public interest to do so, designate any day for the purposes of subsection (1). If a day is designated, the Minister shall inform the public of that fact on the Department of Health's website.

User Fees Act

133 The *User Fees Act* does not apply in respect of the fees referred to in section 106 or 134.

Regulations

134 (1) The Governor in Council may make rules or regulations

- (a) defining the term *authorization for sale*;
- (b) respecting the form and contents of applications for certificates of supplementary protection;
- (c) respecting the processing of such applications;

Copies certifiées admises en preuve

130 Dans toute poursuite ou procédure se rapportant à un certificat de protection supplémentaire autorisée à être prise ou exercée au Canada en vertu de la présente loi, une copie de tout certificat de protection supplémentaire, ou de tout document qui s'y rapporte établi par le ministre ou déposé auprès de lui, paraissant certifiée conforme par celui-ci peut être produite au tribunal, ou à un juge du tribunal, et la copie paraissant être ainsi certifiée peut être admise en preuve sans production de l'original et sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification.

Frais de procédure

131 Les frais du ministre, dans toutes procédures engagées devant un tribunal en vertu de la présente loi, sont à la discrétion du tribunal, mais il ne peut être ordonné au ministre de payer les frais de toute autre partie. Il est entendu que les procédures visées au présent article comprennent les recours en contrôle judiciaire d'une décision du ministre.

Prorogation de délais

132 (1) Lorsqu'un délai fixé en vertu de l'un des articles 106 à 134 et relatif à une action devant être accomplie auprès du ministre expire un jour réglementaire ou un jour désigné par le ministre, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour suivant qui n'est ni réglementaire ni désigné par le ministre.

Pouvoir de désigner un jour

(2) Le ministre peut, en raison de circonstances imprévues et s'il est convaincu qu'il est dans l'intérêt public de le faire, désigner un jour pour l'application du paragraphe (1) et, le cas échéant, il en informe le public sur le site Web du ministère de la Santé.

Loi sur les frais d'utilisation

133 La *Loi sur les frais d'utilisation* ne s'applique pas aux taxes visées aux articles 106 ou 134.

Règlements

134 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règle ou règlement :

- a) définir l'expression *autorisation de mise en marché*;
- b) régir la forme et le contenu des demandes de certificat de protection supplémentaire;
- c) régir le traitement de telles demandes;

- (d)** respecting the determination of when, for the purpose of paragraph 106(1)(f), an application for an authorization for sale was filed and, for the purpose of subsection 106(3), an application for a certificate of supplementary protection is filed; 5
- (e)** prescribing the fees or the manner of determining the fees that may be charged in respect of the filing of applications for certificates of supplementary protection, the issuance of such certificates or the taking of other proceedings under sections 106 to 133 or under any rule or regulation made under this section, or in respect of any services or the use of any facilities provided by the Minister under those sections or such a rule or regulation; 10
- (f)** respecting the payment of any prescribed fees including the time when and the manner in which such fees shall be paid, the additional fees that may be charged for the late payment of such fees and the circumstances in which any fees previously paid may be refunded in whole or in part; 15 20
- (g)** respecting the submission, including in electronic form and by electronic means, of documents and information to the Minister, including the time at which they are deemed to be received by the Minister; 25
- (h)** respecting the use of electronic means for the purposes of subsection 129(2), including requiring the use of those electronic means; 25
- (i)** respecting the withdrawal of an application for a certificate of supplementary protection; 30
- (j)** respecting communications between the Minister and any other person; 30
- (k)** respecting the correction of obvious errors in documents submitted to the Minister, in certificates of supplementary protection or in other documents issued under sections 106 to 133, including 35
- (i)** the determination by the Minister of what constitutes an obvious error, and
 - (ii)** the effect of the correction; and
- (l)** generally, for carrying into effect the objects and purposes of sections 104 to 133 or for ensuring their due administration by the Minister. 40

For greater certainty

(2) For greater certainty, the Governor in Council may make rules or regulations under paragraphs 12(1)(d), (g),

- d)** régir la détermination du moment où, pour l'application de l'alinéa 106(1)f), la demande d'autorisation de mise en marché a été déposée et de celui où, pour l'application du paragraphe 106(3), la demande de certificat de protection supplémentaire est déposée; 5
- e)** prescrire les taxes qui peuvent être levées pour le dépôt des demandes de certificat de protection supplémentaire et la délivrance d'un tel certificat, pour les autres formalités d'application des articles 106 à 133 ou des règles ou règlements pris en vertu du présent article ou pour des services ou l'utilisation d'installations prévus par le ministre à ces articles ou dans ces règles ou règlements, ou prescrire les modalités de la détermination de ces taxes; 10
- f)** régir les circonstances dans lesquelles le titulaire d'un brevet ou le titulaire d'un certificat de protection supplémentaire peut ou doit être représenté par une autre personne relativement à une demande de certificat de protection supplémentaire ou à un tel certificat; 15
- g)** régir la fourniture — sous forme électronique ou autre ou par des moyens électroniques — de documents ou de renseignements au ministre, notamment le moment où le ministre est réputé les avoir reçus; 20
- h)** régir l'usage de moyens électroniques pour l'application du paragraphe 129(2), notamment pour imposer un tel usage; 25
- i)** régir le retrait des demandes de certificat de protection supplémentaire; 30
- j)** régir les communications entre le ministre et toute autre personne; 30
- k)** régir la correction d'erreurs évidentes dans les documents transmis au ministre ou dans les certificats de protection supplémentaire ou autres documents délivrés en vertu des articles 106 à 133, notamment en ce qui a trait : 35
- (i)** à ce qui constitue, de l'avis du ministre, une erreur évidente,
 - (ii)** aux effets de la correction;
- l)** prendre toute autre mesure d'application des articles 104 à 133 ou pour en assurer la mise en œuvre par le ministre. 40

Précision

(2) Il est entendu que le gouverneur en conseil peut, pour l'application du présent article et des articles 104 à

(h) and (k) for the purposes of this section and sections 104 to 133.

R.S., c. T-13

Trade-marks Act

1994, c. 47, s. 190(2)

60 The definitions *confusing* and *geographical indication* in section 2 of the *Trade-marks Act* are replaced by the following:

confusing, when applied as an adjective to a trade-mark or trade-name, means, except in sections 11.13 and 11.21, a trade-mark or trade-name the use of which would cause confusion in the manner and circumstances described in section 6; (*créant de la confusion*)

geographical indication means an indication that identifies a wine or spirit, or an agricultural product or food of a category set out in the schedule, as originating in the territory of a WTO Member, or a region or locality of that territory, if a quality, reputation or other characteristic of the wine or spirit or the agricultural product or food is essentially attributable to its geographical origin; (*indication géographique*)

1994, c. 47, s. 192

61 Sections 11.11 and 11.12 of the Act are replaced by the following:

Geographical Indications

Definitions

11.11 (1) The following definitions apply in this section and in sections 11.12 to 11.24.

Minister means the Minister designated under subsection (2). (*ministre*)

responsible authority means, in relation to a wine or spirit, or an agricultural product or food of a category set out in the schedule, the person, firm or other entity that, in the Minister's opinion, is, by reason of state or commercial interest, sufficiently connected with and knowledgeable about that wine or spirit or that agricultural product or food to be a party to any proceedings under this Act. (*autorité compétente*)

Designation of Minister

(2) The Governor in Council may, by order, designate any federal minister to be the Minister for the purposes of this section and sections 11.12 to 11.24.

133, prendre toute mesure d'ordre réglementaire visée aux alinéas 12(1)d), g), h) et k).

L.R., ch. T-13

Loi sur les marques de commerce

1994, ch. 47, par. 190(2)

60 Les définitions de *créant de la confusion* et *indication géographique*, à l'article 2 de la *Loi sur les marques de commerce*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

créant de la confusion Sauf aux articles 11.13 et 11.21, s'entend au sens de l'article 6 lorsque employé à l'égard d'une marque de commerce ou d'un nom commercial. (*confusing*)

indication géographique Indication désignant un vin ou spiritueux ou un produit agricole ou aliment d'une catégorie figurant à l'annexe comme étant originaire du territoire d'un membre de l'OMC — ou région ou localité de ce territoire — dans les cas où une qualité, la réputation ou une autre caractéristique du produit désigné sont essentiellement attribuées à cette origine géographique. (*geographical indication*)

1994, ch. 47, art. 192

61 Les articles 11.11 et 11.12 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Indications géographiques

Définitions

11.11 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 11.12 à 11.24.

autorité compétente Dans le cas d'un vin ou spiritueux ou d'un produit agricole ou aliment d'une catégorie figurant à l'annexe, la personne, firme ou autre entité qui, de l'avis du ministre, a, du fait d'intérêts commerciaux ou étatiques, des connaissances et des liens suffisants à leur égard pour être partie à une procédure visée par la présente loi. (*responsible authority*)

ministre Le ministre désigné en vertu du paragraphe (2). (*Minister*)

Désignation d'un ministre

(2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, désigner le ministre fédéral visé par le terme « ministre » figurant au présent article et aux articles 11.12 à 11.24.

When indication confusing with trade-mark

(3) For the purposes of sections 11.13 and 11.21, an indication identifying an agricultural product or food is confusing with a trade-mark if the use of both the indication and the trade-mark in the same area would be likely to lead to the inference that the agricultural product or food associated with the indication originates from the same source as the goods or services associated with the trade-mark.

What to be considered

(4) For the purposes of sections 11.13 and 11.21, in determining whether an indication is confusing with a trade-mark, the Registrar or the Federal Court, as the case may be, shall have regard to all the surrounding circumstances, including

(a) the length of time that the indication has been used to identify the agricultural product or food with which it is associated as originating in the territory, or the region or locality of a territory, and the extent to which it has become known;

(b) the degree of resemblance between the indication and the trade-mark, including in appearance or sound or in the ideas suggested by them; and

(c) with respect to the trade-mark,

(i) its inherent distinctiveness and the extent to which it has become known,

(ii) the length of time that it has been in use, and

(iii) the nature of the goods, services or business that is associated with it.

List

11.12 (1) There shall be kept under the supervision of the Registrar a list of geographical indications and, in the case of geographical indications identifying an agricultural product or food, translations of those indications.

Statement of Minister – indication

(2) If a statement by the Minister in respect of an indication is published on the website of the Canadian Intellectual Property Office setting out the information mentioned in subsection (3), the Registrar shall enter the indication, and any translation of the indication set out in the statement, on the list if

(a) no statement of objection has been filed and served on the responsible authority in accordance with

Confusion : marque de commerce

(3) Pour l'application des articles 11.13 et 11.21, une indication désignant un produit agricole ou aliment crée de la confusion avec une marque de commerce lorsque l'emploi des deux dans la même région serait susceptible de faire conclure que le produit désigné par l'indication est issu de la même source que les produits et services visés par la marque de commerce.

Circonstances à considérer

(4) Pour l'application des articles 11.13 et 11.21, le registraire ou la Cour fédérale tient compte de toutes les circonstances de l'espèce pour décider si une indication crée de la confusion avec une marque de commerce, notamment :

a) la période pendant laquelle l'indication a été en usage pour désigner le produit agricole ou l'aliment avec lequel elle est liée comme étant originaire d'un lieu – territoire, ou région ou localité d'un territoire –, et la mesure dans laquelle l'indication est devenue connue;

b) le degré de ressemblance entre l'indication et la marque de commerce, notamment dans la présentation ou le son, ou dans les idées qu'elles suggèrent;

c) relativement à la marque de commerce :

(i) son caractère distinctif inhérent et la mesure dans laquelle elle est devenue connue,

(ii) la période pendant laquelle elle a été en usage,

(iii) le genre de produits, services ou entreprises qui y est associé.

Liste

11.12 (1) La liste des indications géographiques et, dans le cas d'indications géographiques désignant un produit agricole ou aliment, des traductions de ces indications, est tenue sous la surveillance du registraire.

Énoncé d'intention : indication

(2) Si le ministre fait publier sur le site Web de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada un énoncé d'intention visant une indication et donnant les renseignements prévus au paragraphe (3), le registraire inscrit sur la liste l'indication et toute traduction de celle-ci figurant dans l'énoncé si :

a) aucune déclaration d'opposition n'a été déposée ni signifiée à l'autorité compétente dans le délai imparti par le paragraphe 11.13(1);

subsection 11.13(1) and the time for the filing of a statement of objection has expired; or

(b) a statement of objection has been so filed and served, but it has been withdrawn or deemed under subsection 11.13(6) to have been withdrawn or it has been rejected under subsection 11.13(7) or, if an appeal is taken, it is rejected in the final judgment given in the appeal.

Statement of Minister – translation

(2.1) If a statement by the Minister is published on the website of the Canadian Intellectual Property Office setting out the information mentioned in subsection (3.1) in respect of a translation of an indication on the list that identifies an agricultural product or food, the Registrar shall enter the translation on the list if

(a) no statement of objection has been filed and served on the responsible authority in accordance with subsection 11.13(1) and the time for the filing of the statement of objection has expired; or

(b) a statement of objection has been so filed and served, but it has been withdrawn or deemed under subsection 11.13(6) to have been withdrawn or it has been rejected under subsection 11.13(7) or, if an appeal is taken, it is rejected in the final judgment given in the appeal.

Information – indication

(3) For the purposes of subsection (2), the statement by the Minister must set out all of the following information:

(a) that the Minister proposes that the indication and, if applicable, a translation of the indication, in the case of an indication that identifies an agricultural product or food, be entered on the list;

(b) in the case of an indication that identifies a wine or spirit, that the indication identifies a wine or that the indication identifies a spirit;

(b.1) in the case of an indication that identifies an agricultural product or food, the common name of the agricultural product or food and the category set out in the schedule to which it belongs;

(c) the territory, or the region or locality of a territory, in which the wine or spirit or the agricultural product or food is identified as originating;

(d) the name of the responsible authority in relation to the wine or spirit or the agricultural product or food

b) la déclaration d'opposition, bien que présentée et signifiée, a été retirée — ou est réputée l'avoir été en application du paragraphe 11.13(6) —, a été rejetée en vertu du paragraphe 11.13(7) ou, en cas d'appel, a été rejetée par un jugement définitif sur la question.

Énoncé d'intention : traduction d'une indication

(2.1) Si le ministre fait publier sur le site Web de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada un énoncé d'intention donnant les renseignements prévus au paragraphe (3.1) à l'égard d'une traduction d'une indication qui figure sur la liste et qui désigne un produit agricole ou aliment, le registraire inscrit sur la liste la traduction si :

a) aucune déclaration d'opposition n'a été déposée ni signifiée à l'autorité compétente dans le délai imparti par le paragraphe 11.13(1);

b) la déclaration d'opposition, bien que présentée et signifiée, a été retirée — ou est réputée l'avoir été en application du paragraphe 11.13(6) —, a été rejetée en vertu du paragraphe 11.13(7) ou, en cas d'appel, a été rejetée par un jugement définitif sur la question.

Renseignements : énoncé visant une indication

(3) Pour l'application du paragraphe (2), l'énoncé d'intention comprend les renseignements suivants :

a) l'intention du ministre de faire inscrire l'indication sur la liste et, le cas échéant, une traduction de cette indication dans le cas d'un produit agricole ou aliment;

b) dans le cas d'une indication désignant un vin ou un spiritueux, la nature — vin ou spiritueux — du produit désigné;

b.1) dans le cas d'une indication désignant un produit agricole ou aliment, le nom commun du produit désigné et la catégorie figurant à l'annexe à laquelle il appartient;

c) le lieu d'origine — territoire, ou région ou localité d'un territoire — du produit désigné;

d) le nom de l'autorité compétente à l'égard du produit désigné et l'adresse de son siège ou de son établissement au Canada ou, à défaut, les nom et adresse au Canada d'une personne ou firme à qui des documents

and the address of the responsible authority's principal office or place of business in Canada or, if the responsible authority has no office or place of business in Canada, the name and address in Canada of a person or firm on whom any document may be served with the same effect as if it had been served on the responsible authority itself;

(e) the quality, reputation or other characteristic of the wine or spirit or the agricultural product or food that, in the Minister's opinion, qualifies that indication as a geographical indication;

(f) that, except in the case of an indication identifying a wine or spirit or an agricultural product or food as originating in Canada, the indication is protected by the law applicable to the territory in which the wine or spirit or the agricultural product or food is identified as originating, as well as particulars of the protection.

Information – translation

(3.1) For the purposes of subsection (2.1), the statement by the Minister must set out all of the following information:

(a) that the Minister proposes that the translation be entered on the list;

(b) the indication on the list that corresponds to the translation;

(c) the common name of the agricultural product or food that the indication identifies and the category set out in the schedule to which it belongs;

(d) the name of the responsible authority in relation to the agricultural product or food and the address of the responsible authority's principal office or place of business in Canada or, if the responsible authority has no office or place of business in Canada, the name and address in Canada of a person or firm on whom any document may be served with the same effect as if it had been served on the responsible authority itself.

Removal from list

(4) The Registrar shall remove an indication or any translation of an indication from the list

(a) on the publication of a statement by the Minister on the website of the Canadian Intellectual Property Office specifying that the indication or the translation is to be removed; or

peuvent être signifiés pour valoir signification à l'autorité compétente elle-même;

e) la qualité, la réputation ou une autre caractéristique du produit désigné qui, de l'avis du ministre, justifie de faire de l'indication une indication géographique;

f) le fait que, sauf si l'indication désigne un vin ou spiritueux ou un produit agricole ou aliment dont le lieu d'origine est le Canada, l'indication est protégée par le droit applicable au territoire d'origine du produit désigné, ainsi que des détails relatifs à cette protection.

Renseignements : énoncé visant une traduction

(3.1) Pour l'application du paragraphe (2.1), l'énoncé d'intention comprend les renseignements suivants :

a) l'intention du ministre de faire inscrire la traduction sur la liste;

b) l'indication, figurant sur la liste, rendue par cette traduction;

c) le nom commun du produit agricole ou aliment désigné par l'indication et la catégorie figurant à l'annexe à laquelle il appartient;

d) le nom de l'autorité compétente à l'égard du produit agricole ou aliment et l'adresse de son siège ou de son établissement au Canada ou, à défaut, les nom et adresse au Canada d'une personne ou firme à qui des documents peuvent être signifiés pour valoir signification à l'autorité compétente elle-même.

Suppression de la liste

(4) Le registraire supprime de la liste toute inscription relative à une indication ou toute traduction d'une indication :

a) sur publication par le ministre d'un énoncé d'intention à cet effet sur le site Web de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada;

b) si la Cour fédérale en ordonne la suppression au titre du paragraphe 11.21(1).

(b) if the Federal Court makes an order under subsection 11.21(1) for the removal of the indication or the translation.

Obvious error

(5) The Registrar may, within six months after the day on which an indication or a translation of an indication is entered on the list, correct any error in that entry that is obvious from the documents relating to the indication or the translation in question that are, at the time that the entry is made, on file in the Registrar's office.

Evidence of entry

(6) A copy of any entry on the list purporting to be certified to be true by the Registrar is evidence of the facts set out in it.

Evidence of statement

(7) Evidence of a statement by the Minister may be given by the production of a copy of the statement purporting to be certified to be true by the Registrar.

Certified copies

(8) The Registrar shall, on request and on payment of the prescribed fee, furnish a copy certified by the Registrar of any entry on the list or of any statement by the Minister.

1994, c. 47, s. 192

62 (1) Subsections 11.13(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Statement of objection

11.13 (1) Within two months after the publication of a statement referred to in subsection 11.12(2) or (2.1), any person interested may, on payment of the prescribed fee, file with the Registrar, and serve on the responsible authority in the prescribed manner, a statement of objection.

Grounds — indication

(2) A statement of objection with respect to an indication may be based on any of the following grounds:

(a) that, when the statement by the Minister is published, the indication is not a geographical indication;

(b) that, when the statement by the Minister is published, the indication is identical to a term customary in common language in Canada as the common name for the wine or spirit or the agricultural product or food;

Erreur évidente

(5) Dans les six mois suivant une inscription sur la liste, le registraire peut corriger toute erreur dans cette inscription qui ressort de façon évidente à la lecture du dossier du registraire, dans sa version au moment de l'inscription, à l'égard de l'indication ou de la traduction en cause.

Preuve : inscription

(6) La copie de toute inscription sur la liste, donnée comme étant certifiée conforme par le registraire, fait foi des faits y énoncés.

Preuve : énoncé d'intention

(7) La preuve d'un énoncé d'intention peut être fournie par la production d'une copie de l'énoncé, donnée comme étant certifiée conforme par le registraire.

Copies certifiées

(8) Le registraire fournit, sur demande et sur paiement du droit prescrit à cet égard, une copie, certifiée par lui, de toute inscription sur la liste ou de tout énoncé d'intention.

1994, ch. 47, art. 192

62 (1) Les paragraphes 11.13(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Déclaration d'opposition

11.13 (1) Toute personne intéressée peut, dans les deux mois suivant la publication de l'énoncé d'intention visé aux paragraphes 11.12(2) ou (2.1), et sur paiement du droit prescrit, produire auprès du registraire et signifier à l'autorité compétente de la manière prescrite, une déclaration d'opposition.

Motifs : indication

(2) Les motifs ci-après peuvent être invoqués à l'appui de l'opposition visant une indication :

a) lors de la publication de l'énoncé d'intention, l'indication n'est pas une indication géographique;

b) lors de la publication de l'énoncé d'intention, l'indication est identique au terme usuel employé dans le langage courant au Canada comme nom commun du vin ou spiritueux ou du produit agricole ou aliment;

c) sauf dans le cas où l'indication désigne un vin ou spiritueux ou un produit agricole ou aliment dont le

(c) that, except in the case of an indication identifying a wine or spirit or an agricultural product or food as originating in Canada, when the statement by the Minister is published, the indication is not protected by the law applicable to the territory in which the wine or spirit or the agricultural product or food is identified as originating; 5

(d) in the case of an indication identifying an agricultural product or food, that, when the statement by the Minister is published, the indication is confusing with 10

(i) a registered trade-mark,

(ii) a trade-mark that was previously used in Canada and that has not been abandoned, or

(iii) a trade-mark in respect of which an application for registration was previously filed in Canada and remains pending. 15

Grounds — translation

(2.1) A statement of objection with respect to a translation may be based on any of the following grounds:

(a) that, when the statement by the Minister is published, the translation is not a faithful translation of the indication; 20

(b) that, when the statement by the Minister is published, the translation is identical to a term customary in common language in Canada as the common name for the agricultural product or food; 25

(c) that, when the statement by the Minister is published, the translation is confusing with

(i) a registered trade-mark,

(ii) a trade-mark that was previously used in Canada and that has not been abandoned, or 30

(iii) a trade-mark in respect of which an application for registration was previously filed in Canada and remains pending.

1994, c. 47, s. 192

(2) Paragraph 11.13(3)(a) of the Act is replaced by the following: 35

(a) each ground of objection in sufficient detail to enable the responsible authority to reply to it; and

1994, c. 47, s. 192

(3) Subsection 11.13(4) of the Act is replaced by the following:

lieu d'origine est le Canada, lors de la publication de l'énoncé d'intention, l'indication n'est pas protégée par le droit applicable au territoire d'origine du produit désigné;

d) dans le cas d'une indication désignant un produit agricole ou aliment, lors de la publication par le ministre de l'énoncé d'intention, l'indication crée de la confusion avec :

(i) une marque de commerce déposée,

(ii) une marque de commerce employée antérieurement au Canada qui n'a pas été abandonnée, 10

(iii) une marque de commerce à l'égard de laquelle une demande d'enregistrement a été antérieurement produite au Canada et est pendante.

Motifs : traduction

(2.1) Les motifs ci-après peuvent être invoqués à l'appui de l'opposition visant une traduction : 15

a) lors de la publication de l'énoncé d'intention, la traduction n'est pas fidèle à l'indication;

b) lors de la publication de l'énoncé d'intention, la traduction est identique au terme usuel employé dans le langage courant au Canada comme nom commun du produit agricole ou aliment; 20

c) lors de la publication de l'énoncé d'intention, la traduction crée de la confusion avec :

(i) une marque de commerce déposée, 25

(ii) une marque de commerce employée antérieurement au Canada qui n'a pas été abandonnée,

(iii) une marque de commerce à l'égard de laquelle une demande d'enregistrement a été antérieurement produite au Canada et est pendante. 30

1994, ch. 47, art. 192

(2) L'alinéa 11.13(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 35

a) les motifs de l'opposition, avec détails suffisants pour permettre à l'autorité compétente d'y répondre;

1994, ch. 47, art. 192

(3) Le paragraphe 11.13(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 35

Frivolous objection

(3.1) At any time before the day on which the responsible authority files a counter statement, the Registrar may, at the responsible authority's request or on his or her own initiative, reject the statement of objection if the Registrar considers that the statement does not raise a substantial issue for decision and shall give notice of his or her decision to the objector and to the responsible authority.

Power to strike

(3.2) At any time before the day on which the responsible authority files a counter statement, the Registrar may, at the responsible authority's request, strike all or part of the statement of objection if the statement or part of it

(a) is not based on any of the grounds set out in subsection (2) or (2.1); or

(b) does not set out a ground of objection in sufficient detail to enable the responsible authority to reply to it.

Counter statement

(4) Within two months after a statement of objection has been served on the responsible authority, the responsible authority may file a counter statement with the Registrar and serve a copy on the objector in the prescribed manner, and if the responsible authority does not so file and serve a counter statement, the indication or the translation shall not be entered on the list kept under subsection 11.12(1). The counter statement need only state that the responsible authority intends to respond to the objection.

1994, c. 47, s. 192

(4) The portion of subsection 11.13(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Evidence and hearing

(5) Both the objector and the responsible authority shall be given an opportunity, in the prescribed manner and within the prescribed time, to submit evidence and to make representations to the Registrar unless

1994, c. 47, s. 192

(5) Subsections 11.13(6) and (7) of the Act are replaced by the following:

Opposition futile

(3.1) Avant le jour où l'autorité compétente produit la contre-déclaration, le registraire peut, à la demande de celle-ci ou de sa propre initiative, rejeter la déclaration d'opposition s'il estime qu'elle ne soulève pas une question sérieuse pour décision et donne avis de sa décision à l'opposant et à l'autorité compétente.

Pouvoir du registraire

(3.2) Avant le jour où l'autorité compétente produit la contre-déclaration, le registraire peut, à la demande de celle-ci, radier tout ou partie de la déclaration d'opposition dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) la déclaration ou la partie en cause de celle-ci n'est pas fondée sur l'un des motifs énoncés aux paragraphes (2) ou (2.1);

b) la déclaration ou la partie en cause de celle-ci ne contient pas assez de détails au sujet de l'un ou l'autre des motifs pour permettre à l'autorité compétente d'y répondre.

Contre-déclaration

(4) L'autorité compétente peut, dans les deux mois suivant la date à laquelle la déclaration d'opposition lui a été signifiée, produire auprès du registraire et signifier à l'opposant, de la manière prescrite, une contre-déclaration; à défaut par elle de ce faire, l'indication ou la traduction n'est pas inscrite sur la liste tenue en application du paragraphe 11.12(1). La contre-déclaration peut se limiter à énoncer l'intention de l'autorité compétente de répondre à l'opposition.

1994, ch. 47, art. 192

(4) Le passage du paragraphe 11.13(5) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Preuve et audition

(5) Il est fourni, selon les modalités prescrites, à l'opposant et à l'autorité compétente l'occasion de présenter la preuve sur laquelle ils s'appuient et de se faire entendre par le registraire, sauf dans les cas suivants :

1994, ch. 47, art. 192

(5) Les paragraphes 11.13(6) et (7) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Service

(5.1) The objector and the responsible authority shall, in the prescribed manner and within the prescribed time, serve on each other any evidence and written representations that they submit to the Registrar.

No evidence — objector

(6) The objection is deemed to have been withdrawn if, in the prescribed circumstances, the objector does not submit and serve evidence or a statement that the objector does not wish to submit evidence.

No evidence — responsible authority

(6.1) The indication or the translation shall not be entered on the list if, in the prescribed circumstances, the responsible authority does not submit and serve evidence or a statement that the responsible authority does not wish to submit evidence.

Decision

(7) After considering the evidence and representations of the objector and the responsible authority, the Registrar shall accept or reject the objection, in whole or in part, and notify the parties of the decision and the reasons for it.

Effect of decision on translations

(8) The Registrar shall not enter any translation of an indication on the list if the Registrar accepts the objection with respect to the indication or, if an appeal is taken, the objection is accepted in the final judgment given in the appeal.

63 Section 11.14 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Prohibited use

(3) No person shall use in connection with a business, as a trade-mark or otherwise,

(a) a protected geographical indication identifying a wine in respect of a wine that originates in the territory indicated by the protected geographical indication if that wine was not produced or manufactured in accordance with the law applicable to that territory; or

(b) a translation in any language of the geographical indication in respect of that wine.

Prohibited adoption of indication for spirits

(4) No person shall adopt in connection with a business, as a trade-mark or otherwise,

Signification

(5.1) L'opposant et l'autorité compétente signifient à l'autre partie, selon les modalités prescrites, la preuve et les observations écrites qu'ils présentent au registraire.

Omission de l'opposant de présenter sa preuve

(6) Si, dans les circonstances prescrites, l'opposant omet de présenter et de signifier des éléments de preuve ou une déclaration énonçant son désir de ne pas présenter d'éléments de preuve, l'opposition est réputée retirée.

Omission de l'autorité compétente de présenter sa preuve

(6.1) Si, dans les circonstances prescrites, l'autorité compétente omet de présenter et de signifier des éléments de preuve ou une déclaration énonçant son désir de ne pas présenter d'éléments de preuve, l'indication ou la traduction n'est pas inscrite sur la liste.

Décision

(7) Après avoir examiné la preuve et les observations des parties, le registraire accueille ou rejette, en tout ou en partie, l'opposition et notifie aux parties sa décision motivée.

Effet de la décision sur les traductions

(8) Le registraire n'inscrit aucune traduction de cette indication sur la liste s'il accueille l'opposition relativement à l'indication ou, en cas d'appel, si l'opposition est accueillie par un jugement définitif sur la question.

63 L'article 11.14 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Interdiction d'emploi

(3) Nul ne peut employer à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement :

a) une indication géographique protégée désignant un vin pour un vin dont le lieu d'origine se trouve sur le territoire visé par l'indication géographique protégée, si ce vin n'a pas été produit ou fabriqué en conformité avec le droit applicable à ce territoire;

b) la traduction, en quelque langue que ce soit, de l'indication géographique relative à ce vin.

Interdiction d'adoption : spiritueux

(4) Nul ne peut adopter à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement :

(a) a protected geographical indication identifying a spirit in respect of a spirit not originating in the territory indicated by the protected geographical indication; or

(b) a translation in any language of the geographical indication in respect of that spirit. 5

Prohibited use

(5) No person shall use in connection with a business, as a trade-mark or otherwise,

(a) a protected geographical indication identifying a spirit in respect of a spirit not originating in the territory indicated by the protected geographical indication or adopted contrary to subsection (4); or 10

(b) a translation in any language of the geographical indication in respect of that spirit.

Prohibited use

(6) No person shall use in connection with a business, as a trade-mark or otherwise, 15

(a) a protected geographical indication identifying a spirit in respect of a spirit that originates in the territory indicated by the protected geographical indication if that spirit was not produced or manufactured in accordance with the law applicable to that territory; or 20

(b) a translation in any language of the geographical indication in respect of that spirit.

1994, c. 47, s. 192; 2001, c. 27, s. 271; 2014, c. 32, s. 53(F)

64 Sections 11.15 to 11.17 of the Act are replaced by the following: 25

Prohibited adoption of indication for agricultural products or food

11.15 (1) No person shall adopt in connection with a business, as a trade-mark or otherwise,

(a) a protected geographical indication identifying an agricultural product or food of a category set out in the schedule in respect of an agricultural product or food belonging to the same category that does not originate in the territory indicated by the protected geographical indication; or 30

(b) a translation on the list kept under subsection 11.12(1) of the protected geographical indication in respect of that agricultural product or food. 35

a) une indication géographique protégée désignant un spiritueux pour un spiritueux dont le lieu d'origine ne se trouve pas sur le territoire visé par l'indication géographique protégée;

b) la traduction, en quelque langue que ce soit, de l'indication géographique relative à ce spiritueux. 5

Interdiction d'emploi

(5) Nul ne peut employer à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement :

a) une indication géographique protégée désignant un spiritueux pour un spiritueux dont le lieu d'origine ne se trouve pas sur le territoire visé par l'indication géographique protégée ou adoptée en contravention avec le paragraphe (4); 10

b) la traduction, en quelque langue que ce soit, de l'indication géographique relative à ce spiritueux. 15

Interdiction d'emploi

(6) Nul ne peut employer à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement :

a) une indication géographique protégée désignant un spiritueux pour un spiritueux dont le lieu d'origine se trouve sur le territoire visé par l'indication géographique protégée, si ce spiritueux n'a pas été produit ou fabriqué en conformité avec le droit applicable à ce territoire; 20

b) la traduction, en quelque langue que ce soit, de l'indication géographique relative à ce spiritueux. 25

1994, ch. 47, par. 192; 2001, ch. 27, art. 271; 2014, ch. 32, art. 53(F)

64 Les articles 11.15 à 11.17 de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 25

Interdiction d'adoption : produit agricole ou aliment

11.15 (1) Nul ne peut adopter à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement :

a) une indication géographique protégée désignant un produit agricole ou aliment d'une catégorie figurant à l'annexe pour un produit agricole ou aliment appartenant à la même catégorie dont le lieu d'origine ne se trouve pas sur le territoire visé par l'indication géographique protégée; 30

b) toute traduction, figurant sur la liste tenue en application du paragraphe 11.12(1), de l'indication géographique protégée relative à ce produit agricole ou aliment. 35

Prohibited use

(2) No person shall use in connection with a business, as a trade-mark or otherwise,

(a) a protected geographical indication identifying an agricultural product or food of a category set out in the schedule in respect of an agricultural product or food belonging to the same category that does not originate in the territory indicated by the protected geographical indication or adopted contrary to subsection (1); or

(b) a translation on the list kept under subsection 11.12(1) of the protected geographical indication in respect of that agricultural product or food.

Prohibited use

(3) No person shall use in connection with a business, as a trade-mark or otherwise,

(a) a protected geographical indication identifying an agricultural product or food of a category set out in the schedule in respect of an agricultural product or food belonging to the same category that originates in the territory indicated by the protected geographical indication if that agricultural product or food was not produced or manufactured in accordance with the law applicable to that territory; or

(b) a translation on the list kept under subsection 11.12(1) of the protected geographical indication in respect of that agricultural product or food.

Exception when authorized

11.16 (1) Sections 11.14 and 11.15 and paragraphs 12(1)(g) to (h.1) do not prevent the adoption, use or registration as a trade-mark or otherwise, in connection with a business, of a protected geographical indication, or any translation of it in any language, with the consent of the responsible authority.

Exception for personal names

(2) Sections 11.14 and 11.15 do not prevent a person from using, in the course of trade, the person's name or the name of the person's predecessor in title, except where the name is used in such a manner as to mislead the public.

Exception for comparative advertising

(3) Sections 11.14 and 11.15 do not prevent a person from using a protected geographical indication, or any

Interdiction d'emploi

(2) Nul ne peut employer à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement :

a) une indication géographique protégée désignant un produit agricole ou aliment d'une catégorie figurant à l'annexe pour un produit agricole ou aliment appartenant à la même catégorie dont le lieu d'origine ne se trouve pas sur le territoire visé par l'indication géographique protégée ou adoptée en contravention avec le paragraphe (1);

b) toute traduction, figurant sur la liste tenue en application du paragraphe 11.12(1), de l'indication géographique protégée relative à ce produit agricole ou aliment.

Interdiction d'emploi

(3) Nul ne peut employer à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement :

a) une indication géographique protégée désignant un produit agricole ou aliment d'une catégorie figurant à l'annexe pour un produit agricole ou aliment appartenant à la même catégorie dont le lieu d'origine se trouve sur le territoire visé par l'indication géographique protégée, si ce produit agricole ou aliment n'a pas été produit ou fabriqué en conformité avec le droit applicable à ce territoire;

b) toute traduction, figurant sur la liste tenue en application du paragraphe 11.12(1), de l'indication géographique protégée relative à ce produit agricole ou aliment.

Exception : emploi autorisé

11.16 (1) Les articles 11.14 et 11.15 et les alinéas 12(1)(g) à h.1) n'ont pas pour effet d'empêcher l'adoption, l'emploi ou l'enregistrement, à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement, d'une indication géographique protégée, ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, avec le consentement de l'autorité compétente.

Exception : emploi de son propre nom

(2) Les articles 11.14 et 11.15 n'ont pas pour effet d'empêcher quiconque d'employer, dans la pratique du commerce, son nom ou celui de son prédécesseur en titre, sauf si cet emploi est fait de façon à induire le public en erreur.

Exception : publicité comparative

(3) Les articles 11.14 et 11.15 n'ont pas pour effet d'empêcher quiconque d'employer une indication

translation of it in any language, in comparative advertising.

Exception not applicable to labels or packaging

(4) Subsection (3) does not apply to comparative advertising on labels or packaging.

Continued use – wines or spirits

11.17 (1) Section 11.14 does not apply to the continued and similar use of a protected geographical indication identifying a wine or spirit, or any translation of it in any language, by a Canadian who has used it in a continuous manner in relation to any business or commercial activity in respect of goods or services

(a) in good faith before April 15, 1994; or

(b) for at least 10 years before that date.

Definition of *Canadian*

(2) For the purposes of subsection (1), *Canadian* means

(a) a Canadian citizen;

(b) a *permanent resident* as defined in subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* who has been ordinarily resident in Canada for not more than one year after the day on which they first became eligible to apply for Canadian citizenship; and

(c) an entity that carries on business in Canada.

Use – certain cheeses

(3) Section 11.15 does not apply to the use, in connection with a business, of any of the indications “Asiago”, “Feta”, “Φέτα” (Feta), “Fontina”, “Gorgonzola” or “Munster”, or any translation of them in any language, by a person if they or their predecessor in title used the indication or the translation in relation to any business or commercial activity in respect of an agricultural product or food of the category of cheeses, as set out in the schedule, before October 18, 2013.

Use with qualifying term

(4) Section 11.15 does not apply to the use, in connection with a business, of any of the indications “Asiago”, “Feta”, “Φέτα” (Feta), “Fontina”, “Gorgonzola” or “Munster”, or any translation of them in any language, in respect of

géographique protégée, ou toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, dans une publicité comparative.

Exclusion : étiquette ou emballage

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas à la publicité comparative figurant sur une étiquette ou un emballage. 5

Emploi continu : vin ou spiritueux

11.17 (1) L'article 11.14 ne s'applique pas à l'emploi continu et similaire, par un Canadien, d'une indication géographique protégée désignant un vin ou un spiritueux, ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, qu'il a employée à l'égard d'une entreprise ou d'une activité commerciale pour des produits ou services et de manière continue :

a) soit de bonne foi avant le 15 avril 1994;

b) soit pendant au moins dix ans avant cette date.

Définition de *Canadiens*

(2) Pour l'application du paragraphe (1), sont des *Canadiens* :

a) les citoyens canadiens;

b) les *résidents permanents* au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui ont résidé habituellement au Canada pendant un maximum d'un an après la date à laquelle ils sont devenus admissibles à la demande de citoyenneté canadienne;

c) les entités qui exploitent une entreprise au Canada.

Emploi : certains fromages

(3) L'article 11.15 ne s'applique pas à l'emploi par une personne des indications « Asiago », « Feta », « Φέτα » (Feta), « Fontina », « Gorgonzola » ou « Munster », ou de toute traduction de celles-ci, en quelque langue que ce soit, à l'égard d'une entreprise si cette personne, ou son prédécesseur en titre, a employé ces indications ou la traduction avant le 18 octobre 2013 à l'égard d'une entreprise ou d'une activité commerciale relative à un produit agricole ou aliment de la catégorie des fromages, figurant à l'annexe. 25 30

Emploi de mots qualificatifs

(4) L'article 11.15 ne s'applique pas à l'emploi, à l'égard d'une entreprise, des indications « Asiago », « Feta », « Φέτα » (Feta), « Fontina », « Gorgonzola » ou « Munster », ou de toute traduction de celles-ci, en quelque langue que ce soit, relativement à un produit agricole ou

an agricultural product or food of the category of cheeses, as set out in the schedule, if

(a) a qualifying term such as “kind”, “type”, “style” or “imitation” is used in connection with the indication or the translation; and

5

(b) the geographical origin of the cheese is clearly displayed on the cheese or on the packaging in which it is distributed, or is in any other manner associated with the cheese so that notice of the cheese’s origin is given to the person to whom the cheese is transferred.

10

Use of the indication “Beaufort”

(5) Section 11.15 does not apply to the use, in connection with a business, of the indication “Beaufort”, or any translation of it in any language, by a person if

(a) the person or their predecessor in title used the indication or the translation for at least 10 years before October 18, 2013 in relation to any business or commercial activity in respect of an agricultural product or food of the category of cheeses, as set out in the schedule; or

15

(b) the person uses the indication or the translation in relation to any business or commercial activity in respect of a cheese product that was produced in the proximity of the Beaufort Range on Vancouver Island in British Columbia.

20

Use of the indication “Nürnberger Bratwürste”

(6) Section 11.15 does not apply to the use, in connection with a business, of the indication “Nürnberger Bratwürste”, or any translation of it in any language, by a person, if they or their predecessor in title used the indication or the translation in relation to any business or commercial activity in respect of an agricultural product or food of the category of fresh, frozen and processed meats, as set out in the schedule, for at least five years before October 18, 2013.

25

30

Use of the indication “Jambon de Bayonne”

(7) Section 11.15 does not apply to the use, in connection with a business, of the indication “Jambon de Bayonne”, or any translation of it in any language, by a person, if they or their predecessor in title used the indication or the translation in relation to any business or commercial activity in respect of an agricultural product or food of the category of dry-cured meats, as set out in the schedule, for at least 10 years before October 18, 2013.

35

40

aliment de la catégorie des fromages, figurant à l’annexe, si à la fois :

a) un qualificatif tel que « genre », « type », « style » ou « imitation » accompagne l’indication ou la traduction;

5

b) l’origine géographique du fromage figure bien en vue sur celui-ci ou sur l’emballage dans lequel il est distribué ou est de toute autre manière associée au fromage de telle sorte que la personne à qui il est transféré est informée de son origine.

10

Emploi de l’indication « Beaufort »

(5) L’article 11.15 ne s’applique pas à l’emploi par une personne de l’indication « Beaufort », ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, à l’égard d’une entreprise, si :

a) soit, la personne, ou son prédécesseur en titre, a employé l’indication ou la traduction à l’égard d’une entreprise ou d’une activité commerciale relative à un produit agricole ou aliment de la catégorie des fromages, figurant à l’annexe, pendant au moins dix ans avant le 18 octobre 2013;

15

20

b) soit, la personne emploie l’indication ou la traduction à l’égard d’une entreprise ou d’une activité commerciale relative à des produits fromagers produits à proximité de la chaîne de montagnes Beaufort, sur l’Île de Vancouver, en Colombie-Britannique.

25

Emploi de l’indication « Nürnberger Bratwürste »

(6) L’article 11.15 ne s’applique pas à l’emploi par une personne de l’indication « Nürnberger Bratwürste », ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, à l’égard d’une entreprise si cette personne, ou son prédécesseur en titre, a employé l’indication ou la traduction pendant au moins cinq ans avant le 18 octobre 2013 à l’égard d’une entreprise ou d’une activité commerciale relative à un produit agricole ou aliment de la catégorie des viandes fraîches, congelées et transformées, figurant à l’annexe.

30

35

Emploi de l’indication « Jambon de Bayonne »

(7) L’article 11.15 ne s’applique pas à l’emploi par une personne de l’indication « Jambon de Bayonne », ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, à l’égard d’une entreprise si cette personne, ou son prédécesseur en titre, a employé l’indication ou la traduction pendant au moins dix ans avant le 18 octobre 2013 à l’égard d’une entreprise ou d’une activité commerciale relative à un produit agricole ou aliment de la catégorie des viandes salées à sec, figurant à l’annexe.

40

Restriction

(8) For the purposes of subsections (3) and (5) to (7), no person is a predecessor in title if they only transferred the right to use the indication or the translation, or both.

1994, c. 47, s. 192; SOR/2004-85, ss.1(1) to (3)

65 (1) Subsections 11.18(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

Exception for disuse

11.18 (1) Sections 11.14 and 11.15 and paragraphs 12(1)(g) to (h.1) do not prevent the adoption, use or registration as a trade-mark or otherwise, in connection with a business, of a protected geographical indication, or any translation of it in any language, if the indication has ceased to be protected by the law applicable to the territory in which the wine or spirit or the agricultural product or food is identified as originating, or has fallen into disuse in that territory.

Exceptions for customary names

(2) Sections 11.14 and 11.15 and paragraphs 12(1)(g) to (h.1) do not prevent the adoption, use or registration as a trade-mark or otherwise, in connection with a business, of a protected geographical indication that is identical to

(a) a term customary in common language in Canada as the common name for the wine or spirit or the agricultural product or food;

(b) a customary name of a grape variety existing in Canada on or before the day on which the WTO Agreement comes into force; or

(c) a customary name of a plant variety or an animal breed existing in Canada on or before the day on which the indication is entered on the list kept under subsection 11.12(1).

Exception for translation – customary term

(2.1) Sections 11.14 and 11.15 and paragraphs 12(1)(g) to (h.1) do not prevent the adoption, use or registration as a trade-mark or otherwise, in connection with a business, of a translation of a protected geographical indication that is identical to a term customary in common language in Canada as the common name for a wine or spirit or an agricultural product or food.

Restriction

(8) Pour l'application des paragraphes (3) et (5) à (7), n'est pas un prédecesseur en titre celui qui a uniquement transféré le droit d'employer l'indication ou une traduction de celle-ci, ou les deux.

1994, ch. 47, par. 192; DORS/2004-85, par. 1(1) à (3)

65 (1) Les paragraphes 11.18(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Exception : non-emploi

11.18 (1) Les articles 11.14 et 11.15 et les alinéas 12(1)g) à h.1) n'ont pas pour effet d'empêcher l'adoption, l'emploi ou l'enregistrement à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement, d'une indication géographique protégée, ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, si l'indication a cessé d'être protégée par le droit applicable au territoire d'origine du vin ou spiritueux ou du produit agricole ou aliment ou si elle est tombée en désuétude dans ce territoire.

Exception : nom usuel

(2) Les articles 11.14 et 11.15 et les alinéas 12(1)g) à h.1) n'ont pas pour effet d'empêcher l'adoption, l'emploi ou l'enregistrement à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement, d'une indication géographique protégée qui est identique :

(a) soit au terme usuel employé dans le langage courant au Canada comme nom commun du vin ou spiritueux ou du produit agricole ou aliment;

(b) soit au nom usuel d'une variété de cépage existant au Canada à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC;

(c) soit au nom usuel d'une variété végétale ou d'une race animale existant au Canada à la date où l'indication a été inscrite sur la liste tenue en application du paragraphe 11.12(1).

Exception relative à une traduction : terme usuel

(2.1) Les articles 11.14 et 11.15 et les alinéas 12(1)g) à h.1) n'ont pas pour effet d'empêcher l'adoption, l'emploi ou l'enregistrement à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement, d'une traduction d'une indication géographique protégée lorsqu'elle est identique à un terme usuel employé dans le langage courant au Canada comme nom commun d'un vin ou spiritueux ou d'un produit agricole ou aliment.

Exception for common names for wines

(3) Subsections 11.14(1) to (3) and paragraph 12(1)(g) do not prevent the adoption, use or registration as a trade-mark or otherwise, in connection with a business, of the following indications in respect of wines:

1994, c. 47, s. 192

(2) The portion of subsection 11.18(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Exception for common names for spirits

(4) Subsections 11.14(4) to (6) and paragraph 12(1)(h) do not prevent the adoption, use or registration as a trade-mark or otherwise, in connection with a business, of the following indications in respect of spirits:

1994, c. 47, s. 192

(3) Subsection 11.18(5) of the Act is replaced by the following:

Exception for common names for agricultural products or food

(4.1) Section 11.15 and paragraph 12(1)(h.1) do not prevent the adoption, use or registration as a trade-mark or otherwise, in connection with a business, of the following indications in respect of an agricultural product or food:

- (a) Valencia Orange;
- (b) Orange Valencia;
- (c) Valencia;
- (d) Black Forest Ham;
- (e) Jambon Forêt Noire;
- (f) Tiroler Bacon;
- (g) Bacon Tiroler;
- (h) Parmesan;
- (i) St. George Cheese;
- (j) Fromage St-George; and
- (k) Fromage St-Georges.

Exception : noms communs de vins

(3) Les paragraphes 11.14(1) à (3) et l'alinéa 12(1)g) n'ont pas pour effet d'empêcher l'adoption, l'emploi ou l'enregistrement à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement, des indication ci-après, pour ce qui est des vins :

1994, ch. 47, art. 192

(2) Le passage du paragraphe 11.18(4) précédant l'alinéa a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception : noms communs de spiritueux

(4) Les paragraphes 11.14(4) à (6) et l'alinéa 12(1)h) n'ont pas pour effet d'empêcher l'adoption, l'emploi ou l'enregistrement à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement, des indications ci-après, pour ce qui est des spiritueux :

1994, ch. 47, art. 192

(3) Le paragraphe 11.18(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception : noms communs de produits agricoles ou aliments

(4.1) L'article 11.15 et l'alinéa 12(1)h.1) n'ont pas pour effet d'empêcher l'adoption, l'emploi ou l'enregistrement à l'égard d'une entreprise, comme marque de commerce ou autrement, des indications ci-après, pour ce qui est des produits agricoles ou aliments :

- a) Valencia Orange;
- b) Orange Valencia;
- c) Valencia;
- d) Black Forest Ham;
- e) Jambon Forêt Noire;
- f) Tiroler Bacon;
- g) Bacon Tiroler;
- h) Parmesan;
- i) St. George Cheese;
- j) Fromage St-George;
- k) Fromage St-Georges.

Spelling variations

(4.2) For purposes of subsection (4.1), the indications set out in paragraphs (f) and (g) include spelling variations of those indications in English and French.

Exception — “county”

(4.3) Section 11.15 and paragraph 12(1)(h.1) do not prevent the adoption, use or registration as a trade-mark or otherwise, in connection with a business, of the term “county”, or any translation of it in any language, in association with an agricultural product or food if that term is used to refer to the name of a territorial division or an administrative division of a territory.

Powers of Governor in Council

(5) The Governor in Council may, by order, amend any of subsections (3) to (4.1) by adding or deleting an indication in respect of a wine or spirit or an agricultural product or food, as the case may be.

1994, c. 47, s. 192

66 Subsection 11.19(2) of the Act is replaced by the following:

Proceedings after five years

(2) In proceedings respecting a registered trade-mark commenced after the expiry of five years from the earlier of the date of registration of the trade-mark in Canada and the date on which use of the trade-mark by the person who filed the application for registration of the trade-mark or that person’s predecessor in title has become generally known in Canada, the registration must not be expunged or amended or held invalid on the basis of any of paragraphs 12(1)(g) to (h.1) unless it is established that the person who filed the application for registration of the trade-mark did so with knowledge that the trade-mark was in whole or in part a protected geographical indication.

1994, c. 47, s. 192

67 Section 11.2 of the Act is replaced by the following:

Acquired rights — wines

11.2 (1) Section 11.14 and paragraph 12(1)(g) do not prevent the adoption, use or registration as a trade-mark in association with a wine of a protected geographical indication, or any translation of it in any language, by a person if they have, in good faith, before the later of January 1, 1996 and the day on which protection of the indication in the territory indicated by the indication begins,

Variantes orthographiques

(4.2) Pour l’application du paragraphe (4.1), les indications figurant aux alinéas f) et g) comprennent les variantes orthographiques, en français et en anglais, de ces indications.

Exception : « comté »

(4.3) L’article 11.15 et l’alinéa 12(1)h.1 n’ont pas pour effet d’empêcher l’adoption, l’emploi ou l’enregistrement à l’égard d’une entreprise, comme marque de commerce ou autrement, du terme « comté » — ou de toute traduction de celui-ci, en quelque langue que ce soit —, en liaison avec des produits agricoles ou aliments, si ce terme est utilisé pour faire renvoi au nom d’une division territoriale ou administrative d’un territoire.

Pouvoirs du gouverneur en conseil

(5) Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l’un ou l’autre des paragraphes (3) à (4.1) par l’adjonction ou la suppression d’indications désignant un vin ou un spiritueux, ou un produit agricole ou un aliment, selon le cas.

1994, ch. 47, art. 192

66 Le paragraphe 11.19(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Procédures après cinq ans

(2) Dans le cas de procédures concernant une marque de commerce déposée engagées après l’expiration des cinq ans suivant le premier en date du jour de l’enregistrement de la marque de commerce au Canada et du jour où l’usage de la marque de commerce par la personne qui a demandé l’enregistrement ou son prédécesseur en titre a été généralement connu au Canada, l’enregistrement ne peut être radié, modifié ou tenu pour invalide du fait de l’un des alinéas 12(1)g) à h.1) que s’il est établi que la personne qui a demandé l’enregistrement l’a fait tout en sachant que la marque était en tout ou en partie une indication géographique protégée.

1994, ch. 47, art. 192

67 L’article 11.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Droits acquis : vin

11.2 (1) L’article 11.14 et l’alinéa 12(1)g) n’ont pas pour effet d’empêcher l’adoption, l’emploi ou l’enregistrement, comme marque de commerce en liaison avec un vin, d’une indication géographique protégée, ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, par une personne qui, de bonne foi, avant le 1^{er} janvier 1996 ou, si elle est postérieure, avant la date à laquelle commence la

(a) filed an application in accordance with section 30 for, or secured the registration of, the trade-mark in association with a wine; or

(b) acquired rights through use to the trade-mark in respect of a wine.

Acquired rights – spirits

(2) Section 11.14 and paragraph 12(1)(h) do not prevent the adoption, use or registration as a trade-mark in association with a spirit of a protected geographical indication, or any translation of it in any language, by a person if they have, in good faith, before the later of January 1, 1996 and the day on which protection of the indication in the territory indicated by the indication begins,

(a) filed an application in accordance with section 30 for, or secured the registration of, the trade-mark in association with a spirit; or

(b) acquired rights through use to the trade-mark in respect of a spirit.

Acquired rights – agricultural products and food

(3) Section 11.15 and paragraph 12(1)(h.1) do not prevent the adoption, use or registration as a trade-mark in association with an agricultural product or food of a category set out in the schedule of a protected geographical indication, or any translation of it in any language, by a person if they have, in good faith, before the day on which a statement by the Minister is published under subsection 11.12(2) or (2.1) in respect of the indication or translation,

(a) filed an application in accordance with section 30 for, or secured the registration of, the trade-mark in association with an agricultural product or food belonging to the same category; or

(b) acquired rights through use to the trade-mark in respect of an agricultural product or food belonging to the same category.

Removal from the list

11.21 (1) On the application of any person interested, the Federal Court has exclusive jurisdiction to order the

protection relative à l'indication sur le territoire visé par l'indication :

a) soit a produit une demande conformément à l'article 30 en vue de l'enregistrement de la marque de commerce en liaison avec un vin, ou a obtenu cet enregistrement;

b) soit a acquis par l'usage le droit à la marque de commerce en liaison avec un vin.

Droits acquis : spiritueux

(2) L'article 11.14 et l'alinéa 12(1)h) n'ont pas pour effet d'empêcher l'adoption, l'emploi ou l'enregistrement, comme marque de commerce en liaison avec un spiritueux, d'une indication géographique protégée, ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, par une personne qui, de bonne foi, avant le 1^{er} janvier 1996 ou, si elle est postérieure, avant la date à laquelle commence la protection relative à l'indication sur le territoire visé par l'indication :

a) soit a produit une demande conformément à l'article 30 en vue de l'enregistrement de la marque de commerce en liaison avec un spiritueux, ou a obtenu cet enregistrement;

b) soit a acquis par l'usage le droit à la marque de commerce en liaison avec un spiritueux.

Droits acquis : produit agricole et aliment

(3) L'article 11.15 et l'alinéa 12(1)h.1) n'ont pas pour effet d'empêcher l'adoption, l'emploi ou l'enregistrement, comme marque de commerce en liaison avec un produit agricole ou aliment d'une catégorie figurant à l'annexe, d'une indication géographique protégée, ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, par une personne qui, de bonne foi, avant la publication de l'énoncé d'intention aux termes des paragraphes 11.12(2) ou (2.1) à l'égard de l'indication ou de la traduction :

a) soit a produit une demande conformément à l'article 30 en vue de l'enregistrement de la marque de commerce en liaison avec un produit agricole ou aliment appartenant à la même catégorie, ou a obtenu cet enregistrement;

b) soit a acquis par l'usage le droit à la marque de commerce en liaison avec un produit agricole ou aliment appartenant à la même catégorie.

Suppression de la liste

11.21 (1) Sur demande de toute personne intéressée, la Cour fédérale a la compétence exclusive d'ordonner au

Registrar to remove an indication or a translation from the list of geographical indications kept under subsection 11.12(1) on any of the grounds set out in subsection (2) or (3), as the case may be.

Grounds — indication

(2) The grounds for the removal of an indication are

(a) that, on the day on which the application is made, the indication is not a geographical indication;

(b) that, on the day on which the application is made, the indication is identical to a term customary in common language in Canada as the common name for the wine or spirit or the agricultural product or food;

(c) that, except in the case of an indication identifying a wine or spirit or an agricultural product or food as originating in Canada, when the statement by the Minister in respect of the indication is published or on the day on which the application is made, the indication is not protected by the law applicable to the territory in which the wine or spirit or the agricultural product or food is identified as originating;

(d) in the case of an indication identifying an agricultural product or food, that, when the statement by the Minister is published, the indication is confusing with

(i) a registered trade-mark, or

(ii) a trade-mark that was previously used in Canada and that has not been abandoned; or

(e) in the case of an indication identifying an agricultural product or food, that

(i) when the statement by the Minister is published, the indication is confusing with a trade-mark in respect of which an application for registration was previously filed in Canada, and

(ii) on the day on which the application is made, that application for registration remains pending or the trade-mark is registered.

Grounds — translation

(3) The grounds for the removal of a translation are

(a) that, on the day on which the application is made, the translation is identical to a term customary in common language in Canada as the common name for the agricultural product or food;

registraire de supprimer une indication ou une traduction de la liste tenue en application du paragraphe 11.12(1) pour l'un des motifs prévus aux paragraphes (2) ou (3), selon le cas.

Motifs : indication

(2) Les motifs que peut invoquer la Cour fédérale pour la suppression d'une indication sont les suivants :

(a) à la date de la demande à la Cour, l'indication n'est pas une indication géographique;

(b) à la date de la demande à la Cour, l'indication est identique au terme usuel employé dans le langage courant au Canada comme nom commun du vin ou spiritueux ou du produit agricole ou aliment;

(c) sauf dans le cas où l'indication désigne un vin ou spiritueux ou un produit agricole ou aliment dont le lieu d'origine est le Canada, lors de la publication de l'énoncé d'intention relatif à l'indication ou à la date de la demande à la Cour, l'indication n'est pas protégée par le droit applicable au territoire d'origine du produit désigné;

(d) dans le cas d'une indication désignant un produit agricole ou un aliment, lors de la publication de l'énoncé d'intention, l'indication crée de la confusion avec :

(i) une marque de commerce déposée,

(ii) une marque de commerce employée antérieurement au Canada qui n'a pas été abandonnée;

(e) dans le cas d'une indication désignant un produit agricole ou un aliment, les conditions suivantes sont remplies :

(i) lors de la publication de l'énoncé d'intention, l'indication crée de la confusion avec une marque de commerce à l'égard de laquelle une demande d'enregistrement avait été antérieurement produite au Canada,

(ii) à la date de la demande à la Cour, la demande d'enregistrement est toujours pendante ou la marque de commerce est enregistrée.

Motifs : traduction

(3) Les motifs que peut invoquer la Cour fédérale pour la suppression d'une traduction sont les suivants :

(a) à la date de la demande à la Cour, la traduction est identique au terme usuel employé dans le langage

(b) that, when the statement by the Minister in respect of the translation is published, the translation is confusing with

(i) a registered trade-mark, or

(ii) a trade-mark that was previously used in Canada and that has not been abandoned;

(c) that

(i) when the statement by the Minister in respect of the translation is published, the translation is confusing with a trade-mark in respect of which an application for registration was previously filed in Canada, and

(ii) on the day on which the application is made, that application for registration remains pending or the trade-mark is registered; or

(d) that, when the statement by the Minister in respect of the translation is published, the translation is not a faithful translation of the indication.

How application is made

(4) An application shall be made by the filing of an originating notice of motion, by counter-claim in an action for an act contrary to section 11.14 or 11.15, or by statement of claim in an action claiming additional relief under this Act.

Summary proceedings

(5) The proceedings on an application shall be heard and determined summarily on evidence adduced by affidavit unless the Federal Court directs otherwise.

Effect of order on translation

(6) If the Federal Court orders the removal of an indication identifying an agricultural product or food from the list, the Registrar shall remove any translation of that indication from the list.

CETA indications

11.22 Paragraph 11.18(2)(a) and section 11.21 do not apply with respect to a protected geographical indication that is listed in Part A of Annex 20-A, as amended from time to time, of Chapter Twenty of the Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States, done at Brussels on October 30, 2016.

courant au Canada comme nom commun du produit agricole ou aliment;

b) lors de la publication de l'énoncé d'intention relatif à la traduction, la traduction crée de la confusion avec :

(i) une marque de commerce déposée,

(ii) une marque de commerce employée antérieurement au Canada qui n'a pas été abandonnée;

c) les conditions suivantes sont remplies :

(i) lors de la publication de l'énoncé d'intention relatif à la traduction, la traduction crée de la confusion avec une marque de commerce à l'égard de laquelle une demande d'enregistrement avait été antérieurement produite au Canada,

(ii) à la date de la demande à la Cour, la demande d'enregistrement est toujours pendante ou la marque de commerce est enregistrée;

d) lors de la publication de l'énoncé d'intention relatif à la traduction, la traduction n'est pas fidèle à l'indication.

Demande

(4) La demande est faite par la production d'un avis de requête, par une demande reconventionnelle dans une action ayant trait à un acte contraire aux articles 11.14 ou 11.15 ou par une déclaration dans une action demandant un redressement additionnel en vertu de la présente loi.

Procédures par voie sommaire

(5) Les procédures sont entendues et jugées par voie sommaire sur une preuve produite par affidavit, à moins que la Cour fédérale n'en ordonne autrement.

Effet de l'ordonnance sur les traductions

(6) Lorsque la Cour fédérale ordonne la suppression de la liste d'une indication désignant un produit agricole ou aliment, le registraire supprime également de la liste toute traduction de cette indication.

Indications : AÉCG

11.22 L'alinéa 11.18(2)a) et l'article 11.21 ne s'appliquent pas aux indications géographiques protégées qui figurent à la partie A de l'annexe 20-A, avec ses modifications successives, du chapitre Vingt de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016.

Canada — Korea indications

11.23 Paragraphs 11.18(2)(a) and (c) and section 11.21 do not apply with respect to an indication that is a protected geographical indication and that is included in the following list:

- (a) GoryeoHongsam; 5
- (b) GoryeoBaeksam;
- (c) GoryeoSusam;
- (d) IcheonSsal;
- (e) ginseng rouge de Corée;
- (f) ginseng blanc de Corée; 10
- (g) ginseng frais de Corée;
- (h) riz Icheon;
- (i) Korean Red Ginseng;
- (j) Korean White Ginseng;
- (k) Korean Fresh Ginseng; 15
- (l) Icheon Rice.

Powers of Governor in Council

11.24 The Governor in Council may, by order, amend the schedule by adding or deleting a category of agricultural product or food.

68 Paragraphs 12(1)(g) and (h) of the Act are replaced by the following: 20

- (g) in whole or in part a protected geographical indication identifying a wine, where the trade-mark is to be registered in association with a wine not originating in a territory indicated by the geographical indication; 25
- (h) in whole or in part a protected geographical indication identifying a spirit, where the trade-mark is to be registered in association with a spirit not originating in a territory indicated by the geographical indication; 30
- (h.1) in whole or in part a protected geographical indication, and the trade-mark is to be registered in association with an agricultural product or food — belonging to the same category, as set out in the schedule, as the agricultural product or food identified by the protected geographical indication — not 35

Indications : Canada - Corée

11.23 Les alinéas 11.18(2)a) et c) et l'article 11.21 ne s'appliquent pas à une indication qui est une indication géographique protégée et qui figure sur la liste suivante :

- a) GoryeoHongsam; 5
- b) GoryeoBaeksam; 5
- c) GoryeoSusam;
- d) IcheonSsal;
- e) ginseng rouge de Corée;
- f) ginseng blanc de Corée;
- g) ginseng frais de Corée; 10
- h) riz Icheon;
- i) Korean Red Ginseng;
- j) Korean White Ginseng;
- k) Korean Fresh Ginseng;
- l) Icheon Rice. 15

Pouvoirs du gouverneur en conseil

11.24 Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe par l'adjonction ou la suppression d'une catégorie de produits agricoles ou d'aliments.

68 Les alinéas 12(1)g) et h) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 20

- g) elle est constituée, en tout ou en partie, d'une indication géographique protégée désignant un vin et elle doit être enregistrée en liaison avec un vin dont le lieu d'origine ne se trouve pas sur le territoire visé par l'indication; 25
- h) elle est constituée, en tout ou en partie, d'une indication géographique protégée désignant un spiritueux et elle doit être enregistrée en liaison avec un spiritueux dont le lieu d'origine ne se trouve pas sur le territoire visé par l'indication; 30
- h.1) elle est constituée, en tout ou en partie, d'une indication géographique protégée et elle doit être enregistrée en liaison avec un produit agricole ou un aliment appartenant à la même catégorie figurant à l'annexe que celle à laquelle appartient le produit désigné par l'indication géographique protégée dont le lieu 35

originating in a territory indicated by the geographical indication; and

1994, c. 47, s. 196

69 Subsection 20(2) of the Act is replaced by the following:

Exception

(2) The registration of a trade-mark does not prevent a person from making any use of any of the indications mentioned in subsection 11.18(3) in association with a wine, any of the indications mentioned in subsection 11.18(4) in association with a spirit or any of the indications mentioned in subsection 11.18(4.1) in association with an agricultural product or food.

2014, c. 32, s. 43

70 (1) The definition *relevant registered trade-mark* in section 51.02 of the Act is replaced by the following:

relevant protected mark means

(a) a trade-mark registered for goods that is identical to, or cannot be distinguished in its essential aspects from, a trade-mark on such goods, including their labels or packaging, that are detained by a customs officer; or

(b) a protected geographical indication identifying, as the case may be, a wine or spirit, or an agricultural product or food of a category set out in the schedule, that is identical to, or cannot be distinguished in its essential aspects from, an indication on such a wine or spirit or such an agricultural product or food, or on their labels or packaging, that is detained by a customs officer. (*marque protégée en cause*)

(2) Section 51.02 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

owner, with respect to a protected geographical indication identifying a wine or spirit or agricultural product or food, means the responsible authority, as defined in section 11.11, for the wine or spirit or agricultural product or food identified by the indication. (*propriétaire*)

protected mark means a registered trade-mark or a protected geographical indication. (*marque protégée*)

d'origine ne se trouve pas sur le territoire visé par l'indication;

1994, ch. 47, art. 196

69 Le paragraphe 20(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception

(2) L'enregistrement d'une marque de commerce n'a pas pour effet d'empêcher une personne d'employer les indications mentionnées au paragraphe 11.18(3) en liaison avec un vin, les indications mentionnées au paragraphe 11.18(4) en liaison avec un spiritueux ou les indications mentionnées au paragraphe 11.18(4.1) en liaison avec un produit agricole ou aliment.

2014, ch. 32, art. 43

70 (1) La définition de *marque de commerce déposée en cause*, à l'article 51.02 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

marque protégée en cause Selon le cas :

a) marque de commerce déposée à l'égard de produits, qui est identique à la marque de commerce apposée sur de tels produits retenus par l'agent des douanes, ou sur l'étiquette ou l'emballage de ceux-ci, ou qui est impossible à distinguer d'une telle marque dans ses aspects essentiels;

b) indication géographique protégée désignant, selon le cas, un vin ou spiritueux ou un produit agricole ou aliment d'une catégorie figurant à l'annexe, qui est identique à une indication géographique apposée sur un vin ou spiritueux ou un produit agricole ou aliment retenu par l'agent des douanes ou sur l'étiquette ou l'emballage de ceux-ci, ou qui est impossible à distinguer d'une telle indication dans ses aspects essentiels. (*relevant protected mark*)

(2) L'article 51.02 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

marque protégée Marque de commerce déposée ou indication géographique protégée. (*protected mark*)

propriétaire Relativement à une indication géographique protégée désignant un vin, spiritueux, produit agricole ou aliment, l'autorité compétente, au sens de l'article 11.11, à l'égard de ce vin, spiritueux, produit agricole ou aliment. (*owner*)

2014, c. 32, s. 43

71 Subsection 51.03(3) of the Act is replaced by the following:

Wine or spirits

(2.1) Wine or spirits shall not be imported or exported if they, or their labels or packaging, bear a protected geographical indication and the wine or spirits

(a) do not originate in the territory indicated by the indication; or

(b) do originate in the territory indicated by the indication but were not produced or manufactured in accordance with the law applicable to that territory.

Agricultural products or food

(2.2) An agricultural product or food of a category set out in the schedule shall not be imported or exported if it, or its label or packaging, bears a protected geographical indication and the agricultural product or food

(a) does not originate in the territory indicated by the indication; or

(b) does originate in the territory indicated by the indication, but was not produced or manufactured in accordance with the law applicable to that territory.

Exception

(2.3) Subsections (2.1) and (2.2) do not apply if

(a) the sale or distribution of the wine or spirit or the agricultural product or food — or, if the label or packaging of that wine, spirit or agricultural product or food bears a protected geographical indication and the sale or distribution of that wine, spirit or agricultural product or food in association with that label or packaging — would not be contrary to this Act;

(b) the wine or spirit or the agricultural product or food is imported or exported by an individual in their possession or baggage and the circumstances, including the number of such goods, indicate that they are intended only for the individual's personal use; or

(c) the wine or spirit or the agricultural product or food, while being shipped from one place outside Canada to another, is in customs transit control or customs transshipment control in Canada.

2014, ch. 32, art. 43

71 Le paragraphe 51.03(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Vins ou spiritueux

(2.1) Les vins ou spiritueux qui portent — ou dont l'étiquette ou l'emballage porte — une indication géographique protégée sont interdits d'importation et d'exportation dans les cas suivants :

a) leur lieu d'origine ne se trouve pas sur le territoire visé par l'indication;

b) leur lieu d'origine se trouve sur le territoire visé par l'indication, mais ils ne sont pas produits ou fabriqués en conformité avec le droit applicable à ce territoire.

Produits agricoles ou aliments

(2.2) Les produits agricoles ou aliments d'une catégorie figurant à l'annexe qui portent — ou dont l'étiquette ou l'emballage porte — une indication géographique protégée sont interdits d'importation et d'exportation dans les cas suivants :

a) leur lieu d'origine ne se trouve pas sur le territoire visé par l'indication;

b) leur lieu d'origine se trouve sur le territoire visé par l'indication, mais ils ne sont pas produits ou fabriqués en conformité avec le droit applicable à ce territoire.

Exception

(2.3) Les paragraphes (2.1) et (2.2) ne s'appliquent pas si l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie :

a) la vente ou la distribution des vins ou spiritueux ou des produits agricoles ou aliments en cause ou, si l'indication géographique protégée est apposée sur leur étiquette ou leur emballage, leur vente ou distribution en liaison avec l'étiquette ou l'emballage ne serait pas contraire à la présente loi;

b) les vins ou spiritueux ou les produits agricoles ou aliments sont importés ou exportés par une personne physique qui les a en sa possession ou dans ses bagages et les circonstances, notamment le nombre de produits, indiquent que ceux-ci ne sont destinés qu'à son usage personnel;

c) les vins ou spiritueux ou les produits agricoles ou aliments sont, pendant leur expédition à partir d'un endroit à l'étranger vers un autre, en transit au Canada sous la surveillance de la douane ou transbordés au Canada sous cette surveillance.

Restriction

(3) The contravention of subsection (1), (2.1) or (2.2) does not give rise to a remedy under section 53.2.

2014, c. 32, s. 43

72 Section 51.04 of the Act is replaced by the following:

Request for assistance

51.04 (1) The owner of a protected mark may file with the Minister, in the form and manner specified by the Minister, a request for assistance in pursuing remedies under this Act with respect to goods imported or exported in contravention of section 51.03.

Information in request

(2) The request for assistance shall include the name and address in Canada of the owner of the protected mark and any other information that is required by the Minister, including information about the trade-mark and the goods for which it is registered or, in the case of a geographical indication, the goods identified by the indication.

Validity period

(3) A request for assistance is valid for a period of two years beginning on the day on which it is accepted by the Minister. The Minister may, at the request of the owner of the protected mark, extend the period for two years, and may do so more than once.

Security

(4) The Minister may, as a condition of accepting a request for assistance or of extending a request's period of validity, require that the owner of the protected mark furnish security, in an amount and form fixed by the Minister, for the payment of an amount for which the owner of the protected mark becomes liable under section 51.09.

Update

(5) The owner of the protected mark shall inform the Minister in writing, as soon as feasible, of any changes to

(a) the validity of the protected mark that is the subject of the request for assistance;

(b) the ownership of the protected mark; or

(c) the goods for which the trade-mark is registered or, in the case of a geographical indication, the goods identified by the indication.

Restriction

(3) La contravention aux paragraphes (1), (2.1) ou (2.2) ne donne pas ouverture à un recours au titre de l'article 53.2.

2014, ch. 32, art. 43

72 L'article 51.04 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Demande d'aide

51.04 (1) Le propriétaire d'une marque protégée peut présenter au ministre, selon les modalités que celui-ci précise, une demande d'aide en vue de faciliter l'exercice de ses recours au titre de la présente loi à l'égard des produits importés ou exportés en contravention de l'article 51.03.

Contenu de la demande

(2) La demande d'aide précise les nom et adresse au Canada du propriétaire de la marque protégée, ainsi que tout autre renseignement exigé par le ministre, notamment en ce qui a trait à la marque et aux produits pour lesquels la marque a été déposée ou, dans le cas d'une indication géographique, les produits qui sont désignés par celle-ci.

Période de validité

(3) La demande d'aide est valide pour une période de deux ans à compter du jour de son acceptation par le ministre. Celui-ci peut, sur demande du propriétaire de la marque protégée, prolonger de deux ans cette période, et ce, plus d'une fois.

Sûreté

(4) Le ministre peut exiger, comme condition d'acceptation de la demande d'aide ou de la prolongation de la période de validité de celle-ci, qu'une sûreté, dont il fixe le montant et la nature, soit fournie par le propriétaire de la marque protégée afin de garantir l'exécution des obligations de ce dernier au titre de l'article 51.09.

Tenue à jour

(5) Le propriétaire de la marque protégée est tenu d'informer par écrit le ministre, dès que possible, de tout changement relatif :

a) à la validité de la marque protégée qui fait l'objet de la demande d'aide;

b) à la propriété de cette marque;

2014, c. 32, s. 43

73 The portion of subsection 51.06(1) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Fourniture de renseignements en vue de l'exercice de recours

51.06 (1) L'agent des douanes qui a des motifs raisonnables de soupçonner que des produits qu'il retient en vertu de l'article 101 de la *Loi sur les douanes* sont interdits d'importation ou d'exportation au titre de l'article 51.03 peut, à sa discrétion, fournir au propriétaire de la marque protégée en cause, si celui-ci a présenté une demande d'aide acceptée par le ministre à l'égard de cette marque, des échantillons des produits ainsi que des renseignements au sujet des produits qui pourraient lui être utiles pour l'exercice de ses recours au titre de la présente loi, tels que :

2002, c. 8, s. 177

74 Section 61 of the Act is replaced by the following:

Judgments

61 An officer of the Registry of the Federal Court shall file with the Registrar a certified copy of every judgment or order made by the Federal Court, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada relating to any trade-mark on the register or to any protected geographical indication.

75 The Act is amended by adding the following before section 66:

Regulations

65.2 The Governor in Council may make regulations

(a) respecting the list to be kept under subsection 11.12(1), including information relating to the listed geographical indications and translations to be included on the list; and

(b) respecting proceedings under section 11.13, including documents relating to those proceedings.

1993, c. 15, s. 71

76 The heading before section 69 of the Act is replaced by the following:

2014, ch. 32, art. 43

73 Le passage du paragraphe 51.06(1) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Fourniture de renseignements en vue de l'exercice de recours

51.06 (1) L'agent des douanes qui a des motifs raisonnables de soupçonner que des produits qu'il retient en vertu de l'article 101 de la *Loi sur les douanes* sont interdits d'importation ou d'exportation au titre de l'article 51.03 peut, à sa discrétion, fournir au propriétaire de la marque protégée en cause, si celui-ci a présenté une demande d'aide acceptée par le ministre à l'égard de cette marque, des échantillons des produits ainsi que des renseignements au sujet des produits qui pourraient lui être utiles pour l'exercice de ses recours au titre de la présente loi, tels que :

2002, ch. 8, art. 177

74 L'article 61 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Jugements

61 Un fonctionnaire du greffe de la Cour fédérale produit au registraire une copie certifiée de tout jugement ou de toute ordonnance de la Cour fédérale, de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour suprême du Canada relativement à une marque de commerce figurant au registre ou à une indication géographique protégée.

75 La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 66, de ce qui suit :

Règlements

65.2 Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements :

a) concernant la liste tenue en application du paragraphe 11.12(1), notamment les renseignements relatifs aux indications géographiques et aux traductions à y inscrire;

b) concernant la procédure visée à l'article 11.13, notamment les documents relatifs à celle-ci.

1993, ch. 15, art. 71

76 L'intertitre précédant l'article 69 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Transitional Provisions

Use of the indication “Beaufort”

68.1 (1) During the period that begins on the day on which this subsection comes into force and ends on the fifth anniversary of that day, section 11.15 does not apply to the use, in connection with a business, of the indication “Beaufort”, or any translation of it in any language, by a person if they or their predecessor in title used the indication or the translation in relation to any business or commercial activity in respect of an agricultural product or food of the category of cheeses, as set out in the schedule, for less than 10 years before October 18, 2013.

Use of the indication “Nürnberger Bratwürste”

(2) During the period that begins on the day on which this subsection comes into force and ends on the fifth anniversary of that day, section 11.15 does not apply to the use, in connection with a business, of the indication “Nürnberger Bratwürste”, or any translation of it in any language, by a person if they or their predecessor in title used the indication or the translation in relation to any business or commercial activity in respect of an agricultural product or food of the category of fresh, frozen and processed meats, as set out in the schedule, for less than five years before October 18, 2013.

Use of the indication “Jambon de Bayonne”

(3) During the period that begins on the day on which this subsection comes into force and ends on the fifth anniversary of that day, section 11.15 does not apply to the use, in connection with a business, of the indication “Jambon de Bayonne”, or any translation of it in any language, by a person if they or their predecessor in title used the indication or the translation in relation to any business or commercial activity in respect of an agricultural product or food of the category of dry-cured meats, as set out in the schedule, for less than 10 years before October 18, 2013.

Restriction

(4) For the purposes of subsections 68.1(1) to (3), no person is a predecessor in title if they only transferred the right to use the indication or the translation, or both.

77 The Act is amended by adding, at the end of the Act, the schedule set out in Schedule 2 to this Act.

Dispositions transitoires

Emploi de l'indication « Beaufort »

68.1 (1) Au cours de la période débutant à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant au cinquième anniversaire de cette date, l'article 11.15 ne s'applique pas à l'emploi par une personne de l'indication « Beaufort », ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, à l'égard d'une entreprise, si cette personne, ou son prédécesseur en titre, a employé l'indication ou la traduction à l'égard d'une entreprise ou d'une activité commerciale relative à un produit agricole ou aliment de la catégorie des fromages, figurant à l'annexe, pendant moins de dix ans avant le 18 octobre 2013.

Emploi de l'indication « Nürnberger Bratwürste »

(2) Au cours de la période débutant à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant au cinquième anniversaire de cette date, l'article 11.15 ne s'applique pas à l'emploi par une personne de l'indication « Nürnberger Bratwürste », ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, à l'égard d'une entreprise, si cette personne, ou son prédécesseur en titre, a employé l'indication ou la traduction à l'égard d'une entreprise ou d'une activité commerciale relative à un produit agricole ou aliment de la catégorie des viandes fraîches, congelées et transformées, figurant à l'annexe, pendant moins de cinq ans avant le 18 octobre 2013.

Emploi de l'indication « Jambon de Bayonne »

(3) Au cours de la période débutant à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant au cinquième anniversaire de cette date, l'article 11.15 ne s'applique pas à l'emploi par une personne de l'indication « Jambon de Bayonne », ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, à l'égard d'une entreprise, si cette personne, ou son prédécesseur en titre, a employé l'indication ou la traduction à l'égard d'une entreprise ou d'une activité commerciale relative à un produit agricole ou aliment de la catégorie des viandes salées à sec, figurant à l'annexe, pendant moins de dix ans avant le 18 octobre 2013.

Restriction

(4) Pour l'application des paragraphes 68.1(1) à (3), n'est pas considéré comme un prédécesseur en titre celui qui a uniquement transféré le droit d'employer l'indication ou la traduction, ou les deux.

77 La même loi est modifiée par adjonction, à la fin de la loi, de l'annexe figurant à l'annexe 2 de la présente loi.

Replacement of “relevant registered trade-mark”

78 The Act is amended by replacing “relevant registered trade-mark” with “relevant protected mark” wherever it occurs in the following provisions:

- (a) sections 51.05 and 51.06;
- (b) sections 51.08 and 51.09;
- (c) subsection 51.11(5); and
- (d) section 51.12.

Replacement of “trade-mark owner”

79 The English version of the Act is amended by replacing “trade-mark owner” with “owner of the mark” wherever it occurs in the following provisions:

- (a) paragraph 51.06(3)(c); and
- (b) paragraphs 51.09(1)(b) and (c) and 5(a).

R.S., c. 28 (1st Suppl.)

Investment Canada Act

2009, c. 2, s. 449

80 Section 14.2 of the *Investment Canada Act* is replaced by the following:

Limits for trade agreement investors — paragraph 14(1)(a) or (b)

14.11 (1) Despite the limits set out in subsections 14(3) and 14.1(1), an investment described in paragraph 14(1)(a) or (b) by a trade agreement investor, other than a state-owned enterprise, or — if the Canadian business that is the subject of the investment is, immediately prior to the implementation of the investment, controlled by a trade agreement investor — by a non-Canadian other than a trade agreement investor and other than a state-owned enterprise, is reviewable under section 14 only if the enterprise value, calculated in the prescribed manner, of the assets described in paragraph 14(3)(a) or (b), as the case may be, is equal to or greater than

- (a) for an investment implemented at any time in the period that begins on the day on which this paragraph comes into force and that ends on December 31 of the following calendar year, \$1,500,000,000, and
- (b) for an investment implemented in any subsequent calendar year, the amount determined in respect of that calendar year under subsection (3).

Remplacement de « marque de commerce déposée en cause »

78 Dans les passages ci-après de la même loi, « marque de commerce déposée en cause » est remplacé par « marque protégée en cause » :

- a) les articles 51.05 et 51.06;
- b) les articles 51.08 et 51.09;
- c) le paragraphe 51.11(5);
- d) l'article 51.12.

Remplacement de « trade-mark owner »

79 Dans les passages ci-après de la version anglaise de la même loi, « trade-mark owner » est remplacé par « owner of the mark » :

- a) l'alinéa 51.06(3)c);
- b) les alinéas 51.09(1)b) et c) et 5(a).

L.R., ch. 28 (1^{er} suppl.)

Loi sur Investissement Canada

2009, ch. 2, art. 449

80 L'article 14.2 de la *Loi sur Investissement Canada* est remplacé par ce qui suit :

Limites applicables aux investisseurs (traité commercial) — alinéas 14(1)a) ou b)

14.11 (1) Malgré les paragraphes 14(3) et 14.1(1), l'investissement visé aux alinéas 14(1)a) ou b) qui est effectué soit par un investisseur (traité commercial) autre qu'une entreprise d'État, soit — dans le cas où l'entreprise canadienne qui en fait l'objet est, avant que l'investissement ne soit effectué, sous le contrôle d'un investisseur (traité commercial) — par un non-Canadien qui n'est ni un investisseur (traité commercial), ni une entreprise d'État n'est sujet à l'examen prévu à l'article 14 que si la valeur d'affaire, calculée de la façon prévue par règlement, des actifs visés aux alinéas 14(3)a) ou b), selon le cas, est égale ou supérieure à la somme applicable suivante :

- a) pour tout investissement effectué pendant la période commençant à la date d'entrée en vigueur du présent alinéa et se terminant le 31 décembre de l'année civile suivante, un milliard cinq cent millions de dollars;

Limits for trade agreement investors – paragraph 14(1)(c) or (d)

(2) Despite the limits set out in subsections 14(3) and (4), an investment described in paragraph 14(1)(c) or (d) by an investor described in any of the following paragraphs is reviewable under section 14 only if the enterprise value, calculated in the prescribed manner, of the assets described in paragraph 14(3)(b) or subsection 14(4), as the case may be, is equal to or greater than the applicable amount referred to under paragraph (1)(a) or (b):

(a) a trade agreement investor that is neither a *WTO investor* as defined in subsection 14.1(6) nor a state-owned enterprise; or

(b) a non-Canadian that is not a trade agreement investor, a *WTO investor* as defined in subsection 14.1(6) or a state-owned enterprise, if the Canadian business that is the subject of the investment is, immediately prior to the implementation of the investment, controlled by a trade agreement investor.

Amount

(3) The amount for any year for the purposes of paragraph (1)(b) shall be determined by the Minister in January of that year by rounding off to the nearest million dollars the amount arrived at by using the following formula:

(Current Nominal GDP at Market Prices / Previous Year Nominal GDP at Market Prices) × amount determined for previous year

where

(a) the Current Nominal GDP at Market Prices is the average of the Nominal Gross Domestic Products at market prices for the most recent four consecutive quarters; and

(b) the Previous Year Nominal GDP at Market Prices is the average of the Nominal Gross Domestic Products at market prices for the four consecutive quarters for the comparable period in the year preceding the year used in calculating the Current Nominal GDP at Market Prices.

b) pour tout investissement effectué pendant toute année civile subséquente, la somme calculée en application du paragraphe (3) relativement à cette année civile.

Limites applicables aux investisseurs (traité commercial) – alinéas 14(1)c) ou d)

(2) Malgré les paragraphes 14(3) et (4), l'investissement visé aux alinéas 14(1)c) ou d) qui est effectué par l'un ou l'autre des investisseurs ci-après n'est sujet à l'examen prévu à l'article 14 que si la valeur d'affaire, calculée de la façon prévue par règlement, des actifs visés à l'alinéa 14(3)b) ou au paragraphe 14(4), selon le cas, est égale ou supérieure à la somme applicable visée aux alinéas (1)a) ou b) :

a) l'investisseur (traité commercial) qui n'est ni un *investisseur OMC* au sens du paragraphe 14.1(6), ni une entreprise d'État;

b) dans le cas où l'entreprise canadienne qui fait l'objet de l'investissement est, avant que l'investissement ne soit effectué, sous le contrôle d'un investisseur (traité commercial), l'investisseur non-Canadien qui n'est ni un investisseur (traité commercial), ni un *investisseur OMC* au sens du paragraphe 14.1(6) ni une entreprise d'État.

Calcul de la somme

(3) Pour l'application de l'alinéa (1)b), la somme, pour toute année en cause, correspond au résultat, calculé par le ministre au mois de janvier de cette année et arrondi au million de dollars le plus proche, obtenu par application de la formule suivante :

(PIB nominal actuel aux prix du marché / PIB nominal de l'année précédente aux prix du marché) × montant de l'année précédente

où :

a) le PIB nominal actuel aux prix du marché représente la moyenne du produit intérieur brut nominal aux prix du marché pour les quatre trimestres consécutifs les plus récents;

b) le PIB nominal de l'année précédente aux prix du marché représente la moyenne du produit intérieur brut nominal aux prix du marché, pour les mêmes quatre trimestres consécutifs de l'année précédant l'année utilisée pour le calcul du PIB nominal actuel aux prix du marché.

Publication in *Canada Gazette*

(4) As soon as possible after determining the amount for any particular year, the Minister shall publish the amount in the *Canada Gazette*.

Exception

(5) This section does not apply in respect of an investment to acquire control of a Canadian business that is a *cultural business*, as defined in subsection 14.1(6).

Definitions

(6) The following definitions apply in this section.

controlled by a trade agreement investor, with respect to a Canadian business, means, despite subsection 28(2),

(a) the ultimate direct or indirect control in fact of the Canadian business by a trade agreement investor through the ownership of voting interests; or

(b) the ownership by a trade agreement investor of all or substantially all of the assets used in carrying on the Canadian business. (*sous le contrôle d'un investisseur (traité commercial)*)

trade agreement country means a country other than Canada that is a party either to the Agreement described in subparagraph (a)(i) of the definition *trade agreement investor* in this subsection or to a trade agreement listed in column 1 of the schedule. (*pays (traité commercial)*)

trade agreement investor means

(a) an individual, other than a Canadian, who is

(i) a **natural person** within the meaning of Article 8.1 of the *Agreement* as defined in section 2 of the *Canada-European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement Implementation Act*, or

(ii) a **national** within the meaning of any provision set out in column 2 of the schedule corresponding to a trade agreement set out in column 1;

(b) the government of a trade agreement country, whether federal, state or local, or an agency of such a government;

(c) an entity that is not a Canadian-controlled entity, as determined under subsection 26(1) or (2), and that is a trade agreement investor-controlled entity, as determined in accordance with subsection (7);

Publication dans la *Gazette du Canada*

(4) Aussitôt que possible après avoir fait ce calcul pour une année donnée, le ministre fait publier la somme en question dans la *Gazette du Canada*.

Exception

(5) Le présent article ne s'applique pas à l'investissement visant l'acquisition du contrôle d'une entreprise canadienne qui est une *entreprise culturelle* au sens du paragraphe 14.1(6).

Définitions

(6) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

investisseur (traité commercial)

a) Le particulier — autre qu'un Canadien — qui est :

(i) soit une *personne physique* au sens de l'article 8.1 de l'*Accord* au sens de l'article 2 de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne*,

(ii) soit un *ressortissant* au sens de la disposition mentionnée à la colonne 2 de l'annexe en regard d'un traité commercial mentionné à la colonne 1;

b) le gouvernement d'un pays (traité commercial) ou celui d'un de ses États ou d'une de ses administrations locales, ou tout organisme d'un tel gouvernement;

c) l'unité sous le contrôle d'un investisseur (traité commercial), au sens du paragraphe (7), qui n'est pas une unité sous contrôle canadien visée aux paragraphes 26(1) ou (2);

d) la personne morale ou société en commandite qui n'est ni une unité sous contrôle canadien visée au paragraphe 26(1), ni une unité visée à l'alinéa c), ni contrôlée en fait au moyen de la propriété de ses intérêts avec droit de vote et dont, d'une part, la majorité de ceux-ci n'appartient pas à des investisseurs (traité commercial), et d'autre part, les deux tiers des administrateurs ou des associés gérants, selon le cas, sont des Canadiens et des investisseurs (traité commercial);

e) la fiducie qui n'est ni une unité sous contrôle canadien visée aux paragraphes 26(1) ou (2), ni une unité visée à l'alinéa c), ni contrôlée en fait au moyen de la propriété de ses intérêts avec droit de vote et dont les deux tiers des fiduciaires sont des Canadiens et des investisseurs (traité commercial);

(d) a corporation or limited partnership that meets the following criteria:

(i) it is not a Canadian-controlled entity, as determined under subsection 26(1),

(ii) it is not an entity described in paragraph (c), 5

(iii) less than a majority of its voting interests are owned by trade agreement investors,

(iv) it is not controlled in fact through the ownership of its voting interests, and

(v) two thirds of the members of its board of directors, or two thirds of its general partners, as the case may be, are any combination of Canadians and trade agreement investors; 10

(e) a trust that meets the following criteria:

(i) it is not a Canadian-controlled entity, as determined under subsection 26(1) or (2), 15

(ii) it is not an entity described in paragraph (c),

(iii) it is not controlled in fact through the ownership of its voting interests, and

(iv) two thirds of its trustees are any combination of Canadians and trade agreement investors; or 20

(f) any other form of business organization specified by the regulations that is controlled by a trade agreement investor. (*investisseur (traité commercial)*)

Interpretation

(7) For the purpose only of determining whether an entity is a trade agreement investor-controlled entity under paragraph (c) of the definition *trade agreement investor* in subsection (6), 25

(a) subsections 26(1) and (2) and section 27 apply and, for that purpose, 30

(i) every reference in those provisions to “Canadian” or “Canadians” shall be read and construed as a reference to “trade agreement investor” or “trade agreement investors”, respectively,

(ii) every reference in those provisions to “non-Canadian” or “non-Canadians” shall be read and construed as a reference to “non-Canadian other than a trade agreement investor,” or “non-Canadians, other than trade agreement investors,” respectively, except for the reference to “non-Canadians” 40

f) toute autre forme d'organisation commerciale précisée par règlement et contrôlée par un investisseur (*traité commercial*). (*trade agreement investor*)

pays (*traité commercial*) Pays autre que le Canada qui est partie à l'Accord visé au sous-alinéa a)(i) de la définition de *investisseur (traité commercial)* au présent paragraphe ou à un traité commercial mentionné à la colonne 1 de l'annexe. (*trade agreement country*) 5

sous le contrôle d'un investisseur (*traité commercial*) Malgré le paragraphe 28(2), s'entend, à l'égard d'une entreprise canadienne : 10

a) soit du contrôle ultime de fait, direct ou indirect, de celle-ci par un investisseur (*traité commercial*) au moyen de la propriété d'intérêts avec droit de vote;

b) soit du fait qu'un investisseur (*traité commercial*) est propriétaire de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs d'exploitation de celle-ci. (*controlled by a trade agreement investor*) 15

Mentions

(7) Pour l'application de l'alinéa c) de la définition de *investisseur (traité commercial)*, au paragraphe (6), la détermination du statut de l'unité sous le contrôle d'un investisseur (*traité commercial*) est à effectuer selon les règles suivantes : 20

a) les paragraphes 26(1) et (2) et l'article 27 s'appliquent et, à cette fin : 25

(i) les mentions, dans ces dispositions, de « Canadien », de « Canadiens », de « sont canadiens », de « membres canadiens » et de « individus canadiens » valent respectivement mention de « investisseur (*traité commercial*) », de « investisseurs (*traité commercial*) », de « sont des investisseurs (*traité commercial*) », de « membres qui sont des investisseurs (*traité commercial*) » et de « individus qui sont des investisseurs (*traité commercial*) », 30

in subparagraph 27(d)(ii), which shall be read and construed as a reference to “not trade agreement investors”,

(iii) every reference in those provisions to “Canadian-controlled” shall be read and construed as a reference to “trade agreement investor-controlled”, and

(iv) the reference in subparagraph 27(d)(i) to “Canada” shall be read and construed as a reference to “a trade agreement country”; and

(b) if two persons, one being a Canadian and the other being a trade agreement investor, own equally all of the voting shares of a corporation, the corporation is deemed to be trade agreement investor-controlled.

Regulations

14.2 The Governor in Council may make any regulations that the Governor in Council considers necessary for carrying out the purposes and provisions of sections 14.1 and 14.11.

Order

14.3 The Governor in Council may, by order, amend the schedule by adding, deleting or replacing the name of a trade agreement in column 1 or a corresponding provision setting out the meaning of “national” in column 2.

81 The Act is amended by adding, after section 51, the schedule set out in Schedule 3 to this Act.

R.S., c. 1 (2nd Supp.)

Customs Act

82 Subsection 2(1) of the *Customs Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

CETA has the same meaning as *Agreement* in section 2 of the *Canada–European Union Comprehensive*

(ii) les mentions, dans ces dispositions, de « non-Canadien », de « non-Canadiens », de « qui sont non canadiens », de « membres non canadiens » et de « individus non canadiens » valent respectivement mention de « non-Canadien — autre qu’un investisseur (traité commercial) — », de « non-Canadiens — autres que des investisseurs (traité commercial) — », de « qui sont des non-Canadiens — autres que des investisseurs (traité commercial) — », de « membres non canadiens — autres que des investisseurs (traité commercial) — » et de « individus qui ne sont pas des investisseurs (traité commercial) »;

(iii) les mentions, dans ces dispositions, de « sous contrôle canadien » valent mention de « sous le contrôle d’un investisseur (traité commercial) »;

(iv) la mention, au sous-alinéa 27d)(i), de « au Canada » vaut mention de « dans un pays (traité commercial) »;

b) lorsque deux personnes — un Canadien et un investisseur (traité commercial) — possèdent à part égale toutes les actions avec droit de vote d’une personne morale, celle-ci est censée être sous le contrôle d’un investisseur (traité commercial).

Règlements

14.2 Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements qu’il juge nécessaires pour la mise en œuvre des articles 14.1 et 14.11.

Décret

14.3 Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l’annexe par adjonction, suppression ou remplacement, dans la colonne 1, de la mention d’un traité commercial et, dans la colonne 2, en regard d’un tel traité, d’une disposition prévoyant le sens du terme « ressortissant ».

81 La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 51, de l’annexe figurant à l’annexe 3 de la présente loi.

L.R., ch. 1 (2^e suppl.)

Loi sur les douanes

82 Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes* est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

AEÇG S’entend de l’*Accord* au sens de l’article 2 de la *Loi de mise en œuvre de l’Accord économique et*

*Economic and Trade Agreement Implementation Act;
(AÉCG)*

EU country or other CETA beneficiary has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*; (*pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG*)

2009, c. 6, s. 24(1)

83 (1) The portion of paragraph 42.1(1)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) conduct a verification of origin of goods for which preferential tariff treatment under a free trade agreement, other than a free trade agreement referred to in subsection (1.1), is claimed

2009, c. 6, ss. 24(2) and (3)

(2) Subsections 42.1(1.1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Method of verification – certain agreements

(1.1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section, or any person, or any person within a class of persons, designated by the President to act on behalf of such an officer, may, subject to any prescribed conditions, conduct any of the following:

(a) a verification of origin of goods for which preferential tariff treatment under CEFTA is claimed, by requesting in writing that the customs administration of the EFTA state of export conduct a verification and provide an opinion as to whether the goods are originating within the meaning of Annex C of CEFTA;

(b) a verification of origin of goods for which preferential tariff treatment under CETA is claimed, by requesting in writing that the customs administration of the EU country or other CETA beneficiary of export conduct a verification and provide a written report as to whether the goods are originating within the meaning of the Protocol on Rules of Origin and Origin Procedures of CETA.

Withdrawal of preferential tariff treatment

(2) If an exporter or producer of goods that are subject to a verification of origin under paragraph (1)(a) fails to comply with the prescribed requirements or, in the case of a verification of origin under subparagraph (1)(a)(i),

commercial global entre le Canada et l'Union européenne. (CETA)

pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG S'entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes. (EU country or other CETA beneficiary)*

2009, ch. 6, par. 24(1)

83 (1) Le passage de l'alinéa 42.1(1)a de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

a) vérifier l'origine des marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange qui n'est pas un accord de libre-échange mentionné au paragraphe (1.1) :

2009, ch. 6, par. 24(2) et (3)

(2) Les paragraphes 42.1(1.1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Méthodes de vérification : certains accords

(1.1) L'agent chargé par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article ou la personne désignée par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie, pour agir pour le compte d'un tel agent peut, sous réserve des conditions réglementaires :

a) vérifier l'origine des marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉCA en demandant par écrit à l'administration douanière de l'État d'exportation de l'ALÉL qu'elle effectue une vérification et fournisse un avis indiquant si les marchandises sont originaires au sens de l'annexe C de l'ALÉCA;

b) vérifier l'origine des marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel de l'AÉCG en demandant par écrit à l'administration douanière de l'État d'exportation – pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG – qu'elle effectue une vérification et fournisse un rapport écrit indiquant si les marchandises sont originaires au sens du Protocole sur les règles d'origine et les procédures d'origine de l'AÉCG.

Retrait du traitement tarifaire préférentiel

(2) Dans le cas où l'exportateur ou le producteur ne se conforme pas aux exigences réglementaires de la vérification prévue à l'alinéa (1)a) ou, s'agissant d'une visite prévue au sous-alinéa (1)a)(i), n'y consent pas suivant les

does not consent to the verification of origin in the prescribed manner and within the prescribed time, preferential tariff treatment under a free trade agreement, other than a free trade agreement referred to in subsection (1.1), may be denied or withdrawn from the goods.

5

2009, c. 6, s. 24(3)

(3) The portion of subsection 42.1(3) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

Withdrawal of preferential tariff treatment – certain agreements

(3) Preferential tariff treatment under a free trade agreement referred to in subsection (1.1) may be denied or withdrawn from the goods in any of the following circumstances:

10

(a) in the case of CEFTA, if the EFTA state of export fails to conduct a verification or provide an opinion as to whether the goods are originating;

(a.1) in the case of CETA, if the EU country or other CETA beneficiary of export fails to conduct a verification or provide a written report as to whether the goods are originating;

15

2009, c. 6, s. 28

84 (1) Subsection 97.201(1) of the Act is replaced by the following:

20

Verification of origin – certain agreements

97.201 (1) The customs administration of any state or beneficiary referred to in subsection 42.1(1.1) to which goods were exported may request in writing that the Agency conduct a verification and provide, as the case may be

25

(a) an opinion as to whether those goods are originating within the meaning of Annex C of CEFTA; or

(b) a written report as to whether the goods are originating within the meaning of the Protocol on Rules of Origin and Origin Procedures of CETA.

30

2009, c. 6, s. 28

(2) Subsection 97.201(3) of the Act is replaced by the following:

Statement of origin – certain agreements

(3) On completion of a verification of origin requested under subsection (1), an officer or other person designated under subsection (2) shall

35

modalités – de temps et autres – réglementaires, le traitement tarifaire préférentiel demandé en vertu d'un accord de libre-échange qui n'est pas un accord de libre-échange mentionné au paragraphe (1.1) peut être refusé ou retiré aux marchandises en cause.

5

2009, ch. 6, par. 24(3)

(3) Le passage du paragraphe 42.1(3) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

Retrait du traitement tarifaire préférentiel : certains accords

(3) Le traitement tarifaire préférentiel d'un accord de libre-échange mentionné au paragraphe (1.1) peut être refusé ou retiré à des marchandises dans les cas suivants :

10

a) s'agissant de l'ALÉCA, l'État d'exportation de l'AE-LÉ omet d'effectuer une vérification ou de fournir un avis indiquant si les marchandises sont originaires;

15

a.1) s'agissant de l'AÉCG, l'État d'exportation – pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG – omet d'effectuer une vérification ou de fournir un rapport écrit indiquant si les marchandises sont originaires;

20

2009, ch. 6, art. 28

84 (1) Le paragraphe 97.201(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

20

Vérification de l'origine : certains accords

97.201 (1) L'administration douanière de tout État ou bénéficiaire visé au paragraphe 42.1(1.1) vers lequel des marchandises sont exportées peut demander par écrit à l'Agence qu'elle effectue une vérification et fournisse, selon le cas :

25

a) un avis indiquant si les marchandises sont originaires au sens de l'annexe C de l'ALÉCA;

b) un rapport écrit indiquant si les marchandises sont originaires au sens du Protocole sur les règles d'origine et les procédures d'origine de l'AÉCG.

30

2009, ch. 6, art. 28

(2) Le paragraphe 97.201(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Déclaration de l'origine : certains accords

(3) Dès l'achèvement de la vérification de l'origine demandée en vertu du paragraphe (1), l'agent ou l'autre personne visé au paragraphe (2) :

35

(a) provide, in the prescribed manner, the customs administration of the state or beneficiary with the opinion or written report requested and any relevant supporting documents that may be requested by that customs administration; and

5

(b) determine whether the goods are originating within the meaning of the applicable provision referred to in subsection (1).

2012, c. 18, s. 30

85 Subsection 164(1.1) of the Act is replaced by the following:

10

Regulations

(1.1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations for the purpose of the uniform interpretation, application and administration of a protocol, chapter or provision – set out in column 2 of Part 5 of the schedule – in an agreement set out in column 1, and any other matters that may be agreed on from time to time by the parties to that agreement.

15

86 Part 1 of the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “EU country or other CETA beneficiary” in column 1, a corresponding reference to “CETA” in column 2 and a corresponding reference to “Canada–European Union Tariff rates of customs duty under the *Customs Tariff*” in column 3.

20

25

87 Part 4 of the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “EU country or other CETA beneficiary” in column 1 and a corresponding reference to “CETA” in column 2.

30

88 The heading of column 2 of Part 5 of the schedule to the Act is replaced by “Protocol, Chapter or Provision”.

89 Part 5 of the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “CETA” in column 1 and a corresponding reference to “Protocol on Rules of Origin and Origin Procedures” in column 2.

35

a) fournit à l'administration douanière de l'État ou du bénéficiaire, de la façon prévue par règlement, l'avis ou le rapport écrit demandé ainsi que tout document à l'appui de celui-ci que peut exiger cette administration douanière;

5

b) décide si les marchandises sont originaires au sens de la disposition applicable mentionnée au paragraphe (1).

2012, ch. 18, art. 30

85 Le paragraphe 164(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10

Règlements

(1.1) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut prendre des règlements en vue de l'interprétation, de l'application et de l'exécution uniformes des parties – protocoles, chapitres ou dispositions –, mentionnées à la colonne 2 de la partie 5 de l'annexe, de tout accord mentionné à la colonne 1, ou pour toute autre question sur laquelle peuvent s'entendre les pays parties à l'accord.

15

86 La partie 1 de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l'ordre alphabétique, de « pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG » ainsi que de « AÉCG » dans la colonne 2, et de « Taux de droits de douane du tarif Canada–Union européenne visés au *Tarif des douanes* », dans la colonne 3, en regard de ce pays.

20

25

87 La partie 4 de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l'ordre alphabétique, de « pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG » ainsi que de « AÉCG » dans la colonne 2, en regard de ce pays.

30

88 Le titre de la colonne 2 de la partie 5 de l'annexe de la même loi est remplacé par « Protocole, chapitre ou disposition ».

35

89 La partie 5 de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l'ordre alphabétique, de « AÉCG » ainsi que de « Protocole sur les règles d'origine et les procédures d'origine » dans la colonne 2, en regard de cet accord.

40

R.S., c. 17 (2nd Supp.)

Commercial Arbitration Act

90 Schedule 2 to the *Commercial Arbitration Act* is amended by adding, at the end of column 1, a reference to “Article 8.23” and a corresponding reference to “Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States, done at Brussels on October 30, 2016” in column 2.

1992, c. 31

Coasting Trade Act

91 (1) The definition *owner* in subsection 2(1) of the English version of the *Coasting Trade Act* is replaced by the following:

owner, in relation to a ship, means the person having for the time being, either by law or by contract, the rights of the owner of the ship with respect to its possession and use; (*propriétaire*)

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Canadian entity means

- (a) a corporation that is incorporated in Canada, or
- (b) a trust, partnership, joint venture or other association that is formed in Canada; (*entité canadienne*)

CETA has the same meaning as *Agreement* in section 2 of the *Canada–European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement Implementation Act*; (*AÉCG*)

EU entity means

- (a) a corporation that is incorporated in the territory of the European Union, or
- (b) a trust, partnership, joint venture or other association that is formed in the territory of the European Union; (*entité de l'Union européenne*)

territory of the European Union means the territory in which the Treaty on European Union, done at Maastricht on February 7, 1992, and the Treaty Establishing the European Economic Community, done at Rome on March 25, 1957 — renamed the Treaty on the Functioning of the European Union — as they are amended from time to time, are applicable, in accordance with the conditions

L.R., ch. 17 (2^e suppl.)

Loi sur l'arbitrage commercial

90 L'annexe 2 de la *Loi sur l'arbitrage commercial* est modifiée par adjonction, à la fin de la colonne 2, de « Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016 » ainsi que de « Article 8.23 » dans la colonne 1, en regard de cet accord.

1992, ch. 31

Loi sur le cabotage

91 (1) La définition de *owner*, au paragraphe 2(1) de la version anglaise de la *Loi sur le cabotage*, est remplacée par ce qui suit :

owner, in relation to a ship, means the person having for the time being, either by law or by contract, the rights of the owner of the ship with respect to its possession and use; (*propriétaire*)

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

AÉCG S'entend de l'Accord au sens de l'article 2 de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne*. (*CETA*)

entité canadienne Selon le cas :

- a) personne morale constituée au Canada;
- b) fiducie, société de personnes, coentreprise ou autre association formée au Canada. (*Canadian entity*)

entité de l'Union européenne Selon le cas :

- a) personne morale constituée dans le territoire de l'Union européenne;
- b) fiducie, société de personnes, coentreprise ou autre association formée dans le territoire de l'Union européenne. (*EU entity*)

territoire de l'Union européenne Territoire sur lequel le Traité sur l'Union européenne, fait à Maastricht le 7 février 1992, et le Traité instituant la Communauté économique européenne, fait à Rome le 25 mars 1957 — renommé Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne —, avec leurs modifications successives, sont applicables,

specified in those treaties; (*territoire de l'Union européenne*)

92 (1) Subsection 3(1) of the Act is replaced by the following:

Prohibition

3 (1) No foreign ship or non-duty paid ship shall, except in accordance with a licence, engage in the coasting trade.

(2) Section 3 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Repositioning of empty containers

(2.1) Subsection (1) does not apply in respect of carriage between one place in Canada and another, without consideration, by any of the following ships, of empty containers that are owned or leased by the ship's owner and any ancillary equipment that is permanently affixed to the containers:

(a) a non-duty paid ship whose owner is a Canadian entity or an EU entity;

(b) a foreign ship that is registered in the first, or domestic, register of a member state of the European Union and whose owner is a Canadian entity, an EU entity or an entity that is under Canadian or European control;

(c) a foreign ship that is registered in a second, or international, register of a member state of the European Union and whose owner is a Canadian entity, an EU entity or an entity under Canadian or European control; and

(d) a foreign ship that is registered in a register other than the Canadian Register of Vessels or a register referred to in paragraph (b) or (c), and whose owner is a Canadian entity or an EU entity.

Dredging activities

(2.2) Subsection (1) does not apply in respect of dredging activities — other than dredging activities that are provided under an agreement with Her Majesty in right of Canada or with an entity which is listed in Annex 19-1, as amended from time to time, of Chapter Nineteen of CETA — carried out by a ship described in any of paragraphs (2.1)(a) to (d).

conformément aux conditions prévues dans ces traités. (*territory of the European Union*)

92 (1) Le paragraphe 3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Interdiction

3 (1) Sauf en conformité avec une licence, un navire étranger ou un navire non dédouané ne peut se livrer au cabotage.

(2) L'article 3 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Repositionnement de conteneurs vides

(2.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au transport entre des lieux au Canada, sans contrepartie, par l'un ou l'autre des navires ci-après, de conteneurs vides appartenant au propriétaire du navire ou loués par celui-ci, ainsi que de tout accessoire fixé à ceux-ci de manière permanente :

a) le navire non dédouané dont le propriétaire est une entité canadienne ou une entité de l'Union européenne;

b) le navire étranger qui est immatriculé dans le registre national — aussi appelé « premier registre » — d'un État membre de l'Union européenne et dont le propriétaire est une entité canadienne, une entité de l'Union européenne ou une entité sous contrôle canadien ou européen;

c) le navire étranger qui est immatriculé dans un registre international — aussi appelé « second registre » — d'un État membre de l'Union européenne et dont le propriétaire est une entité canadienne, une entité de l'Union européenne ou une entité sous contrôle canadien ou européen;

d) le navire étranger qui est immatriculé dans un registre autre que le Registre canadien d'immatriculation des bâtiments ou que tout registre visé aux alinéas b) ou c) et dont le propriétaire est une entité canadienne ou une entité de l'Union européenne.

Activités de dragage

(2.2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux activités de dragage — autres que celles effectuées aux termes d'un accord conclu avec Sa Majesté du chef du Canada ou avec une entité qui figure à l'Annexe 19-1, avec ses modifications successives, du chapitre Dix-neuf de l'AÉCG — effectuées au moyen d'un navire visé à l'un ou l'autre des alinéas (2.1)a) à d).

Feeder services — continual or single trip

(2.3) Subsection (1) does not apply in respect of

(a) the carriage of goods by a ship that is described in paragraph (2.1)(b), from the port of Halifax — where the goods are loaded — to the port of Montreal, or vice versa, if that carriage is one leg of the importation of the goods into Canada; or

(b) the carriage of goods by the ship from the port of Montreal — where the goods are loaded — to the port of Halifax, or vice versa, if that carriage is one leg of the exportation of the goods from Canada.

Feeder services — single trip

(2.4) Subject to subsection (2.5), subsection (1) does not apply in respect of the carriage, by a ship that is described in paragraph (2.1)(c), of goods in a container from the port of Montreal to the port of Halifax, or vice versa, if

(a) that carriage is one leg of the importation of the goods into or exportation from Canada; and

(b) the container is at least 6.1 metres in length and has an internal volume of at least 14 cubic metres, is designed for carrying goods more than once and by one or more modes of transportation, and does not have wheels or is not otherwise built for being driven or drawn.

Subsequent coasting trade subject to subsection (1)

(2.5) Once a ship has completed a carriage of goods as described in subsection (2.4), subsection (1) applies to the ship in respect of any such subsequent carriage of goods by the ship, until it departs from the exclusive economic zone of Canada or from the *inland waters*, as defined in subsection 2(1) of the *Customs Act*, at a location where the inland waters are contiguous to the United States.

Provision of information

(2.6) Before a ship engages, without a licence, in any activities referred to in subsections (2.1) to (2.4) and for which the owner of the ship intends to rely on an exemption under any one of those subsections, the owner shall provide information to an enforcement officer, in the form and manner specified by the Minister, establishing that the ship meets the applicable conditions under any of paragraphs (2.1)(a) to (d).

Service d'apport — continuuel ou aller simple

(2.3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux activités ci-après effectuées au moyen du navire visé à l'alinéa (2.1)b) :

a) le transport de marchandises du port d'Halifax — où leur chargement a eu lieu — à celui de Montréal, ou inversement, si ce transport fait partie intégrante de l'itinéraire d'importation de ces marchandises au Canada;

b) le transport de marchandises du port de Montréal — où leur chargement a eu lieu — à celui d'Halifax, ou inversement, si ce transport fait partie intégrante de l'itinéraire d'exportation de ces marchandises à partir du Canada.

Service d'apport — aller simple

(2.4) Sous réserve du paragraphe (2.5), le paragraphe (1) ne s'applique pas au transport de marchandises dans des conteneurs du port de Montréal au port d'Halifax, ou inversement, effectué au moyen du navire visé à l'alinéa (2.1)c) lorsque les conditions suivantes sont remplies :

a) le transport fait partie intégrante de l'itinéraire d'importation ou d'exportation de ces marchandises;

b) les conteneurs — d'une longueur de 6,1 mètres ou plus et d'un volume intérieur d'au moins 14 mètres cubes — qui sont conçus pour transporter des marchandises par un ou plusieurs moyens de transport et pour être utilisés de nouveau et ne sont ni munis de roues, ni autrement fabriqués pour être mûs ou tirés.

Cabotages subséquents assujettis au paragraphe (1)

(2.5) Une fois qu'un transport de marchandises aux termes du paragraphe (2.4) a été effectué au moyen d'un navire, le paragraphe (1) s'applique à celui-ci à l'égard de tout tel transport de marchandises subséquent effectué à son bord avant qu'il ne quitte soit la zone économique exclusive du Canada, soit les *eaux internes*, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*, à un endroit où celles-ci sont contiguës aux États-Unis.

Fourniture de renseignements

(2.6) Avant qu'un navire ne soit utilisé sans licence pour une activité visée à l'un ou l'autre des paragraphes (2.1) à (2.4) pour laquelle son propriétaire compte se prévaloir d'une exemption prévue à l'un ou l'autre de ces paragraphes, ce dernier fournit à l'agent de l'autorité, selon les modalités précisées par le ministre, des renseignements permettant d'établir que le navire remplit les conditions applicables prévues aux alinéas (2.1)a) à d).

(3) Section 3 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

Other laws apply

(6) For greater certainty, any law of Canada that imposes safety or pollution prevention requirements applies to a foreign ship that is exempted from the application of subsection (1).

Control

(7) For the purposes of paragraphs (2.1)(b) and (c), an entity is under Canadian or European control

(a) in the case of a third party entity that is a corporation, if securities of the corporation to which are attached more than 50% of the votes that may be cast to elect directors of the corporation are directly or indirectly held, otherwise than through a subsidiary or by way of security only, by or for the benefit of any of, or any combination of, the following individuals:

(i) a Canadian citizen,

(ii) a *permanent resident* as defined in subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, or

(iii) a national of a member state of the European Union; or

(b) in the case of a third party entity that is a trust, partnership, joint venture or other association, if an individual, or any combination of individuals, described in any of subparagraphs (a)(i) to (iii) holds, directly or indirectly, but not through a subsidiary, an interest in the trust, partnership, joint venture or other association that entitles the individual or combination of individuals to receive more than 50% of its profits or more than 50% of its assets on dissolution.

Third party entity

(8) For the purposes of subsection (7), *third party entity* means

(a) a corporation, other than an entity referred to in paragraph (a) of the definition of either *Canadian entity* or *EU entity*, that is not incorporated under the law of the United States; or

(b) a trust, partnership, joint venture or other association, other than an entity referred to in paragraph (b) of the definition of either *Canadian entity* or *EU*

(3) L'article 3 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Application d'autres lois

(6) Il est entendu que les dispositions en matière de sécurité ou de prévention de la pollution prévues par la législation canadienne s'appliquent aux navires étrangers exemptés de l'application du paragraphe (1).

Contrôle

(7) Pour l'application des alinéas (2.1)b) et c), une entité est sous contrôle canadien ou européen dans les cas suivants :

a) s'agissant d'une entité tierce qui est une personne morale, des valeurs mobilières de cette personne morale comportant plus de cinquante pour cent des votes pouvant être exercés lors de l'élection de ses administrateurs sont détenues, directement ou indirectement — mais sans l'intermédiaire d'une filiale et autrement qu'à titre de garantie uniquement — par les individus ci-après, seuls ou en groupe, ou au profit de ceux-ci :

(i) le citoyen canadien,

(ii) le *résident permanent* au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*,

(iii) le ressortissant d'un État membre de l'Union européenne;

b) s'agissant d'une entité tierce qui est une fiducie, une société de personnes, une coentreprise ou une autre association, les individus visés aux sous-alinéas a)(i) à (iii), seuls ou en groupe, détiennent dans cette entité, directement ou indirectement — mais sans l'intermédiaire d'une filiale — des titres de participation leur donnant droit à plus de cinquante pour cent des bénéfices de cette entité ou plus de cinquante pour cent des éléments d'actif de celle-ci au moment de sa dissolution.

Entité tierce

(8) Pour l'application du paragraphe (7), *entité tierce* s'entend, selon le cas :

a) d'une personne morale, autre que celles visées aux alinéas a) des définitions de *entité canadienne* et *entité de l'Union européenne*, qui n'est pas constituée sous le régime du droit des États-Unis;

b) d'une fiducie, société de personnes, coentreprise ou autre association, autre que celles visées aux alinéas b) des définitions de *entité canadienne* et *entité de*

entity, that is not formed under the law of the United States.

93 The Act is amended by adding the following after section 5:

Dredging — provisions not applicable

5.1 (1) The following provisions do not apply with respect to licence applications relating to dredging activities that are to be provided under an agreement with Her Majesty in right of Canada or with an entity which is listed in Annex 19-1, as amended from time to time, of Chapter Nineteen of CETA:

(a) for an application made on behalf of a ship described in paragraph 3(2.1)(a), paragraph 5(a); and

(b) for an application made on behalf of a ship described in paragraph 3(2.1)(b) or (c), paragraph 4(1)(a).

Total value of agreement

(2) Subsection (1) applies only if the total value of the agreement of which the dredging activities form a part is equal to or greater than the threshold — the sum in Canadian dollars which the Minister for International Trade determines to be equivalent, for a period which he or she determines, to 5 million special drawing rights issued by the International Monetary Fund — that is applicable on the day of the issuance of the call or request for bids or tenders related to the activities.

94 Section 7 of the Act is replaced by the following:

Regulations

7 The Governor in Council may, by regulation

(a) specify that a territory is, or is not, a territory referred to in the definition of *territory of the European Union* in subsection 2(1);

(b) indicate, for the purpose of paragraph 3(2.1)(c), the registers that are second, or international, registers of member states of the European Union; and

(c) fix the maximum number of licences that may be issued under sections 4 and 5.

l'Union européenne, qui n'est pas formée sous le régime du droit des États-Unis.

93 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 5, de ce qui suit :

Dragage — dispositions non applicables

5.1 (1) Les dispositions ci-après ne s'appliquent pas à l'égard de la demande de licence portant sur des activités de dragage devant être effectuées aux termes d'un accord conclu avec Sa Majesté du chef du Canada ou avec une entité qui figure à l'Annexe 19-1, avec ses modifications successives, du chapitre Dix-neuf de l'AÉCG :

a) dans le cas d'une demande faite au nom d'un navire visé à l'alinéa 3(2.1)a), l'alinéa 5a);

b) dans le cas d'une demande faite au nom d'un navire visé aux alinéas 3(2.1)b) ou c), l'alinéa 4(1)a).

Valeur totale de l'accord

(2) Le paragraphe (1) s'applique seulement si la valeur totale de l'accord dont font partie les activités de dragage est égale ou supérieure au seuil — la somme en dollars canadiens que le ministre du Commerce international détermine être équivalente, pour la période qu'il précise, à 5 millions en droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international — applicable à la date où l'appel ou la demande d'offres ou de soumissions relatifs à ces activités a été fait.

94 L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Règlements

7 Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) préciser si un territoire est visé par la définition de *territoire de l'Union européenne* au paragraphe 2(1);

b) indiquer, pour l'application de l'alinéa 3(2.1)c), les registres qui sont des registres internationaux ou des seconds registres d'États membres de l'Union européenne;

c) fixer le nombre maximal de licences qui peuvent être délivrées en vertu des articles 4 et 5.

1997, c. 36

Customs Tariff

95 Subsection 2(1) of the *Customs Tariff* is amended by adding the following in alphabetical order:

Canada–European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement has the same meaning as *Agreement* in section 2 of the *Canada–European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement Implementation Act*. (*Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne*)

EU country or other CETA beneficiary has the meaning assigned by regulation. (*pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG*)

96 Section 27 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

CEUT refers to the Canada–European Union Tariff. (*TCUE*)

97 The Act is amended by adding the following after section 49.7:

Canada–European Union Tariff

Application of CEUT

49.8 (1) Subject to section 24, goods that originate in an EU country or other CETA beneficiary are entitled to the Canada–European Union Tariff rates of customs duty.

“A” final rate for CEUT

(2) If “A” is set out in the column entitled “Preferential Tariff” in the List of Tariff Provisions following the abbreviation “CEUT” in relation to goods entitled to the Canada–European Union Tariff, the Canada–European Union Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the final rate of “Free”.

“F” staging for CEUT

(3) If “F” is set out in the column entitled “Preferential Tariff” in the List of Tariff Provisions following the abbreviation “CEUT” in relation to goods entitled to the Canada–European Union Tariff, the Canada–European Union Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the initial rate, reduced as provided in the “F” Staging List.

1997, ch. 36

Tarif des douanes

95 Le paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne S'entend de l'*Accord* au sens de l'article 2 de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne*. (*Canada–European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement*)

pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG S'entend au sens des règlements. (*EU country or other CETA beneficiary*)

96 L'article 27 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

TCUE Tarif Canada-Union européenne. (*CEUT*)

97 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 49.7, de ce qui suit :

Tarif Canada-Union européenne

Application du TCUE

49.8 (1) Sous réserve de l'article 24, les marchandises originaires d'un pays de l'Union européenne ou d'un autre bénéficiaire de l'AÉCG bénéficient des taux du tarif Canada-Union européenne.

Taux final « A » pour le TCUE

(2) Dans les cas où « A » figure dans la colonne « Tarif de préférence » de la liste des dispositions tarifaires après l'abréviation « TCUE » pour des marchandises qui bénéficient du tarif Canada-Union européenne, le taux final, la franchise en douane, s'applique.

Échelonnement « F » pour le TCUE

(3) Dans les cas où « F » figure dans la colonne « Tarif de préférence » de la liste des dispositions tarifaires après l'abréviation « TCUE » pour des marchandises qui bénéficient du tarif Canada-Union européenne, le taux initial s'applique, réduit par étapes selon le tableau des échelonnements.

Staging for CEUT

(4) If “W1”, “W2”, “W3” or “W4” is set out in the column entitled “Preferential Tariff” in the List of Tariff Provisions following the abbreviation “CEUT” in relation to goods entitled to the Canada–European Union Tariff, the Canada–European Union Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the initial rate, reduced

(a) if “W1” is set out,

(i) effective on the coming into force of this section, to three quarters of the initial rate,

(ii) effective on January 1 of the first year after the year in which this section comes into force, to one half of the initial rate,

(iii) effective on January 1 of the second year after the year in which this section comes into force, to one quarter of the initial rate, and

(iv) effective on January 1 of the third year after the year in which this section comes into force, to the final rate of “Free”;

(b) if “W2” is set out,

(i) effective on the coming into force of this section, to five sixths of the initial rate,

(ii) effective on January 1 of the first year after the year in which this section comes into force, to two thirds of the initial rate,

(iii) effective on January 1 of the second year after the year in which this section comes into force, to one half of the initial rate,

(iv) effective on January 1 of the third year after the year in which this section comes into force, to one third of the initial rate,

(v) effective on January 1 of the fourth year after the year in which this section comes into force, to one sixth of the initial rate, and

(vi) effective on January 1 of the fifth year after the year in which this section comes into force, to the final rate of “Free”;

(c) if “W3” is set out,

(i) effective on the coming into force of this section, to seven eighths of the initial rate,

Échelonnement pour le TCUE

(4) Dans les cas où « W1 », « W2 », « W3 » ou « W4 » figure dans la colonne « Tarif de préférence » de la liste des dispositions tarifaires après l'abréviation « TCUE » pour des marchandises qui bénéficient du tarif Canada–Union européenne, le taux initial s'applique, réduit par étapes de la façon suivante :

a) dans le cas de « W1 » :

(i) à compter de l'entrée en vigueur du présent article, aux trois quarts du taux initial,

(ii) à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, à la moitié du taux initial,

(iii) à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, au quart du taux initial,

(iv) à compter du 1^{er} janvier de la troisième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, au taux final, la franchise en douane;

b) dans le cas de « W2 » :

(i) à compter de l'entrée en vigueur du présent article, aux cinq sixièmes du taux initial,

(ii) à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, aux deux tiers du taux initial,

(iii) à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, à la moitié du taux initial,

(iv) à compter du 1^{er} janvier de la troisième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, au tiers du taux initial,

(v) à compter du 1^{er} janvier de la quatrième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, au sixième du taux initial,

(vi) à compter du 1^{er} janvier de la cinquième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, au taux final, la franchise en douane;

c) dans le cas de « W3 » :

(i) à compter de l'entrée en vigueur du présent article, aux sept huitièmes du taux initial,

(ii) effective on January 1 of the first year after the year in which this section comes into force, to three quarters of the initial rate,

(iii) effective on January 1 of the second year after the year in which this section comes into force, to five eighths of the initial rate, 5

(iv) effective on January 1 of the third year after the year in which this section comes into force, to one half of the initial rate,

(v) effective on January 1 of the fourth year after the year in which this section comes into force, to three eighths of the initial rate, 10

(vi) effective on January 1 of the fifth year after the year in which this section comes into force, to one quarter of the initial rate, 15

(vii) effective on January 1 of the sixth year after the year in which this section comes into force, to one eighth of the initial rate, and

(viii) effective on January 1 of the seventh year after the year in which this section comes into force, to the final rate of “Free”; and 20

(d) if “W4” is set out,

(i) effective on the fifth anniversary of the day on which this section comes into force, to two thirds of the initial rate, 25

(ii) effective on January 1 of the sixth year after the year in which this section comes into force, to one third of the initial rate, and

(iii) effective on January 1 of the seventh year after the year in which this section comes into force, to the final rate of “Free”. 30

Rounding of specific rates

(5) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a specific rate of customs duty that includes a fraction of one tenth of a cent, the rate shall be rounded down to the nearest one tenth of a cent. 35

Rounding of amounts

(6) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a rate of customs duty that includes a fraction of one per cent, the resulting percentage shall be rounded down to the nearest one tenth of one percent.

(ii) à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, aux trois quarts du taux initial,

(iii) à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, aux cinq huitièmes du taux initial, 5

(iv) à compter du 1^{er} janvier de la troisième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, à la moitié du taux initial,

(v) à compter du 1^{er} janvier de la quatrième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, aux trois huitièmes du taux initial, 10

(vi) à compter du 1^{er} janvier de la cinquième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, au quart du taux initial, 15

(vii) à compter du 1^{er} janvier de la sixième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, au huitième du taux initial,

(viii) à compter du 1^{er} janvier de la septième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, au taux final, la franchise en douane; 20

d) dans le cas de « W4 » :

(i) à compter de la date du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent article, aux deux tiers du taux initial, 25

(ii) à compter du 1^{er} janvier de la sixième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, au tiers du taux initial,

(iii) à compter du 1^{er} janvier de la septième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent article, au taux final, la franchise en douane. 30

Arrondissement des taux spécifiques

(5) Dans le cas où le taux spécifique réduit en application des paragraphes (3) ou (4) comporte une fraction de un dixième de cent, il est arrondi au dixième de cent inférieur. 35

Arrondissement : fraction de un pour cent

(6) Dans le cas où le taux réduit en application des paragraphes (3) ou (4) comporte une fraction de un pour cent, il est arrondi au dixième de un pour cent inférieur.

Rounding of amounts — fraction other than 0.5

(7) If, for any goods other than motor vehicles of heading No. 87.02, 87.03 or 87.04, a reduction under subsection (3) or (4) or a rounding of rates under subsection (6) results in a rate of customs duty that includes a fraction of one per cent other than 0.5, the resulting percentage shall be rounded down to the nearest percentage that divides evenly by 0.5.

Elimination of rates of less than 2%

(8) If, for any goods other than motor vehicles of heading No. 87.02, 87.03 or 87.04, a reduction under subsection (3) or (4) results in a rate of customs duty that is a percentage of less than two per cent, the rate shall be further reduced to “Free” immediately.

Regulations

49.9 The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations defining the term *EU country or other CETA beneficiary*.

Extension and withdrawal of entitlement

49.91 (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order, amend the schedule to

(a) extend entitlement to the Canada–European Union Tariff to any goods that originate in an EU country or other CETA beneficiary; or

(b) withdraw entitlement to the Canada–European Union Tariff from any goods that originate in a country if, in the opinion of the Governor in Council, those goods are not entitled to that Tariff under the Canada–European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement.

Content of order

(2) An order made under subsection (1)

(a) must specify the date on which the order becomes effective;

(b) must, if the order partially extends entitlement to the Canada–European Union Tariff, indicate the goods to which entitlement to that Tariff is extended;

(c) may exempt goods from the conditions set out in subsection 24(1) and prescribe any conditions that apply; and

(d) must, if the order wholly or partially withdraws entitlement to the Canada–European Union Tariff,

Arrondissement : fraction autre que 0,5

(7) Dans le cas où le taux réduit en application des paragraphes (3) ou (4) ou arrondi en application du paragraphe (6) comporte une fraction de un pour cent autre que 0,5, il est arrondi au multiple de 0,5 pour cent inférieur, sauf en ce qui concerne les véhicules automobiles des positions n^{os} 87.02, 87.03 ou 87.04.

Suppression des taux inférieurs à deux pour cent

(8) Dans le cas où le taux réduit en application des paragraphes (3) ou (4) est inférieur à deux pour cent, la franchise en douane s'applique immédiatement, sauf en ce qui concerne les véhicules automobiles des positions n^{os} 87.02, 87.03 ou 87.04.

Règlements

49.9 Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par règlement, définir l'expression *pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AEÉCG*.

Octroi ou retrait du bénéfice

49.91 (1) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe pour :

a) accorder le bénéfice du tarif Canada-Union européenne à tout ou partie des marchandises originaires d'un pays de l'Union européenne ou d'un autre bénéficiaire de l'AEÉCG;

b) retirer le bénéfice du tarif Canada-Union européenne à tout ou partie des marchandises originaires d'un pays s'il estime que ces marchandises n'ont pas droit à ce tarif en vertu de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.

Contenu du décret

(2) Le cas échéant, le décret :

a) précise la date de sa prise d'effet;

b) précise les marchandises auxquelles est éventuellement accordé le bénéfice du tarif Canada-Union européenne;

c) peut soustraire des marchandises à l'application du paragraphe 24(1) et fixer les conditions afférentes;

d) précise les marchandises auxquelles est éventuellement retiré ce même bénéfice et dès lors assujetties au tarif de la nation la plus favorisée.

indicate the goods to which the Most-Favoured-Nation Tariff applies as a consequence.

2011, c. 24, s. 130

98 The definition *customs duties* in section 80 of the Act is replaced by the following:

customs duties, other than for the purposes of sections 95, 96 and 98.1, means customs duties imposed under Part 2, other than surtaxes or temporary duties imposed under Division 4 of Part 2. (*droits de douane*)

99 Section 87 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Goods of tariff item No. 9971.00.00 – EU

(5) Despite subsection 20(2), the value for duty of goods of tariff item No. 9971.00.00 that are entitled to the Canada–European Union Tariff is the value of the repairs or alterations made to those goods in an EU country or other CETA beneficiary.

Limitation

(6) Subsection (5) ceases to have effect on January 1 of the seventh year after the year in which this subsection comes into force.

100 The portion of subsection 89(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Relief

89 (1) Subject to subsection (2), sections 95 and 98.1 and any regulations made under section 99, if an application for relief is made within the prescribed time, in accordance with subsection (4), by a person of a prescribed class, relief may be granted from the payment of duties that would but for this section be payable in respect of imported goods that are

2002, c. 19, s. 21(4)

101 (1) The portion of subsection 94(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Definition of *customs duties*

94 (1) In sections 95, 96 and 98.1, *customs duties* means customs duties imposed under Part 2, other than

2011, ch. 24, art. 130

98 La définition de *droits de douane*, à l'article 80 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

droits de douane Sauf pour l'application des articles 95, 96 et 98.1, les droits de douane imposés en application de la partie 2, à l'exclusion des surtaxes ou droits temporaires imposés en application de la section 4 de cette partie. (*customs duties*)

99 L'article 87 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Marchandises du n° tarifaire 9971.00.00 – UE

(5) Par dérogation au paragraphe 20(2), la valeur en douane des marchandises du n° tarifaire 9971.00.00 qui bénéficient du tarif Canada-Union européenne est la valeur des réparations ou modifications dont elles ont fait l'objet dans un pays de l'Union européenne ou un autre bénéficiaire de l'AÉCG.

Cessation d'effet

(6) Le paragraphe (5) cesse d'avoir effet à compter du 1^{er} janvier de la septième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

100 Le passage du paragraphe 89(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Exonération

89 (1) Sous réserve du paragraphe (2), des articles 95 et 98.1 et des règlements visés à l'article 99 et sur demande présentée dans le délai réglementaire en conformité avec le paragraphe (4) par une personne appartenant à une catégorie réglementaire, des marchandises importées peuvent, dans les cas suivants, être exonérées, une fois dédouanées, des droits qui, sans le présent article, seraient exigibles :

2002, ch. 19, par. 21(4)

101 (1) Le passage du paragraphe 94(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Définition de *droits de douane*

94 (1) Aux articles 95, 96 et 98.1, *droits de douane* s'entend des droits de douane imposés en application de la partie 2, à l'exclusion :

2002, c. 22, s. 351

(2) Subsection 94(2) of the Act is replaced by the following:

For greater certainty

(2) For greater certainty, in sections 95, 96 and 98.1, *customs duties* does not include any duties or taxes levied or imposed on imported goods under the *Excise Act, 2001*, the *Excise Tax Act* or the *Special Import Measures Act*.

102 The Act is amended by adding the following after section 98:

Repayment of relief – EU

98.1 (1) If relief is granted under section 89 in respect of goods used as materials, or for which identical, equivalent or similar substitutes are used as materials, in the production of other goods that are exported, on or after the third anniversary of the day on which section 49.8 comes into force, to an EU country or other CETA beneficiary and that benefit, when imported into that country, from a preferential tariff under the Canada–European Union Comprehensive Economic Trade Agreement,

(a) the person who exported the other goods shall, within 60 days after exporting them, report their exportation in the prescribed manner to an officer at a customs office and pay an amount equal to the portion of the duties relieved under section 89 that are customs duties; and

(b) subject to subsection (4) but despite any other provision of this Part, the person and any other person who was granted that relief are, from the time the other goods are exported, jointly and severally or solidarily liable to pay to Her Majesty in right of Canada the amount referred to in paragraph (a).

Debt to Her Majesty

(2) While it remains unpaid, the amount referred to in subsection (1) is a debt owing to Her Majesty in right of Canada under the *Customs Act*.

No refund or drawback

(3) No refund or drawback may be granted under section 113 for customs duties paid in respect of goods for which

2002, ch. 22, art. 351

(2) Le paragraphe 94(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Précision

(2) Il est entendu que, aux articles 95, 96 et 98.1, *droits de douane* ne comprend pas les droits ou taxes perçus ou imposés sur les marchandises importées en application de la *Loi de 2001 sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise* ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

102 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 98, de ce qui suit :

Restitution – UE

98.1 (1) Lorsque des marchandises bénéficient de l'exonération prévue à l'article 89 et sont ultérieurement utilisées comme matières – ou remplacées par des marchandises identiques, équivalentes ou similaires utilisées comme matières – dans la fabrication de produits qui sont, à compter du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur de l'article 49.8, exportés vers un pays de l'Union européenne ou un autre bénéficiaire de l'AÉCG et qui, lors de leur importation dans ce pays, bénéficient d'un traitement tarifaire préférentiel en application de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne :

a) l'exportateur, dans les soixante jours suivant l'exportation, déclare celle-ci selon les modalités réglementaires à un agent d'un bureau de douane et paie la fraction des droits constituée de droits de douane qui a fait l'objet de l'exonération en application de l'article 89;

b) par dérogation à toute autre disposition de la présente partie, mais sous réserve du paragraphe (4), l'exportateur et toute autre personne à qui l'exonération a été accordée sont tenus conjointement et individuellement ou solidairement, dès la date d'exportation, de payer à Sa Majesté du chef du Canada la fraction des droits constituée de droits de douane qui a fait l'objet de cette exonération.

Créance de Sa Majesté

(2) Toute somme visée au paragraphe (1) qui demeure impayée est, pour l'application de la *Loi sur les douanes*, une créance de Sa Majesté du chef du Canada au titre de cette loi.

Absence de remboursement ou drawback

(3) Il ne peut être accordé aucun remboursement ou drawback, en application de l'article 113, relativement à des marchandises à l'égard desquelles l'exonération de

relief of all or a portion of the duties could have been, but was not, granted under section 89, if

(a) the goods are used as materials, or identical, equivalent or similar substitutes for those goods are used as materials, in the production of other goods; and

(b) those other goods are exported, on or after the third anniversary of the day on which section 49.8 comes into force, to an EU country or other CETA beneficiary and benefit, when imported into that country, from a preferential tariff under the Canada–European Union Comprehensive Economic Trade Agreement.

Exceptions

(4) Subsections (1) and (3) do not apply to

(a) imported goods that originate in an EU country or other CETA beneficiary that are used as materials, or for which identical, equivalent or similar substitutes are used as materials, in the production of other goods that are exported to an EU country or other CETA beneficiary;

(b) imported goods referred to in subsection 89(1) that are deemed to have been exported by reason of their having been

(i) placed in a duty free shop for exportation,

(ii) designated as ships' stores by regulations made under paragraph 99(g), or

(iii) supplied for use on board a conveyance of a class prescribed under paragraph 99(g); or

(c) any other imported goods or any imported goods used as materials, or any class of such goods, that may, on the recommendation of the Minister, be prescribed by the Governor in Council on the basis of an agreement between the Government of Canada and the other parties to the Canada–European Union Comprehensive Economic and Trade Agreement.

tout ou partie des droits aurait pu être accordée en application de l'article 89, mais ne l'a pas été, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

a) les marchandises sont utilisées comme matières, ou remplacées par des marchandises identiques, équivalentes ou similaires utilisées comme matières, dans la fabrication de produits;

b) ces produits sont, à compter du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur de l'article 49.8, exportés vers un pays de l'Union européenne ou un autre bénéficiaire de l'AÉCG et, lors de leur importation dans ce pays, bénéficient d'un traitement tarifaire préférentiel en application de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.

Exceptions

(4) Les paragraphes (1) et (3) ne s'appliquent pas aux marchandises suivantes :

a) les marchandises importées originaires d'un pays de l'Union européenne ou d'un autre bénéficiaire de l'AÉCG qui sont utilisées comme matières — ou remplacées par des marchandises identiques, équivalentes ou similaires utilisées comme matières — dans la production de produits qui sont ultérieurement exportés vers un pays de l'Union européenne ou un autre bénéficiaire de l'AÉCG;

b) les marchandises importées visées au paragraphe 89(1) qui sont réputées avoir été exportées pour une des raisons suivantes :

(i) leur placement dans une boutique hors taxes en vue de l'exportation,

(ii) leur désignation comme provisions de bord par les règlements d'application de l'alinéa 99g),

(iii) leur usage à bord d'un moyen de transport d'une catégorie réglementaire désignée en application de l'alinéa 99g);

c) les autres marchandises importées ou les marchandises importées utilisées comme matières — ou catégories de ces marchandises — prévues par règlement pris par le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre, en conformité avec un accord conclu entre le gouvernement du Canada et les autres parties à l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.

Definition of *materials*

(5) In this section, *materials* means goods that are used in the processing of other goods, and includes parts or ingredients.

103 The portion of subsection 107(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following: 5

Effect of relief

107 (1) Subject to sections 95 and 98.1, if relief is granted under section 89, 92, 101 or 106 from the payment of the whole or a portion of duties,

104 The portion of subsection 113(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following: 10

Refund or drawback

113 (1) Subject to subsection (2), sections 96 and 98.1 and any regulations made under subsection (4), a refund or drawback shall be granted of all or a portion of duties if 15

105 Section 123 of the Act is amended by adding the following after subsection (7):

Interest on the payment of relief for CETA

(8) A person who is liable under subsection 98.1(1) to pay an amount shall pay, in addition to the amount, interest at the specified rate for the period beginning on the sixty-first day after on which the day the amount became payable and ending on the day on which the amount is paid in full, calculated on the amount of the balance outstanding. 25

106 (1) Paragraph 133(j) of the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “an EU country or other CETA beneficiary” in the list of countries.

(2) Paragraph 133(j.1) of the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “an EU country or other CETA beneficiary” in the list of countries. 30

107 (1) The List of Countries and Applicable Tariff Treatments set out in the schedule to the Act is amended 35

(a) by striking out the references to “Antilles, Netherlands”, “North Africa, Spanish” and

Définition de *matières*

(5) Au présent article, *matières* s'entend des marchandises utilisées dans la transformation d'autres marchandises, y compris les pièces ou les ingrédients.

103 Le passage du paragraphe 107(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit : 5

Effet des exonérations

107 (1) Sous réserve des articles 95 et 98.1, lorsqu'est accordée, en application de l'un ou l'autre des articles 89, 92, 101 ou 106, une exonération pour la totalité ou une fraction des droits : 10

104 Le passage du paragraphe 113(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Remboursement ou drawback

113 (1) Sous réserve du paragraphe (2), des articles 96 et 98.1 et des règlements d'application du paragraphe (4), est accordé un drawback ou un remboursement de tout ou partie des droits si, à la fois : 15

105 L'article 123 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (7), de ce qui suit : 20

Intérêts sur l'exonération : AÉCG

(8) Quiconque est astreint, en application du paragraphe 98.1(1), à payer une somme verse, en plus de cette somme, des intérêts au taux déterminé, calculés sur les arriérés pour la période commençant le soixante et unième jour suivant la date à laquelle la somme devient exigible et se terminant le jour de son paiement intégral. 25

106 (1) L'alinéa 133j) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de « pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG » dans la liste des pays. 30

(2) L'alinéa 133j.1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de « pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG » dans la liste des pays.

107 (1) La Liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés figurant à l'annexe de la même loi est modifiée : 35

a) par suppression, dans la colonne intitulée « Nom du pays », des dénominations « Afrique

“West Indies, French” in the column “Country Name”;

(b) by striking out, in the column “MFN”, the symbol “X” opposite the reference to the countries listed in paragraph (a); and 5

(c) by striking out, in the column “GPT”, the symbol “X” opposite the reference to “North Africa, Spanish”.

(2) The List of Countries and Applicable Tariff Treatments set out in the schedule to the English version of the Act is amended 10

(a) by striking out the reference to “Southern and Antarctic Territories French” in the column “Country Name” and the symbol “X” under the columns “MFN” and “GPT” opposite the reference to that country; and 15

(b) by adding, in alphabetical order, a reference to “French Southern and Antarctic Territories” in the column “Country Name” and the symbol “X” in the columns “MFN” and “GPT” opposite the reference to that country. 20

(3) The List of Countries and Applicable Tariff Treatments set out in the schedule to the Act is amended

(a) by adding, in alphabetical order, in the column “Country Name”, the following: 25

Aruba

Bonaire, Sint Eustatius and Saba

Canary Islands

Ceuta and Melilla 30

Curaçao

Faroe Islands

French Guiana

Greenland

Guadeloupe 35

Martinique

Mayotte

Réunion

Saint Barthélemy

Saint Martin 40

du Nord espagnole », « Antilles françaises » et « Antilles néerlandaises »;

b) par suppression, dans la colonne intitulée « NPF », de la mention « X » en regard des dénominations visées à l’alinéa a); 5

c) par suppression, dans la colonne intitulée « TPG », de la mention « X » en regard de la dénomination « Afrique du Nord espagnole ».

(2) La Liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés figurant à l’annexe de la version anglaise de la même loi est modifiée : 10

a) par suppression, dans la colonne intitulée « Country Name », de la dénomination « Southern and Antarctic Territories French » et de la mention « X » dans les colonnes intitulées « MFN » et « GPT » en regard de cette dénomination; 15

b) par adjonction, selon l’ordre alphabétique, dans la colonne intitulée « Country Name », de la dénomination « French Southern and Antarctic Territories » et de la mention « X » dans les colonnes intitulées « MFN » et « GPT » en regard de cette dénomination. 20

(3) La Liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés figurant à l’annexe de la même loi est modifiée : 25

a) par adjonction, selon l’ordre alphabétique, dans la colonne intitulée « Nom du pays », des dénominations suivantes :

Aruba 30

Bonaire, Saint-Eustache et Saba

Ceuta et Melilla

Curaçao

Géorgie du Sud-et-les Îles Sandwich du Sud

Groenland 35

Guadeloupe

Guyane française

Îles Canaries

Îles Féroé

Martinique 40

Mayotte

Réunion

Saint Pierre and Miquelon

Sint Maarten

South Georgia and the South Sandwich Islands

Wallis and Futuna

(b) by adding, in the column “MFN”, the symbol “X” opposite the references to those entries added under paragraph (a); 5

(c) by adding, in the column “GPT”, the symbol “X” opposite the references to “Canary Islands” and “Ceuta and Melilla”. 10

108 (1) The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by

(a) adding in the column “Preferential Tariff / Initial Rate”, above the reference to “GPT”, a reference to “CEUT:”; 15

(b) adding in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, above the reference to “GPT”, a reference to “CEUT:”;

(c) adding in the column “Preferential Tariff / Initial Rate” a reference to “Free” after the abbreviation “CEUT”, and adding in the column “Preferential Tariff / Final Rate” a reference to “Free (A)” after the abbreviation “CEUT”, for all tariff items except those set out in Schedules 4 and 5 to this Act; 20 25

(d) adding in the columns “Preferential Tariff / Initial Rate” and “Preferential Tariff / Final Rate”, a reference to “N/A” after the abbreviation “CEUT” for the tariff items set out in Schedule 4 to this Act; and 30

(e) adding in the columns “Preferential Tariff / Initial Rate” and “Preferential Tariff / Final Rate” after the abbreviation “CEUT”, for each tariff item set out in Schedule 5 to this Act, the rates of duty and staging categories set out with respect to that tariff item in that Schedule. 35

Saint-Barthélemy

Saint-Martin (partie française)

Saint-Martin (partie néerlandaise)

Saint-Pierre-et-Miquelon

Wallis-et-Futuna 5

b) par adjonction, dans la colonne intitulée « NPF », de la mention « X » en regard des dénominations ajoutées en application de l’alinéa a);

c) par adjonction, dans la colonne intitulée « TPG », de la mention « X » en regard des dénominations « Ceuta et Melilla » et « Îles Canaries ». 10

108 (1) La liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée : 15

a) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux initial », au-dessus de la mention « TPG », de la mention « TCUE : »;

b) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », au-dessus de la mention « TPG », de la mention « TCUE : »; 20

c) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux initial », de la mention « En fr. », après l’abréviation « TCUE » et par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (A) », après l’abréviation « TCUE », en regard de tous les numéros tarifaires à l’exception de ceux figurant aux annexes 4 et 5 de la présente loi; 25 30

d) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « S/O » après l’abréviation « TCUE », en regard des numéros tarifaires figurant à l’annexe 4 de la présente loi; 35

e) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif de préférence / Taux final », après l’abréviation « TCUE », en regard des numéros tarifaires figurant à l’annexe 5 de la présente loi, des taux de droits de douane et des catégories d’échelonnements correspondants qui y sont prévus. 40

(2) The Description of Goods of tariff item No. 9971.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “an EU country or other CETA beneficiary” in the list of countries.

(3) Note 1 to the Description of Goods of tariff item No. 9971.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is replaced by the following:

Note 1: The Canada–European Union Tariff, Iceland Tariff, Korea Tariff, Norway Tariff and Switzerland–Liechtenstein Tariff rate of customs duty applicable to goods classified under this tariff item shall be, in respect of the value of the repair or alteration to the goods carried out only in an EU country or other CETA beneficiary, Iceland, Korea, Norway, Switzerland or Liechtenstein, respectively, determined under section 87 of this Act, in accordance with their classification in Chapters 1 to 97.

(4) The Description of Goods of tariff item No. 9992.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “an EU country or other CETA beneficiary” in the list of countries.

2002, c. 28

Pest Control Products Act

109 Subsection 7(2) of the *Pest Control Products Act* is replaced by the following:

Use of information provided by registrants

(2) If the Minister determines that the active ingredient of the applicant’s pest control product is equivalent to the active ingredient of a registered pest control product, the Minister shall, subject to and in accordance with the regulations, permit the applicant to use or rely on any information referred to in subsection (1) that has been provided by any registrant if the Minister is satisfied that the information

(a) is relevant to the registered pest control product that contains the equivalent active ingredient; and

(b) is necessary to support the application.

110 Subsection 16(5) of the Act is replaced by the following:

(2) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9971.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de « pays de l’Union européenne ou autre bénéficiaire de l’AÉCG » dans la liste des pays.

(3) La Note 1 à la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9971.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est remplacée par ce qui suit :

Note 1 : Le taux de droits de douane du tarif de la Corée, du tarif de l’Islande, du tarif de la Norvège, du tarif de Suisse-Liechtenstein et du tarif Canada-Union européenne applicable aux marchandises classées dans ce numéro tarifaire doit être, à l’égard de la valeur de la réparation ou de la modification effectuée seulement en Corée, en Islande, en Norvège, en Suisse, au Liechtenstein ou dans un pays de l’Union européenne ou un autre bénéficiaire de l’AÉCG, déterminé en vertu de l’article 87 de la présente loi, en conformité avec leur classement dans les Chapitres 1 à 97.

(4) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9992.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de « pays de l’Union européenne ou autre bénéficiaire de l’AÉCG » dans la liste des pays.

2002, ch. 28

Loi sur les produits antiparasitaires

109 Le paragraphe 7(2) de la *Loi sur les produits antiparasitaires* est remplacé par ce qui suit :

Utilisation des renseignements fournis par des titulaires

(2) S’il conclut que le principe actif du produit antiparasitaire du demandeur est équivalent au principe actif d’un produit antiparasitaire homologué, le ministre permet au demandeur, sous réserve des règlements et en conformité avec ceux-ci, d’utiliser tout renseignement visé au paragraphe (1) fourni par un titulaire, ou de se fier à un tel renseignement, s’il est convaincu que ce renseignement :

a) d’une part, se rapporte au produit antiparasitaire homologué contenant le principe actif équivalent;

b) d’autre part, est nécessaire à l’appui de la demande.

110 Le paragraphe 16(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Provision of information if more than one registrant

(5) If there is more than one registrant whose registered pest control products have active ingredients that the Minister has determined to be equivalent,

(a) two or more registrants may provide the information required under subsection (3) or paragraph 19(1)(a) jointly; and

(b) if the Minister is satisfied that the information required under subsection (3) or paragraph 19(1)(a) has been provided by one or more registrants, the Minister shall, subject to and in accordance with the regulations, permit another registrant to use or rely on that information to meet the requirements under that subsection or paragraph.

If active ingredients not equivalent

(5.1) If the active ingredients of the registered pest control product that is subject to the re-evaluation are not equivalent to the active ingredients in another registrant's registered pest control product, the Minister shall, subject to and in accordance with the regulations, permit the registrant whose product is subject to the re-evaluation to use or rely on information provided by the other registrant if the Minister is satisfied that the information is necessary for the re-evaluation.

111 Subsection 18(3) of the Act is replaced by the following:

Provision of information if more than one registrant

(3) If there is more than one registrant whose registered pest control products have active ingredients that the Minister has determined to be equivalent,

(a) two or more registrants may provide the information required under subsection (1) or paragraph 19(1)(a) jointly; and

(b) if the Minister is satisfied that the information required under subsection (1) or paragraph 19(1)(a) has been provided by one or more registrants, the Minister shall, subject to and in accordance with the regulations, permit another registrant to use or rely on that information to meet the requirements under that subsection or paragraph.

If active ingredients not equivalent

(3.1) If the active ingredients of a registered pest control product that is subject to the special review are not equivalent to the active ingredients in another registrant's registered pest control product, the Minister shall, subject to and in accordance with the regulations, permit

Fourniture de renseignements si plus d'un titulaire

(5) Lorsque le ministre a conclu que les principes actifs de produits homologués sont équivalents, les titulaires de ces produits peuvent fournir conjointement les renseignements exigés au paragraphe (3) ou à l'alinéa 19(1)a); s'il est convaincu que ces renseignements ont été fournis par l'un ou plusieurs de ces titulaires, le ministre permet, sous réserve des règlements et en conformité avec ceux-ci, à un autre de ces titulaires d'utiliser ces renseignements, ou de s'y fier, pour se conformer aux exigences prévues à ce paragraphe ou à cet alinéa.

Principes actifs non équivalents

(5.1) Si les principes actifs d'un produit antiparasitaire homologué sujet à la réévaluation ne sont pas équivalents aux principes actifs d'un autre produit antiparasitaire homologué, le ministre permet, sous réserve des règlements et en conformité avec ceux-ci, au titulaire du produit sujet à la réévaluation d'utiliser les renseignements fournis par le titulaire de l'autre produit antiparasitaire homologué, ou de se fier à ces renseignements, s'il est convaincu que ces renseignements sont nécessaires à la réévaluation.

111 Le paragraphe 18(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Fourniture de renseignements si plus d'un titulaire

(3) Lorsque le ministre a conclu que les principes actifs de produits homologués sont équivalents, les titulaires de ces produits peuvent fournir conjointement les renseignements exigés au paragraphe (1) ou à l'alinéa 19(1)a); s'il est convaincu que ces renseignements ont été fournis par l'un ou plusieurs de ces titulaires, le ministre permet, sous réserve des règlements et en conformité avec ceux-ci, à un autre de ces titulaires d'utiliser ces renseignements, ou de s'y fier, pour se conformer aux exigences prévues à ce paragraphe ou à cet alinéa.

Principes actifs non équivalents

(3.1) Si les principes actifs d'un produit antiparasitaire homologué sujet à l'examen spécial ne sont pas équivalents aux principes actifs d'un autre produit antiparasitaire homologué, le ministre permet, sous réserve des règlements et en conformité avec ceux-ci, au titulaire du

the registrant whose product is subject to the special review to use or rely on information provided by the other registrant if the Minister is satisfied that the information is necessary for the special review.

112 Subsection 66(2) of the Act is replaced by the following:

Negotiation and arbitration

(2) An agreement referred to in subsection (1) shall be entered into, and provide for the determination of compensation payable through negotiation and binding arbitration, in accordance with the regulations.

113 Subsection 67(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (z):

(z.01) respecting the entering into of agreements and the determination of compensation payable through negotiations and binding arbitration, under section 66;

Transitional Provisions

Definition of Act

114 In sections 115 and 116, Act means the Trade-marks Act.

Indications in Schedule

115 (1) Despite subsection 11.12(2) and section 11.13 of the Act, the Registrar, as defined in section 2 of the Act, must, as soon as feasible after this section comes into force, enter the indications set out in Schedule 6 to this Act on the list of geographical indications kept under subsection 11.12(1) of the Act.

Deemed entered on list

(2) Those indications and all translations of those indications are deemed to have been entered on the list on the day on which this section comes into force.

For greater certainty

(3) For greater certainty, the Registrar is not required to enter those translations on the list.

Geographical indications

(4) Each of those indications, to the extent that it remains on the list, is deemed to be a *geographical indication* as defined in section 2 of the Act.

produit sujet à l'examen spécial d'utiliser les renseignements fournis par le titulaire de l'autre produit antiparasitaire homologué, ou de se fier à ces renseignements, s'il est convaincu que ces renseignements sont nécessaires à l'examen spécial.

112 Le paragraphe 66(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Négociation et arbitrage

(2) Toute entente visée au paragraphe (1) est conclue conformément aux règlements et prévoit, conformément à ceux-ci, l'établissement, au moyen de la négociation et de l'arbitrage obligatoire, des droits à payer.

113 Le paragraphe 67(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa z), de ce qui suit :

z.01 concernant la conclusion des ententes visées à l'article 66 et l'établissement, visé à cet article, des droits à payer au moyen de la négociation et de l'arbitrage obligatoire;

Dispositions transitoires

Définition de Loi

114 Aux articles 115 et 116, Loi s'entend de la Loi sur les marques de commerce.

Indications : annexe

115 (1) Malgré le paragraphe 11.12(2) et l'article 11.13 de la Loi, le registraire, au sens de l'article 2 de la Loi, inscrit les indications figurant à l'annexe 6 de la présente loi, dès que possible après l'entrée en vigueur du présent article, sur la liste des indications géographiques tenue en application du paragraphe 11.12(1) de la Loi.

Réputées inscrites

(2) Les indications et toutes les traductions de celles-ci sont réputées avoir été inscrites sur la liste à la date d'entrée en vigueur du présent article.

Précision

(3) Il est entendu que le registraire n'est pas tenu d'inscrire ces traductions sur la liste.

Indications géographiques

(4) Chacune de ces indications, dans la mesure où elle est inscrite sur la liste, est réputée être

Acquired rights

(5) For the purpose of subsection 11.2(3) of the Act, the reference to “the day on which a statement by the Minister is published under subsection 11.12(2) or (2.1)” is to be read, with respect to those indications, as a reference to “the day on which this section comes into force”.

Indication “Feta”

(6) For the purpose of section 11.22 of the Act, the indication “Feta” is deemed to be listed in Part A of Annex 20-A, as amended from time to time, of Chapter Twenty of the Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States, done at Brussels on October 30, 2016, to the extent that the indication “Φέτα” (Feta) remains listed in that Part A of Annex 20-A of that Agreement.

Additional indications

116 (1) On the publication of a statement by the Minister, as defined in section 11.11 of the Act, that a geographical indication has been added to Part A of Annex 20-A, as amended from time to time, of Chapter Twenty of the Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States, done at Brussels on October 30, 2016, the Registrar, as defined in section 2 of the Act, must, despite subsection 11.12(2) and section 11.13 of the Act, enter the indication on the list kept under subsection 11.12(1) of the Act.

Information in statement

(2) The Minister’s statement must set out the information described in paragraphs 11.12(3)(b) to (d) and (f) of the Act in respect of the indication.

Deemed entered on list

(3) The indication and all translations of the indication are deemed to have been entered on the list on the date on which the indication is added to Part A of Annex 20-A of Chapter Twenty of that Agreement.

For greater certainty

(4) For greater certainty, the Registrar is not required to enter those translations on the list.

une indication géographique au sens de l'article 2 de la Loi.

Droits acquis

(5) Pour l'application du paragraphe 11.2(3) de la Loi relativement aux indications, la mention « la publication de l'énoncé d'intention aux termes des paragraphes 11.12(2) ou (2.1) » vaut mention de « l'entrée en vigueur du présent article ».

Indication « Feta »

(6) Pour l'application de l'article 11.22 de la Loi, l'indication « Feta » est réputée figurer à la partie A de l'annexe 20-A, avec ses modifications successives, du chapitre Vingt de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016, tant et aussi longtemps que l'indication « Φέτα » (Feta) y figure.

Ajout à la liste

116 (1) Malgré le paragraphe 11.12(2) et l'article 11.13 de la Loi, le *registraire*, au sens de l'article 2 de la Loi, inscrit, sur la liste des indications géographiques tenue en application du paragraphe 11.12(1) de la Loi, l'indication à l'égard de laquelle le *ministre*, au sens de l'article 11.11 de la Loi, a fait publier un énoncé d'intention indiquant qu'elle a été ajoutée à la partie A de l'annexe 20-A, avec ses modifications successives, du chapitre Vingt de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016.

Renseignements

(2) L'énoncé d'intention contient, à l'égard de l'indication, les renseignements visés aux alinéas 11.12(3)b) à d) et f) de la Loi.

Réputées inscrites

(3) L'indication et toutes les traductions de celle-ci sont réputées avoir été inscrites sur la liste à la date à laquelle l'indication est ajoutée à la partie A de l'annexe 20-A du chapitre Vingt de cet accord.

Précision

(4) Il est entendu que le registraire n'est pas tenu d'inscrire ces traductions sur la liste.

Geographical indication

(5) The indication, to the extent that it remains on the list, is deemed to be a *geographical indication* as defined in section 2 of the Act.

Acquired rights

(6) For the purpose of subsection 11.2(3) of the Act, the reference to “the day on which a statement by the Minister is published under subsection 11.12(2) or (2.1)” is to be read, with respect to the indication, as a reference to “the date on which the indication is added to Part A of Annex 20-A, as amended from time to time, of Chapter Twenty of the Comprehensive Economic and Trade Agreement between Canada and the European Union and its Member States, done at Brussels on October 30, 2016”.

Investment Canada Act – Section 14.11

117 Any application that is filed under section 17 of the *Investment Canada Act* before the day on which section 14.11 of that Act as enacted by section 80 of this Act comes into force and in respect of which the Minister of Industry has not issued a decision before that day is deemed never to have been filed if

(a) the investment to which the application relates would have been subject to subsections 14.11(1) or (2) of that Act, had the application been filed on that day; and

(b) the enterprise value of the assets to which the application relates is less than the amount referred to in paragraph 14.11(1)(a) of that Act.

PART 3

Consequential Amendments

R.S.C. 1970, c. C-32

Canada Corporations Act

118 Paragraph 16(1)(b) of the *Canada Corporations Act* is replaced by the following:

(b) to apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, certificates of supplementary protection issued under the *Patent Act*, rights under such a certificate, copyrights, trade marks, formulae, licences, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention that

Indications géographiques

(5) L'indication, dans la mesure où elle est inscrite sur la liste, est réputée être une *indication géographique* au sens de l'article 2 de la Loi.

Droits acquis

(6) Pour l'application du paragraphe 11.2(3) de la Loi relativement à cette indication, la mention « la publication de l'énoncé d'intention aux termes des paragraphes 11.12(2) ou (2.1) » vaut mention de « la date à laquelle l'indication est ajoutée à la partie A de l'annexe 20-A, avec ses modifications successives, du chapitre Vingt de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016 ».

Loi sur l'investissement Canada – article 14.11

117 Toute demande d'examen qui est déposée en application de l'article 17 de la *Loi sur l'investissement Canada* avant la date d'entrée en vigueur de l'article 14.11 de cette loi, édicté par l'article 80 de la présente loi, et pour laquelle, avant cette date, le ministre de l'Industrie n'a pas pris de décision est réputée ne pas avoir été déposée si, à la fois :

a) l'investissement visé par la demande aurait été assujéti aux paragraphes 14.11(1) ou (2) de cette loi si elle avait été déposée ce jour-là;

b) la valeur d'affaire des actifs en cause est inférieure à la somme prévue à l'alinéa 14.11(1)a) de cette loi.

PARTIE 3

Modifications corrélatives

S.R.C. 1970, ch. C-32

Loi sur les corporations canadiennes

118 L'alinéa 16(1)b) de la *Loi sur les corporations canadiennes* est remplacé par ce qui suit :

b) de demander, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, droits de brevets, certificats de protection supplémentaire délivrés en vertu de la *Loi sur les brevets*, droits conférés par de tels certificats, droits d'auteur, marques de fabrique ou de commerce, formules, permis, concessions et intérêts de même nature, conférant quelque droit d'utilisation, exclusif ou

may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licences in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

119 Paragraph 68(1)(e) of the Act is replaced by the following:

(e) a mortgage or charge on goodwill, on any patent or licence under a patent, on any certificate of supplementary protection issued under the *Patent Act* or licence under such a certificate, on any trade mark or on any copyright or licence under a copyright,

R.S.C. 1970, c. 10 (1st Suppl.), s. 15

120 Clause 121(1)(k)(iv)(C) of the Act is replaced by the following:

(C) patents and certificates of supplementary protection issued under the *Patent Act*,

R.S., c. A-16; 1997, c. 9, s. 89

Nuclear Energy Act

1997, c. 9, s. 92

121 Paragraphs 10(1)(c) and (d) of the Nuclear Energy Act are replaced by the following:

(c) with the approval of the Governor in Council, lease or, by purchase, requisition or expropriation, acquire or cause to be acquired nuclear substances and any mines, deposits or claims of nuclear substances and patent rights or certificates of supplementary protection issued under the *Patent Act* relating to nuclear energy and any works or property for production or preparation for production of, or for research or investigations with respect to, nuclear energy; and

(d) with the approval of the Governor in Council, license or otherwise make available or sell or otherwise dispose of discoveries and inventions relating to, and improvements in processes, apparatus or machines used in connection with, nuclear energy, patent rights and certificates of supplementary protection acquired under this Act and collect royalties and fees on and payments for those licences, discoveries, inventions, improvements, patent rights and certificates.

non exclusif, ou limité, ou des secrets ou autres renseignements au sujet d'une invention, qu'il semble possible d'utiliser pour quelque'une des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, mettre en valeur ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis, ou d'accorder des permis à cet égard;

119 L'alinéa 68(1)e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

e) une hypothèque ou charge sur l'achalandage, sur un brevet ou sur une licence en vertu d'un brevet, sur un certificat de protection supplémentaire délivré en vertu de la *Loi sur les brevets* ou sur une licence en vertu d'un tel certificat, sur une marque de fabrique ou de commerce ou sur un droit d'auteur ou sur une licence en vertu d'un droit d'auteur,

S.R.C. 1970, ch. 10 (1^{er} suppl.), art. 15

120 La division 121(1)k)(iv)(C) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(C) les brevets ou les certificats de protection supplémentaire délivrés en vertu de la *Loi sur les brevets*,

L.R., ch. A-16; 1997, ch. 9, art. 89

Loi sur l'énergie nucléaire

1997, ch. 9, art. 92

121 Les alinéas 10(1)c) et d) de la Loi sur l'énergie nucléaire sont remplacés par ce qui suit :

c) avec l'agrément du gouverneur en conseil, procéder ou faire procéder à la location ou à l'acquisition — par achat, réquisition ou expropriation — des substances nucléaires, des gisements, mines ou concessions de substances nucléaires, des brevets d'invention et des certificats de protection supplémentaire délivrés en vertu de la *Loi sur les brevets* relatifs à l'énergie nucléaire, ainsi que des ouvrages et biens destinés à la production d'énergie nucléaire, ou la préparation en vue de celle-ci, ainsi qu'aux recherches scientifiques et techniques la concernant;

d) avec l'agrément du gouverneur en conseil, céder, notamment par vente ou attribution de licences, les découvertes, inventions et perfectionnements en matière de procédés, d'appareillage ou d'équipement utilisés en relation avec l'énergie nucléaire et les brevets d'invention ainsi que les certificats de protection supplémentaire acquis aux termes de la présente loi, et

R.S., c. B-3; 1992, c. 27, s. 2

Bankruptcy and Insolvency Act

1993, c. 34, s. 10(E)

122 Section 82 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* is replaced by the following:

Trustee to have right to sell patented articles

82 (1) If any property of a bankrupt vesting in a trustee consists of articles that are subject to a patent or to a certificate of supplementary protection issued under the *Patent Act* and were sold to the bankrupt subject to any restrictions or limitations, the trustee is not bound by the restrictions or limitations but may sell and dispose of the articles free and clear of the restrictions or limitations.

Right of manufacturer

(2) If the manufacturer or vendor of the articles referred to in subsection (1) objects to the disposition of them by the trustee as provided by this section and gives to the trustee notice in writing of the objection before their sale or disposition, that manufacturer or vendor has the right to purchase the articles at their invoice prices, subject to any reasonable deduction for depreciation or deterioration.

R.S., c. C-34; R.S., c. 19 (2nd Suppl.), s. 19

Competition Act

1990, c. 37, s. 29

123 (1) The portion of subsection 32(1) of the *Competition Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

Powers of Federal Court where certain rights used to restrain trade

32 (1) In any case where use has been made of the exclusive rights and privileges conferred by one or more patents for invention, by one or more certificates of supplementary protection issued under the *Patent Act*, by one or more trade-marks, by a copyright or by a registered integrated circuit topography, so as to

1990, c. 37, s. 29

(2) The portion of subsection 32(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

percevoir les redevances, droits et autres paiements correspondants.

L.R., ch. B-3; 1992, ch. 27, art. 2

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

1993, ch. 34, art. 10(A)

122 L'article 82 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* est remplacé par ce qui suit :

Le syndic a droit de vendre des marchandises brevetées

82 (1) Lorsque les biens d'un failli, attribués à un syndic, consistent en articles qui sont visés par un brevet ou par un certificat de protection supplémentaire délivré en vertu de la *Loi sur les brevets* et qui avaient été vendus au failli sous réserve de restrictions ou limitations quelconques, le syndic n'est pas lié par ces restrictions ou limitations et peut vendre et aliéner ces articles, libres de ces restrictions ou limitations.

Droit du fabricant

(2) Lorsque le fabricant ou le vendeur des articles visés au paragraphe (1) s'oppose à ce que le syndic les aliène comme le prévoit le présent article, et qu'il donne au syndic un avis écrit de cette opposition, avant qu'ils soient vendus ou aliénés, ce fabricant ou vendeur a le droit d'acheter ces articles à leur prix de facture, sous réserve d'une déduction raisonnable pour dépréciation ou détérioration.

L.R., ch. C-34; L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 19

Loi sur la concurrence

1990, ch. 37, art. 29

123 (1) Le passage du paragraphe 32(1) de la *Loi sur la concurrence* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Pouvoirs de la Cour fédérale dans le cas d'usage de certains droits pour restreindre le commerce

32 (1) Chaque fois qu'il a été fait usage des droits et privilèges exclusifs conférés par un ou plusieurs brevets d'invention, par un ou plusieurs certificats de protection supplémentaire délivrés en vertu de la *Loi sur les brevets*, par une ou plusieurs marques de commerce, par un droit d'auteur ou par une topographie de circuit intégré enregistrée pour :

1990, ch. 37, art. 29

(2) Le passage du paragraphe 32(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Orders

(2) The Federal Court, on an information exhibited by the Attorney General of Canada, may, for the purpose of preventing any use in the manner defined in subsection (1) of the exclusive rights and privileges conferred by any patents for invention, certificates of supplementary protection issued under the *Patent Act*, trade-marks, copyrights or registered integrated circuit topographies relating to or affecting the manufacture, use or sale of any article or commodity that may be a subject of trade or commerce, make one or more of the following orders:

1990, c. 37, s. 29

(3) Paragraph 32(2)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) directing the grant of licences under any such patent, certificate of supplementary protection, copyright or registered integrated circuit topography to the persons and on the terms and conditions that the court may deem proper or, if the grant and other remedies under this section would appear insufficient to prevent that use, revoking the patent or certificate of supplementary protection;

2002, c. 16, s. 4(F)

(4) Subsection 32(3) of the Act is replaced by the following:

Treaties, etc.

(3) No order shall be made under this section that is at variance with any treaty, convention, arrangement or engagement respecting patents, certificates of supplementary protection, trade-marks, copyrights or integrated circuit topographies to which Canada is a party.

2009, c. 2, s. 426

124 Paragraph 76(3)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) has the exclusive rights and privileges conferred by a patent, certificate of supplementary protection issued under the *Patent Act*, trade-mark, copyright, registered industrial design or registered integrated circuit topography.

1990, c. 37, s. 32

125 Paragraph 86(4)(b) of the Act is replaced by the following:

Ordonnances

(2) La Cour fédérale, sur une plainte exhibée par le procureur général du Canada, peut, en vue d'empêcher tout usage, de la manière définie au paragraphe (1), des droits et privilèges exclusifs conférés par des brevets d'invention, des certificats de protection supplémentaire délivrés en vertu de la *Loi sur les brevets*, des marques de commerce, des droits d'auteur ou des topographies de circuits intégrés enregistrées touchant ou visant la fabrication, l'emploi ou la vente de tout article ou denrée pouvant faire l'objet d'un échange ou d'un commerce, rendre une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

1990, ch. 37, art. 29

(3) L'alinéa 32(2)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) prescrire l'octroi de licences d'exploitation du brevet, du certificat de protection supplémentaire, de la topographie de circuit intégré enregistrée ou de licences en vertu d'un droit d'auteur aux personnes et aux conditions que le tribunal juge appropriées, ou, si cet octroi et les autres recours prévus par le présent article semblent insuffisants pour empêcher cet usage, révoquer le brevet ou le certificat de protection supplémentaire;

2002, ch. 16, art. 4(F)

(4) Le paragraphe 32(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Traités

(3) Ces ordonnances ne peuvent être rendues que si elles sont compatibles avec les traités, conventions, arrangements ou engagements auxquels le Canada est partie concernant des brevets d'invention, des certificats de protection supplémentaire, des marques de commerce, des droits d'auteur ou des topographies de circuits intégrés.

2009, ch. 2, art. 426

124 L'alinéa 76(3)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) détient les droits et privilèges exclusifs que confèrent un brevet, un certificat de protection supplémentaire délivré en vertu de la *Loi sur les brevets*, une marque de commerce, un droit d'auteur, un dessin industriel enregistré ou une topographie de circuit intégré enregistrée.

1990, ch. 37, art. 32

125 L'alinéa 86(4)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) a wider licensing of patents, certificates of supplementary protection issued under the *Patent Act* or registered integrated circuit topographies;

R.S., c. D-1

Defence Production Act

1994, c. 47, s. 220 (Sch. IV, item 3)

126 Paragraph (b) of the definition *royalties* in section 2 of the *Defence Production Act* is replaced by the following:

(b) claims for damages for the infringement or use of any registered topography within the meaning of the *Integrated Circuit Topography Act* or of any patent, certificate of supplementary protection issued under the *Patent Act* or registered industrial design;

1994, c. 47, s. 220 (Sch. IV, item 4)

127 (1) Subsections 22(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Relief from claims and proceedings for royalties

22 (1) The Minister may, on behalf of Her Majesty, contract with any person that Her Majesty will relieve that person from any claims, actions or proceedings for the payment of royalties for the use or infringement of any patent, certificate of supplementary protection, registered industrial design or registered topography by that person in, or for the furnishing of any engineering or technical assistance or services to that person for, the performance of a defence contract.

Relief from royalty payments

(2) A person with whom the Minister has contracted under subsection (1) is not liable to pay royalties under any contract, statute or otherwise by reason of the use or infringement of a patent, certificate of supplementary protection, registered industrial design or registered topography in, or in respect of engineering or technical assistance or services furnished for, the performance of a defence contract and to which the contract under subsection (1) applies.

(b) une augmentation du nombre des licences d'exploitation d'un brevet, d'un certificat de protection supplémentaire délivré en vertu de la *Loi sur les brevets* ou des topographies de circuits intégrés enregistrés;

L.R., ch. D-1

Loi sur la production de défense

1994, ch. 47, art. 220, ann. IV, art. 3

126 La définition de *redevances*, à l'article 2 de la *Loi sur la production de défense*, est remplacée par ce qui suit :

redevances Droits de licence et autres paiements analogues à des redevances, exigibles ou non en vertu d'un contrat, qui sont soit calculés en pourcentage du coût ou du prix de vente du matériel de défense ou établis à un montant fixe par article produit, soit fondés sur la quantité ou le nombre d'articles produits ou vendus ou sur le volume d'affaires réalisé. La présente définition s'applique également aux demandes en dommages-intérêts pour violation ou usage de toute topographie enregistrée au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les topographies de circuits intégrés* ou de tout brevet, certificat de protection supplémentaire délivré en vertu de la *Loi sur les brevets* ou dessin industriel enregistré. (*royalties*)

1994, ch. 47, art. 220, ann. IV, art. 4

127 (1) Les paragraphes 22(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Immunité de poursuite — redevances

22 (1) Le ministre peut, au nom de Sa Majesté, prendre envers une personne un engagement portant que Sa Majesté la libérera de toute réclamation, action ou poursuite en paiement de redevances pour l'emploi ou la violation par cette personne, dans le cadre de l'exécution d'un contrat de défense, d'un brevet, d'un certificat de protection supplémentaire, d'un dessin industriel enregistré ou d'une topographie enregistrée, ou à l'égard d'une aide apportée ou de services techniques rendus à cette personne dans les mêmes circonstances.

Exemption

(2) Une personne avec qui le ministre a conclu un engagement conformément au paragraphe (1) n'est pas tenue de verser des redevances au titre d'un contrat, d'une loi ou d'une autre autorité en raison de la violation ou de l'emploi, dans le cadre de l'exécution d'un contrat de défense auquel s'applique l'engagement visé au paragraphe (1), d'un brevet, d'un certificat de protection supplémentaire, d'un dessin industriel enregistré ou d'une topographie enregistrée, ou à l'égard d'une aide apportée ou de

1994, c. 47, s. 220 (Sch. IV, item 4)

(2) Subsection 22(3) of the English version of the Act is replaced by the following:

Compensation for use

(3) A person who, but for subsection (2), would be entitled to a royalty from another person for the infringement or use of a patent, certificate of supplementary protection, registered industrial design or registered topography or in respect of engineering or technical assistance or services is entitled to reasonable compensation from Her Majesty for the infringement, use or services and, if the Minister and that person cannot agree as to the amount of the compensation, it shall be fixed by the Commissioner of Patents.

1994, c. 47, s. 220 (Sch. IV, item 4)

(3) Subsection 22(5) of the Act is replaced by the following:

Definitions

(5) In this section, *certificate of supplementary protection* has the same meaning as in section 2 of the *Patent Act* and *registered topography* has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Integrated Circuit Topography Act*.

R.S., c. F-7; 2002, c. 8, s. 14

Federal Courts Act

1990, c. 37, s. 34(1); 2002, c. 8, s. 29

128 Section 20 of the Federal Courts Act is replaced by the following:

Industrial property, exclusive jurisdiction

20 (1) The Federal Court has exclusive original jurisdiction, between subject and subject as well as otherwise,

(a) in all cases of conflicting applications for any patent of invention or for any certificate of supplementary protection under the *Patent Act*, or for the registration of any copyright, trade-mark, industrial design or topography within the meaning of the *Integrated Circuit Topography Act*; and

(b) in all cases in which it is sought to impeach or annul any patent of invention or any certificate of supplementary protection issued under the *Patent Act*, or to have any entry in any register of copyrights, trade-marks, industrial designs or topographies referred to in paragraph (a) made, expunged, varied or rectified.

services techniques fournis pour l'exécution d'un tel contrat.

1994, ch. 47, art. 220, ann. IV, art. 4

(2) Le paragraphe 22(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Compensation for use

(3) A person who, but for subsection (2), would be entitled to a royalty from another person for the infringement or use of a patent, certificate of supplementary protection, registered industrial design or registered topography or in respect of engineering or technical assistance or services is entitled to reasonable compensation from Her Majesty for the infringement, use or services and, if the Minister and that person cannot agree as to the amount of the compensation, it shall be fixed by the Commissioner of Patents.

1994, ch. 47, art. 220, ann. IV, art. 4

(3) Le paragraphe 22(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Définitions

(5) Dans le présent article, *certificat de protection supplémentaire* s'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur les brevets* et *topographie enregistrée* s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les topographies de circuits intégrés*.

L.R., ch. F-7; 2002, ch. 8, art. 14

Loi sur les Cours fédérales

1990, ch. 37, par. 34(1); 2002, ch. 8, art. 29

128 L'article 20 de la Loi sur les Cours fédérales est remplacé par ce qui suit :

Propriété industrielle : compétence exclusive

20 (1) La Cour fédérale a compétence exclusive, en première instance, dans les cas suivants opposant notamment des administrés :

a) conflit des demandes de brevet d'invention ou de certificat de protection supplémentaire sous le régime de la *Loi sur les brevets*, ou d'enregistrement d'un droit d'auteur, d'une marque de commerce, d'un dessin industriel ou d'une topographie au sens de la *Loi sur les topographies de circuits intégrés*;

b) tentative d'invalidation ou d'annulation d'un brevet d'invention ou d'un certificat de protection supplémentaire délivré sous le régime de la *Loi sur les brevets*, ou tentative d'inscription, de radiation ou de modification dans un registre de droits d'auteur, de

marques de commerce, de dessins industriels ou de topographies visées à l'alinéa a).

Industrial property, concurrent jurisdiction

(2) The Federal Court has concurrent jurisdiction in all cases, other than those mentioned in subsection (1), in which a remedy is sought under the authority of an Act of Parliament or at law or in equity respecting any patent of invention, certificate of supplementary protection issued under the *Patent Act*, copyright, trade-mark, industrial design or topography referred to in paragraph (1)(a).

R.S., c. P-32

Public Servants Inventions Act

129 (1) Subsection 9(1) of the *Public Servants Inventions Act* is replaced by the following:

Administration and control of inventions

9 (1) The administration and control of any invention vested in Her Majesty by this Act and any patent or certificate of supplementary protection issued with respect to the invention are vested in the appropriate minister, and the appropriate minister may transfer that administration and control to any other minister or to any corporate agency of Her Majesty.

(2) Subsection 9(3) of the Act is replaced by the following:

Authority of Crown agencies

(3) Despite anything in its charter or Act of incorporation, an agency to which the administration and control of any invention, patent or certificate of supplementary protection is transferred under this section has the capacity and power to receive, hold, administer, control, develop and exploit the invention, patent or certificate and generally to carry out the provisions of this Act with respect to the invention, patent or certificate.

(3) Subsection 9(4) of the English version of the Act is replaced by the following:

Administration of moneys

(4) If the administration and control of any invention or patent has been transferred under this section to a corporate agency of Her Majesty, any money received by the corporate agency in the course of the administration and control of the invention, patent or certificate of supplementary protection may be retained by that corporate

Propriété industrielle : compétence concurrente

(2) Elle a compétence concurrente dans tous les autres cas de recours sous le régime d'une loi fédérale ou de toute autre règle de droit non visés par le paragraphe (1) relativement à un brevet d'invention, à un certificat de protection supplémentaire délivré sous le régime de la *Loi sur les brevets*, à un droit d'auteur, à une marque de commerce, à un dessin industriel ou à une topographie au sens de la *Loi sur les topographies de circuits intégrés*.

L.R., ch. P-32

Loi sur les inventions des fonctionnaires

129 (1) Le paragraphe 9(1) de la *Loi sur les inventions des fonctionnaires* est remplacé par ce qui suit :

Administration et contrôle en matière d'inventions

9 (1) Les pouvoirs d'administration et de contrôle, pour toute invention dévolue à Sa Majesté en application de la présente loi et tout brevet ou certificat de protection supplémentaire délivré à cet égard, sont attribués au ministre compétent, lequel peut les transférer à tout autre ministre ou à tout organisme de la Couronne doté de la personnalité morale.

(2) Le paragraphe 9(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Pouvoir des organismes de la Couronne

(3) Malgré toute disposition de sa charte ou loi constitutive, l'organisme visé au paragraphe (1) est habilité à recevoir, à détenir, à valoriser et à exploiter l'invention, le brevet ou le certificat de protection supplémentaire et, à leur égard, à exercer tous pouvoirs d'administration et de contrôle ainsi que, d'une façon générale, à appliquer les dispositions de la présente loi.

(3) Le paragraphe 9(4) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Administration of moneys

(4) If the administration and control of any invention or patent has been transferred under this section to a corporate agency of Her Majesty, any money received by the corporate agency in the course of the administration and control of the invention, patent or certificate of supplementary protection may be retained by that corporate

agency, and shall be used for the purposes of this Act and the objects and purposes for which the agency was established.

2007, c. 25

Olympic and Paralympic Marks Act

130 Paragraph 3(4)(f) of the *Olympic and Paralympic Marks Act* is replaced by the following: 5

(f) the use of a protected geographical indication identifying a wine or spirit or an agricultural product or food if the wine or spirit or the agricultural product or food originates in the territory indicated by the indication; 10

2014, c. 28

Canada–Korea Economic Growth and Prosperity Act

131 The heading before section 16 and sections 16 to 22 of the *Canada–Korea Economic Growth and Prosperity Act* are repealed.

Transitional Provisions

Korean indications

132 (1) Despite subsection 11.12(2) and section 11.13 of the *Trade-marks Act*, the *Registrar*, as defined in section 2 of that Act, must, as soon as practicable after this subsection comes into force, enter all of the following indications on the list of geographical indications kept under subsection 11.12(1) of that Act: 20

- (a) GoryeoHongsam;**
- (b) GoryeoBaeksam;**
- (c) GoryeoSusam;**
- (d) IcheonSsal;**
- (e) ginseng rouge de Corée;** 25
- (f) ginseng blanc de Corée;**
- (g) ginseng frais de Corée;**
- (h) riz Icheon;**

agency, and shall be used for the purposes of this Act and the objects and purposes for which the agency was established.

2007, ch. 25

Loi sur les marques olympiques et paralympiques

130 L'alinéa 3(4)f) de la *Loi sur les marques olympiques et paralympiques* est remplacé par ce qui suit : 5

f) l'emploi d'une indication géographique protégée désignant un vin ou un spiritueux, ou un produit agricole ou un aliment, dont le lieu d'origine se trouve sur le territoire visé par l'indication; 10

2014, ch. 28

Loi sur la croissance économique et la prospérité — Canada-Corée

131 L'intertitre précédant l'article 16 et les articles 16 à 22 de la *Loi sur la croissance économique et la prospérité — Canada-Corée* sont abrogés.

Dispositions transitoires

Indications coréennes

132 (1) Malgré le paragraphe 11.12(2) et l'article 11.13 de la *Loi sur les marques de commerce*, le *registraire*, au sens de l'article 2 de cette loi, inscrit les indications ci-après, dès que possible après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, sur la liste des indications géographiques tenue en application du paragraphe 11.12(1) de cette loi : 15 20

- a) GoryeoHongsam;**
- b) GoryeoBaeksam;**
- c) GoryeoSusam;** 25
- d) IcheonSsal;**
- e) ginseng rouge de Corée;**
- f) ginseng blanc de Corée;**
- g) ginseng frais de Corée;**
- h) riz Icheon;** 30

- (i) Korean Red Ginseng;
- (j) Korean White Ginseng;
- (k) Korean Fresh Ginseng;
- (l) Icheon Rice.

Deemed entry on list

(2) The indications and all translations of those indications are deemed to have been entered on the list on the day on which this section comes into force.

For greater certainty

(3) For greater certainty, the Registrar is not required to enter those translations on the list.

Geographical indications

(4) Each of those indications, to the extent that it remains on the list, is deemed to be a *geographical indication* as defined in section 2 of that Act.

Acquired rights – Canada–Korea

(5) For the purpose of subsection 11.2(3) of that Act, the reference to “the day on which a statement by the Minister is published under subsection 11.12(2) or (2.1)” is to be read, with respect to the indication listed in section 11.23, as a reference to “January 1, 2015”.

PART 4

Coordinating Amendments and Coming into Force

Coordinating Amendments

2009, c. 23

133 (1) In this section, *other Act* means the *Canada Not-for-profit Corporations Act*.

(2) If paragraph 313(j) of the other Act comes into force before section 118 of this Act, then that section 118 is repealed.

(3) If paragraph 313(j) of the other Act comes into force on the same day as section 118 of this Act, then that section 118 is deemed never to have come into force and is repealed.

- i) Korean Red Ginseng;
- j) Korean White Ginseng;
- k) Korean Fresh Ginseng;
- l) Icheon Rice.

Réputées inscrites

(2) Les indications et toutes les traductions de celles-ci sont réputées avoir été inscrites sur la liste à la date d'entrée en vigueur du présent article.

Précision

(3) Il est entendu que le registraire n'est pas tenu d'inscrire ces traductions sur la liste.

Indications géographiques

(4) Chacune de ces indications, dans la mesure où elle est inscrite sur la liste, est réputée être une *indication géographique* au sens de l'article 2 de cette loi.

Droits acquis – Canada–Corée

(5) Pour l'application du paragraphe 11.2(3) de cette loi relativement à l'indication visée à l'article 11.23, la mention « la publication de l'énoncé d'intention aux termes des paragraphes 11.12(2) ou (2.1) » vaut mention de « le 1^{er} janvier 2015 ».

PARTIE 4

Dispositions de coordination et entrée en vigueur

Dispositions de coordination

2009, ch. 23

133 (1) Au présent article, *autre loi* s'entend de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

(2) Si l'alinéa 313j) de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 118 de la présente loi, cet article 118 est abrogé.

(3) Si l'entrée en vigueur de l'alinéa 313j) de l'autre loi et celle de l'article 118 de la présente loi sont concomitantes, cet article 118 est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

(4) If paragraph 313(s) of the other Act comes into force before section 119 of this Act, then that section 119 is repealed.

(5) If paragraph 313(s) of the other Act comes into force on the same day as section 119 of this Act, then that section 119 is deemed never to have come into force and is repealed.

(6) If paragraph 313(z.08) of the other Act comes into force before section 120 of this Act, then that section 120 is repealed.

(7) If paragraph 313(z.08) of the other Act comes into force on the same day as section 120 of this Act, then that section 120 is deemed never to have come into force and is repealed.

2014, c. 20

134 (1) In this section, *other Act* means the *Economic Action Plan 2014 Act, No. 1*.

(2) If section 362 of the other Act comes into force before section 60 of this Act, then every reference to “trade-name” in section 60 of the English version of this Act is replaced by a reference to “trade name”.

(3) If section 362 of the other Act comes into force on the same day as section 60 of this Act, then that section 60 is deemed to have come into force before that section 362.

(4) If section 366 of the other Act comes into force before this Act receives royal assent, then every reference to “trade-mark”, “trade-marks” and “Trade-marks” is replaced by a reference to “trademark”, “trademarks” and “Trademarks”, respectively, in the following provisions of the English version of this Act:

(a) the heading before section 60;

(b) sections 60 to 79;

(c) sections 123 and 124;

(d) section 128; and

(e) subsection 132(1).

(5) If section 366 of the other Act comes into force on the day on which this Act receives royal assent, then this Act is deemed to have received royal assent before that section 366 comes into force.

(4) Si l’alinéa 313s) de l’autre loi entre en vigueur avant l’article 119 de la présente loi, cet article 119 est abrogé.

(5) Si l’entrée en vigueur de l’alinéa 313s) de l’autre loi et celle de l’article 119 de la présente loi sont concomitantes, cet article 119 est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

(6) Si l’alinéa 313z.08) de l’autre loi entre en vigueur avant l’article 120 de la présente loi, cet article 120 est abrogé.

(7) Si l’entrée en vigueur de l’alinéa 313z.08) de l’autre loi et celle de l’article 120 de la présente loi sont concomitantes, cet article 120 est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

2014, ch. 20

134 (1) Au présent article, *autre loi* s’entend de la *Loi n° 1 sur le plan d’action économique de 2014*.

(2) Si l’article 362 de l’autre loi entre en vigueur avant l’article 60 de la présente loi, à l’article 60 de la version anglaise de la présente loi, « trade-name » est remplacé par « trade name ».

(3) Si l’entrée en vigueur de l’article 362 de l’autre loi et celle de l’article 60 de la présente loi sont concomitantes, cet article 60 est réputé être entré en vigueur avant cet article 362.

(4) Si l’article 366 de l’autre loi entre en vigueur avant que la présente loi ne soit sanctionnée, dans les passages ci-après de la version anglaise de la présente loi, « trade-mark », « trade-marks » et « Trade-marks » sont respectivement remplacés par « trademark », « trademarks » et « Trademarks » :

a) l’intertitre précédant l’article 60;

b) les articles 60 à 79;

c) les articles 123 et 124;

d) l’article 128;

e) le paragraphe 132(1).

(5) Si l’article 366 de l’autre loi entre en vigueur le jour où la présente loi est sanctionnée, la présente loi est réputée avoir été sanctionnée avant l’entrée en vigueur de cet article 366.

(6) If section 355 of the other Act comes into force before section 74 of this Act, then that section 74 is replaced by the following:

74 Section 61(1) of the Act is replaced by the following:

Judgments to be filed

61 (1) An officer of the Registry of the Federal Court shall file with the Registrar a certified copy of every judgment or order made by the Federal Court, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada relating to any trademark on the register or to any protected geographical indication.

(7) If section 355 of the other Act comes into force on the same day as section 74 of this Act, then that section 74 is deemed to have come into force before that section 355.

(8) If section 358.3 of the other Act comes into force before section 76 of this Act, then that section 76 is replaced by the following:

76 The Act is amended by adding the following before section 69:

Use of the indication “Beaufort”

68.1 (1) During the period that begins on the day on which this subsection comes into force and ends on the fifth anniversary of that day, section 11.15 does not apply to the use, in connection with a business, of the indication “Beaufort”, or any translation of it in any language, by a person, if they or their predecessor in title used the indication or the translation in relation to any business or commercial activity in respect of an agricultural product or food of the category of cheeses, as set out in the schedule, for less than 10 years before October 18, 2013.

Use of the indication “Nürnberger Bratwürste”

(2) During the period that begins on the day on which this subsection comes into force and ends on the fifth anniversary of that day, section 11.15 does not apply to the use, in connection with a business, of the indication “Nürnberger Bratwürste”, or any translation of it in any language, by a person, if they or their predecessor in title used the indication or the translation in relation to any business or commercial activity in respect of an agricultural product or food of the category of fresh, frozen and processed meats, as set out in the schedule, for less than five years before October 18, 2013.

(6) Si l'article 355 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 74 de la présente loi, cet article 74 est remplacé par ce qui suit :

74 Le paragraphe 61(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Jugements

61 (1) Un fonctionnaire du greffe de la Cour fédérale produit au registraire une copie certifiée de tout jugement ou de toute ordonnance de la Cour fédérale, de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour suprême du Canada relativement à une marque de commerce figurant au registre ou à une indication géographique protégée.

(7) Si l'entrée en vigueur de l'article 355 de l'autre loi et celle de l'article 74 de la présente loi sont concomitantes, cet article 74 est réputé être entré en vigueur avant cet article 355.

(8) Si l'article 358.3 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 76 de la présente loi, cet article 76 est remplacé par ce qui suit :

76 La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 69, de ce qui suit :

Emploi de l'indication « Beaufort »

68.1 (1) Au cours de la période débutant à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant au cinquième anniversaire de cette date, l'article 11.15 ne s'applique pas à l'emploi par une personne de l'indication « Beaufort », ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, à l'égard d'une entreprise, si cette personne, ou son prédécesseur en titre, a employé l'indication ou la traduction à l'égard d'une entreprise ou d'une activité commerciale relative à un produit agricole ou aliment de la catégorie des fromages, figurant à l'annexe, pendant moins de dix ans avant le 18 octobre 2013.

Emploi de l'indication « Nürnberger Bratwürste »

(2) Au cours de la période débutant à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant au cinquième anniversaire de cette date, l'article 11.15 ne s'applique pas à l'emploi par une personne de l'indication « Nürnberger Bratwürste », ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, à l'égard d'une entreprise, si cette personne, ou son prédécesseur en titre, a employé l'indication ou la traduction à l'égard d'une entreprise ou d'une activité commerciale relative à un produit agricole ou aliment de la catégorie des viandes fraîches, congelées et transformées, figurant à l'annexe, pendant moins de cinq ans avant le 18 octobre 2013.

Use of the indication “Jambon de Bayonne”

(3) During the period that begins on the day on which this subsection comes into force and ends on the fifth anniversary of that day, section 11.15 does not apply to the use, in connection with a business, of the indication “Jambon de Bayonne”, or any translation of it in any language, by a person, if they or their predecessor in title used the indication or the translation in relation to any business or commercial activity in respect of an agricultural product or food of the category of dry-cured meats, as set out in the schedule, for less than 10 years before October 18, 2013.

Restriction

(4) For the purposes of subsections 68.1(1) to (3), no person is a predecessor in title if they only transferred the right to use the indication or the translation, or both.

(9) If section 76 of this Act comes into force before section 358.3 of the other Act, then that section 358.3 is repealed.

(10) If section 358.3 of the other Act comes into force on the same day as section 76 of this Act, then that section 358.3 is deemed never to have come into force and is repealed.

2014, c. 39

135 (1) In this section, *other Act* means the *Economic Action Plan 2014 Act, No. 2*.

(2) If subsection 32(3) of this Act comes into force before section 114 of the other Act, then that section 114 is replaced by the following:

114 The definition *filing date* in section 2 of the *Patent Act* is replaced by the following:

filing date means the date on which an application for a patent in Canada is filed, as determined in accordance with section 28 or subsection 28.01(2) or 36(4); (*date de dépôt*)

(3) If section 114 of the other Act comes into force on the same day as subsection 32(3) of this Act, then that section 114 is deemed to have come into force before that subsection 32(3).

(4) If section 33 of this Act comes into force before section 116 of the other Act, then that section 116 is repealed.

Emploi de l'indication « Jambon de Bayonne »

(3) Au cours de la période débutant à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant au cinquième anniversaire de cette date, l'article 11.15 ne s'applique pas à l'emploi par une personne de l'indication « Jambon de Bayonne », ou de toute traduction de celle-ci, en quelque langue que ce soit, à l'égard d'une entreprise, si cette personne, ou son prédécesseur en titre, a employé l'indication ou la traduction à l'égard d'une entreprise ou d'une activité commerciale relative à un produit agricole ou aliment de la catégorie des viandes salées à sec, figurant à l'annexe, pendant moins de dix ans avant le 18 octobre 2013.

Restriction

(4) Pour l'application des paragraphes 68.1(1) à (3), n'est pas considéré comme un prédécesseur en titre celui qui a uniquement transféré le droit d'employer l'indication ou la traduction, ou les deux.

(9) Si l'article 76 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 358.3 de l'autre loi, cet article 358.3 est abrogé.

(10) Si l'entrée en vigueur de l'article 358.3 de l'autre loi et celle de l'article 76 de la présente loi sont concomitantes, cet article 358.3 est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

2014, ch. 39

135 (1) Au présent article, *autre loi* s'entend de la *Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2014*.

(2) Si le paragraphe 32(3) de la présente loi entre en vigueur avant l'article 114 de l'autre loi, cet article 114 est remplacé par ce suit :

114 La définition de *date de dépôt*, à l'article 2 de la *Loi sur les brevets*, est remplacée par ce qui suit :

date de dépôt La date du dépôt d'une demande de brevet déposée au Canada, déterminée conformément à l'article 28 ou aux paragraphes 28.01(2) ou 36(4). (*filing date*)

(3) Si l'entrée en vigueur de l'article 114 de l'autre loi et celle du paragraphe 32(3) de la présente loi sont concomitantes, cet article 114 est réputé être entré en vigueur avant ce paragraphe 32(3).

(4) Si l'article 33 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 116 de l'autre loi, cet article 116 est abrogé.

(5) If section 116 of the other Act comes into force on the same day as section 33 of this Act, then that section 116 is deemed never to have come into force and is repealed.

(5) Si l'entrée en vigueur de l'article 116 de l'autre loi et celle de l'article 33 de la présente loi sont concomitantes, cet article 116 est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

(6) On the first day on which both subsection 118(5) of the other Act and subsection 34(3) of this Act are in force, paragraph 12(1)(j.8) of the Patent Act is replaced by the following:

(6) Dès le premier jour où le paragraphe 118(5) de l'autre loi et le paragraphe 34(3) de la présente loi sont tous deux en vigueur, l'alinéa 12(1)j.8 de la Loi sur les brevets est remplacé par ce qui suit :

(j.8) authorizing the Commissioner to, during or after the end of the time period fixed under this Act in respect of any business before the Patent Office, for doing anything, extend that time period, subject to any prescribed terms and conditions, if the Commissioner considers that the circumstances justify the extension;

j.8) autoriser le commissaire à proroger, si celui-ci estime que les circonstances le justifient, aux conditions réglementaires et même après son expiration, tout délai fixé sous le régime de la présente loi, relativement à toute affaire devant le Bureau des brevets, pour l'accomplissement d'un acte;

(7) If section 126 of the other Act comes into force before section 36 of this Act, then that section 36 is repealed.

(7) Si l'article 126 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 36 de la présente loi, cet article 36 est abrogé.

(8) If section 36 of this Act comes into force before section 126 of the other Act, then that section 126 is repealed.

(8) Si l'article 36 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 126 de l'autre loi, cet article 126 est abrogé.

(9) If section 126 of the other Act comes into force on the same day as section 36 of this Act, then that section 126 is deemed never to have come into force and is repealed.

(9) Si l'entrée en vigueur de l'article 126 de l'autre loi et celle de l'article 36 de la présente loi sont concomitantes, cet article 126 est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

(10) On the first day on which both section 134 of the other Act and section 59 of this Act are in force, subsection 118(1) of the Patent Act is replaced by the following:

(10) Dès le premier jour où l'article 134 de l'autre loi et l'article 59 de la présente loi sont tous deux en vigueur, le paragraphe 118(1) de la Loi sur les brevets est remplacé par ce qui suit :

Transfer of patent

Transfert du brevet

118 (1) Despite subsection 49(1), a certificate of supplementary protection, or an application for one, is not transferable other than by the transfer of the patent, or part of the patent, that is set out in the certificate or application.

118 (1) Malgré le paragraphe 49(1), le certificat de protection supplémentaire ou la demande de certificat de protection supplémentaire ne peut être transféré que si le brevet mentionné dans le certificat ou dans la demande, ou une partie du brevet, est transféré.

(11) On the first day on which both section 136 of the other Act and section 59 of this Act are in force, subsection 124(1) of the Patent Act is amended by adding the following after paragraph (d):

(11) Dès le premier jour où l'article 136 de l'autre loi et l'article 59 de la présente loi sont tous deux en vigueur, le paragraphe 124(1) de la Loi sur les brevets est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

(d.1) section 55.11, with

d.1) l'article 55.11 :

(i) in subsection (1), the reference to "the following patents" to be read as a reference to "certificates of supplementary protection that set out the following patents",

(i) la mention au paragraphe (1) de « brevets » valant mention de « certificats de protection supplémentaire qui mentionnent les brevets »,

(ii) in subsections (2) and (4), any reference to “patent” to be read as a reference to “certificate of supplementary protection”, and

(iii) in subsection (3), any reference to “a patent” to be read as a reference to “a patent, or the certificate of supplementary protection that sets out the patent,” and any reference to “the patent” to be read as a reference to “the certificate of supplementary protection”;

2015, c. 36

136 (1) In this section, *other Act* means the *Economic Action Plan 2015 Act, No. 1*.

(2) On the first day on which both subsection 53(3) of the other Act and section 59 of this Act are in force, the portion of paragraph 12(1)(j.81) of the *Patent Act* before subparagraph (i) is replaced by the following:

(j.81) respecting the correction of obvious errors in documents submitted to the Commissioner or the Patent Office or in patents or other documents granted or issued under this Act, other than under sections 106 to 134, including

(3) If section 35 of this Act comes into force before section 55 of the other Act, then that section 55 is repealed.

(4) If section 55 of the other Act comes into force on the same day as section 35 of this Act, then that section 55 is deemed never to have come into force and is repealed.

(5) If section 60 of the other Act comes into force before section 40 of this Act, then that section 40 is replaced by the following:

40 The Act is amended by adding the following before section 63:

Judgment voiding patent

62 A patent, or part of a patent, that is voided by a judgment shall be and be held to have been void and of no effect, unless the judgment is reversed on appeal as provided in section 63.

(6) If section 40 of this Act comes into force before section 60 of the other Act, then that section 60 is repealed.

(7) If section 60 of the other Act comes into force on the same day as section 40 of this Act, then

(ii) toute mention aux paragraphes (2) et (4) de « brevet » valant mention de « certificat de protection supplémentaire »,

(iii) toute mention au paragraphe (3) de « d'un brevet » et de « du brevet » valant respectivement mention de « d'un brevet ou du certificat de protection supplémentaire qui le mentionne » et de « du certificat de protection supplémentaire »;

2015, ch. 36

136 (1) Au présent article, *autre loi* s'entend de la *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2015*.

(2) Dès le premier jour où le paragraphe 53(3) de l'autre loi et l'article 59 de la présente loi sont tous deux en vigueur, le passage de l'alinéa 12(1)j.81 de la *Loi sur les brevets* précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

j.81 régir la correction d'erreurs évidentes dans les documents transmis au commissaire ou au Bureau des brevets ou dans les brevets ou autres documents accordés ou délivrés sous le régime de la présente loi, à l'exception des articles 106 à 134, notamment en ce qui a trait :

(3) Si l'article 35 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 55 de l'autre loi, cet article 55 est abrogé.

(4) Si l'entrée en vigueur de l'article 55 de l'autre loi et celle de l'article 35 de la présente loi sont concomitantes, cet article 55 est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

(5) Si l'article 60 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 40 de la présente loi, cet article 40 est remplacé par ce qui suit :

40 La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 63, de ce qui suit :

Jugement annulant un brevet

62 Le brevet ou la partie du brevet qui a été annulé par un jugement est nul et de nul effet et est tenu pour tel, à moins que le jugement ne soit infirmé en appel en vertu de l'article 63.

(6) Si l'article 40 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 60 de l'autre loi, cet article 60 est abrogé.

(7) Si l'entrée en vigueur de l'article 60 de l'autre loi et celle de l'article 40 de la présente loi sont

that section 60 is deemed never to have come into force and is repealed.

(8) If section 42 of this Act comes into force before subsection 61(2) of the other Act, then that subsection 61(2) is repealed.

(9) If subsection 61(2) of the other Act comes into force on the same day as section 42 of this Act, then that subsection 61(2) is deemed never to have come into force and is repealed.

(10) On the first day on which both section 63 of the other Act and section 44 of this Act are in force, subsection 78(1) of the *Patent Act* is replaced by the following:

Time period extended

78 (1) If a time period fixed under this Act, in respect of any business before the Patent Office, for doing anything ends on a prescribed day or a day that is designated by the Commissioner, that time period is extended to the next day that is not a prescribed day or a designated day.

Bill C-13

137 (1) Subsections (2) to (7) apply if Bill C-13, introduced in the 1st session of the 42nd Parliament and entitled *An Act to amend the Food and Drugs Act, the Hazardous Products Act, the Radiation Emitting Devices Act, the Canadian Environmental Protection Act, 1999, the Pest Control Products Act and the Canada Consumer Product Safety Act and to make related amendments to another Act* (in this section referred to as the “other Act”), receives royal assent.

(2) If subsection 8(5) of the other Act comes into force before section 26 of this Act, then that section 26 is repealed.

(3) If section 26 of this Act comes into force before subsection 8(5) of the other Act, then that subsection 8(5) is repealed.

(4) If subsection 8(5) of the other Act comes into force on the same day as section 26 of this Act, then that section 26 is deemed never to have come into force and is repealed.

(5) If section 11 of the other Act comes into force before section 27 of this Act, then that section 27 is repealed.

concomitantes, cet article 60 est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

(8) Si l'article 42 de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 61(2) de l'autre loi, ce paragraphe 61(2) est abrogé.

(9) Si l'entrée en vigueur du paragraphe 61(2) de l'autre loi et celle de l'article 42 de la présente loi sont concomitantes, ce paragraphe 61(2) est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

(10) Dès le premier jour où l'article 63 de l'autre loi et l'article 44 de la présente loi sont tous deux en vigueur, le paragraphe 78(1) de la *Loi sur les brevets* est remplacé par ce qui suit :

Délai prorogé

78 (1) Le délai fixé sous le régime de la présente loi, relativement à toute affaire devant le Bureau des brevets, pour l'accomplissement d'un acte qui expire un jour réglementaire ou un jour désigné par le commissaire est prorogé jusqu'au premier jour suivant qui n'est ni réglementaire ni désigné par le commissaire.

Projet de loi C-13

137 (1) Les paragraphes (2) à (7) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-13, déposé au cours de la 1^{re} session de la 42^e législature et intitulé *Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues, la Loi sur les produits dangereux, la Loi sur les dispositifs émettant des radiations, la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999), la Loi sur les produits antiparasitaires et la Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation et apportant des modifications connexes à une autre loi* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) Si le paragraphe 8(5) de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 26 de la présente loi, cet article 26 est abrogé.

(3) Si l'article 26 de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 8(5) de l'autre loi, ce paragraphe 8(5) est abrogé.

(4) Si l'entrée en vigueur du paragraphe 8(5) de l'autre loi et celle de l'article 26 de la présente loi sont concomitantes, cet article 26 est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

(5) Si l'article 11 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 27 de la présente loi, cet article 27 est abrogé.

(6) If section 27 of this Act comes into force before section 11 of the other Act, then that section 11 is repealed.

(7) If section 11 of the other Act comes into force on the same day as section 27 of this Act, then that section 27 is deemed never to have come into force and is repealed.

Coming into Force

Order in council

138 (1) Subject to subsections (2) to (5), the provisions of this Act, other than sections 133 to 137, come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Order in council

(2) Subsection 8(3), paragraph 11(1)(a), subsection 11(2), paragraph 13(a) and section 90 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the day referred to in subsection (1).

Order in council

(3) Subsections 32(1) and (4) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Order in council

(4) Subsections 32(2) and 34(1) and (2) and sections 36 and 38 to 42 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council, but that day or those days must be on or before the day referred to in subsection (1).

Order in council

(5) Sections 45 to 58 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the day referred to in subsection (1).

(6) Si l'article 27 de la présente loi entre en vigueur avant l'article 11 de l'autre loi, cet article 11 est abrogé.

(7) Si l'entrée en vigueur de l'article 11 de l'autre loi et celle de l'article 27 de la présente loi sont concomitantes, cet article 27 est réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé.

Entrée en vigueur

Décret

138 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), les dispositions de la présente loi, à l'exception des articles 133 à 137, entrent en vigueur à la date fixée par décret.

Décret

(2) Le paragraphe 8(3), l'alinéa 11(1)a, le paragraphe 11(2), l'alinéa 13a) et l'article 90 entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date visée au paragraphe (1).

Décret

(3) Les paragraphes 32(1) et (4) entrent en vigueur à la date fixée par décret.

Décret

(4) Les paragraphes 32(2) et 34(1) et (2) et les articles 36 et 38 à 42 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret, lesquelles ne peuvent être postérieures à la date visée au paragraphe (1).

Décret

(5) Les articles 45 à 58 entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date visée au paragraphe (1).

SCHEDULE 1

(Section 24)

SCHEDULE 2

(Subsection 5.2(1))

Intergovernmental Arrangements — Collection of Information Relating to Quotas

Column 1 Intergovernmental Arrangement	Column 2 Provisions
CCFTA	Schedules to Annex C-02.2, in accordance with Appendix 5.1 of Annex C-00-B
CCRFTA	Schedule to Annex III.3.1, in accordance with Appendix III.1.6.1 of Annex III.1
CETA	Schedules to Annex 2-A, in accordance with Annex 5-A to Annex 5 of the Protocol on Rules of Origin and Origin Procedures
CHFTA	Schedules to Annex 3.4.1, in accordance with Annex 3.1
NAFTA	Schedules to Annex 302.2, in accordance with Appendix 6 of Annex 300-B

SCHEDULE 3

(Subsection 5.2(2))

Intergovernmental Arrangements — Collection of Information Relating to Imports of Textile and Apparel Goods

Column 1 Intergovernmental Arrangement	Column 2 Provisions
CCFTA	Appendix 1.1 of Annex C-00-B
CCRFTA	Appendix III.1.1.1 of Annex III.1

ANNEXE 1

(article 24)

ANNEXE 2

(paragraphe 5.2(1))

Accords intergouvernementaux — collecte de renseignements relatifs à des quotas

Colonne 1 Accord intergouvernemental	Colonne 2 Dispositions
AÉCG	listes de l'annexe 2-A conformément à l'appendice 5-A de l'annexe 5 du Protocole sur les règles d'origine et les procédures d'origine
ALÉCC	listes de l'annexe C-02.2 conformément à l'appendice 5.1 de l'annexe C-00-B
ALÉCCR	listes de l'annexe III.3.1 conformément à l'appendice III.1.6.1 de l'annexe III.1
ALÉCH	listes de l'annexe 3.4.1 conformément à l'annexe 3.1
ALÉNA	listes de l'annexe 302.2 conformément à l'appendice 6 de l'annexe 300-B

ANNEXE 3

(paragraphe 5.2(2))

Accords intergouvernementaux — collecte de renseignements relatifs à l'importation de produits textiles et vêtements

Colonne 1 Accord intergouvernemental	Colonne 2 Dispositions
AÉCG	Tableau C.3 et C.4 de l'appendice 5-A de l'annexe 5 du Protocole sur les règles d'origine et les procédures d'origine

Column 1 Intergovernmental Arrangement	Column 2 Provisions
CETA	Tables C.3 and C.4 of Annex 5-A to Annex 5 of the Protocol on Rules of Origin and Origin Procedures
CHFTA	Section 1 of Annex 3.1
NAFTA	Appendix 1.1 of Annex 300-B

Colonne 1 Accord intergouvernemental	Colonne 2 Dispositions
ALÉCC	appendice 1.1 de l'annexe C-00-B
ALÉCCR	appendice III.1.1.1 de l'annexe III.1
ALÉCH	section 1 de l'annexe 3.1
ALÉNA	appendice 1.1 de l'annexe 300-B

SCHEDULE 4

(Section 9.1)

Intergovernmental Arrangements — Issuance of Certificates for the Export of Goods Subject to Foreign Import Quotas

Column 1 Country or Territory	Column 2 Provisions	Column 3 Provisions Providing for Rates of Duty
Chile	Appendix 5.1 to Annex C-00-B of CCFTA	Schedules to Annex C-02.2 of CCFTA, in accordance with Appendix 5.1 to Annex C-00-B of CCFTA
Costa Rica	Appendix III.1.6.1 to Annex III.1 of CCRFTA	Schedules to Annex III.3.1 of CCRFTA, in accordance with Appendix III.1.6.1 to Annex III.1 of CCRFTA
EU country or other CETA beneficiary	Annex 5-A to Annex 5 of the Protocol on Rules of Origin and Origin Procedures of CETA	Annex 2-A of CETA, in accordance with Annex 5-A to Annex 5 of the Protocol on Rules of Origin and Origin Procedures of CETA
Honduras	Section 5 of Annex 3.1 of CHFTA	Schedules to Annex 3.4.1 of CHFTA, in accordance with section 5 of Annex 3.1 of CHFTA
NAFTA country	Appendix 6 to Annex 300-B of NAFTA	Schedules to Annex 302.2 of NAFTA, in accordance with Appendix 6 to Annex 300-B of NAFTA

ANNEXE 4

(article 9.1)

Accords intergouvernementaux — délivrance de certificats pour l'exportation de marchandises assujetties à des quotas d'importation à l'étranger

Colonne 1 Pays ou territoire	Colonne 2 Dispositions	Colonne 3 Dispositions prévoyant le taux de droits
Chili	appendice 5.1 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC	listes de l'annexe C-02.2 de l'ALÉCC conformément à l'appendice 5.1 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC
Costa Rica	appendice III.1.6.1 de l'annexe III.1 de l'ALÉCCR	listes de l'annexe III.3.1 de l'ALÉCCR conformément à l'appendice III.1.6.1 de l'annexe III.1 de l'ALÉCCR
Honduras	section 5 de l'annexe 3.1 de l'ALÉCH	listes de l'annexe 3.4.1 de l'ALÉCH conformément à la section 5 de l'annexe 3.1 de l'ALÉCH
pays ALÉNA	appendice 6 de l'annexe 300-B de l'ALÉNA	listes de l'annexe 302.2 de l'ALÉNA conformément à l'appendice 6 de l'annexe 300-B de l'ALÉNA
pays de l'Union européenne ou autre bénéficiaire de l'AÉCG	appendice 5-A de l'annexe 5 du Protocole sur les règles d'origine et les procédures d'origine de l'AÉCG	listes de l'annexe 2-A de l'AÉCG conformément à l'appendice 5-A de l'annexe 5 du Protocole sur les règles d'origine et les procédures d'origine de l'AÉCG

SCHEDULE 2

(Section 77)

SCHEDULE

(Section 2, subsection 11.11(1), paragraphs 11.12(3)(b.1) and (3.1)(c) and 11.15(1)(a), (2)(a) and (3)(a), subsections 11.17(3) and (4), paragraph 11.17(5)(a), subsections 11.17(6) and (7), section 11.24, paragraphs 12(1)(h.1) and 51.02(b) and subsections 51.03(2.2) and 68.1(1) to (3))

Categories of Agricultural Products or Food

Item	Categories*
1	Fresh, frozen and processed meats: products falling under Chapter 2 or heading 16.01 or 16.02
2	Dry-cured meats: dry-cured meats products falling under Chapter 2 or heading 16.01 or 16.02
3	Fresh, frozen and processed fish products: products falling under Chapter 3 or heading 16.03, 16.04 or 16.05
4	Butter: products falling under heading 04.05
5	Cheeses: products falling under heading 04.06
6	Fresh and processed vegetable products: products falling under Chapter 7 and products containing vegetables falling under Chapter 20
7	Fresh and processed fruits and nuts: products falling under Chapter 8 and products containing fruits or nuts falling under Chapter 20
8	Spices: products falling under Chapter 9
9	Cereals: products falling under Chapter 10
10	Products of the milling industry: products falling under Chapter 11
11	Oilseeds: products falling under Chapter 12
12	Hops: products falling under heading 12.10
13	Ginseng: ginseng products falling under heading 12.11 or 13.02
14	Beverages from plant extracts: products falling under Heading 13.02
15	Oils and animal fats: products falling under Chapter 15
16	Confectionery and baked products: products falling under heading 17.04, 18.06, 19.04 or 19.05
17	Sugars and syrups: products falling under heading 17.02
18	Pasta: products falling under heading 19.02
19	Table and processed olives: products falling under heading 20.01 or 20.05
20	Mustard paste: products falling under sub-heading 2103.30
21	Beer: products falling under heading 22.03
22	Vinegar: products falling under heading 22.09
23	Essential oils: products falling under heading 33.01
24	Natural gums and resins – chewing gum: products falling under heading 17.04

* All references in this schedule to chapters and headings are references to the chapters and headings of the Harmonized Commodity Description and Coding System as it read on October 30, 2016.

ANNEXE 2

(article 77)

ANNEXE

(article 2, paragraphe 11.11(1), alinéas 11.12(3)b.1) et (3.1)c) et 11.15(1)a), (2)a) et (3)a), paragraphes 11.17(3) et (4), alinéa 11.17(5)a), paragraphes 11.17(6) et (7), article 11.24, alinéas 12(1)h.1) et 51.02b) et paragraphes 51.03(2.2) et 68.1(1) à (3))

Catégories de produits agricoles ou aliments

Article	Catégories*
1	Viandes fraîches, congelées et transformées : produits mentionnés au chapitre 2 ou aux positions 16.01 ou 16.02
2	Viandes salées à sec : produits de viandes salées à sec mentionnés au chapitre 2 et aux positions 16.01 ou 16.02
3	Produits de poissons frais, congelés et transformés : produits mentionnés au chapitre 3 et aux positions 16.03, 16.04 ou 16.05
4	Beurre : produits mentionnés à la position 04.05
5	Fromages : produits mentionnés à la position 04.06
6	Produits de légumes frais et transformés : produits mentionnés au chapitre 7 et produits contenant des légumes mentionnés au chapitre 20
7	Fruits et noix frais et transformés : produits mentionnés au chapitre 8 et produits contenant des fruits ou des noix mentionnés au chapitre 20
8	Épices : produits mentionnés au chapitre 9
9	Céréales : produits mentionnés au chapitre 10
10	Produits de l'industrie meunière : produits mentionnés au chapitre 11
11	Oléagineux : produits mentionnés au chapitre 12
12	Houblon : produits mentionnés à la position 12.10
13	Ginseng : produits du ginseng mentionnés aux positions 12.11 ou 13.02
14	Boissons d'extraits végétaux : produits mentionnés à la position 13.02
15	Huiles végétales et graisses animales : produits mentionnés au chapitre 15
16	Produits de confiserie et de boulangerie : produits mentionnés aux positions 17.04, 18.06, 19.04 ou 19.05
17	Sirop et sucre : produits mentionnés à la position 17.02
18	Pâtes : produits mentionnés à la position 19.02
19	Olives de table et transformées : produits mentionnés aux positions 20.01 ou 20.05
20	Pâte de moutarde : produits mentionnés à la sous-position 2103.30
21	Bière : produits mentionnés à la position 22.03
22	Vinaigre : produits mentionnés à la position 22.09
23	Huiles essentielles : produits mentionnés à la position 33.01
24	Gommes et résines naturelles : produits mentionnés à la position 17.04

* Dans cette annexe, tous les renvois à un chapitre ou une position sont des renvois aux chapitres et positions du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, dans sa version au 30 octobre 2016.

SCHEDULE 3

(Section 81)

SCHEDULE

(Subsection 14.11(6) and section 14.3)

Column 1 Trade Agreement	Column 2 Provision
<i>NAFTA Agreement</i> within the meaning of subsection 24(4) of this Act	Article 201
<i>Agreement</i> within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Canada-Chile Free Trade Agreement Implementation Act</i>	Article B-01
<i>Agreement</i> within the meaning of section 2 of the <i>Canada–Peru Free Trade Agreement Implementation Act</i>	Article 105
<i>Agreement</i> within the meaning of section 2 of the <i>Canada–Colombia Free Trade Agreement Implementation Act</i>	Article 106
<i>Agreement</i> within the meaning of section 2 of the <i>Canada–Panama Economic Growth and Prosperity Act</i>	Article 1.01
<i>Agreement</i> within the meaning of section 2 of the <i>Canada–Honduras Economic Growth and Prosperity Act</i>	Article 2.1
<i>Agreement</i> within the meaning of section 2 of the <i>Canada–Korea Economic Growth and Prosperity Act</i>	Article 1.8

ANNEXE 3

(article 81)

ANNEXE

(paragraphe 14.11(6) et article 14.3)

Colonne 1 Traité commercial	Colonne 2 Disposition
<i>Accord ALÉNA</i> au sens du paragraphe 24(4) de la présente loi	Article 201
<i>Accord</i> au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada – Chili</i>	Article B-01
<i>Accord</i> au sens de l'article 2 de la <i>Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Pérou</i>	Article 105
<i>Accord</i> au sens de l'article 2 de la <i>Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie</i>	Article 106
<i>Accord</i> au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur la croissance économique et la prospérité – Canada-Panama</i>	Article 1.01
<i>Accord</i> au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur la croissance économique et la prospérité – Canada-Honduras</i>	Article 2.1
<i>Accord</i> au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur la croissance économique et la prospérité – Canada-Corée</i>	Article 1.8

SCHEDULE 4

(Paragraphs 108(1)(c) and (d))

0105.11.22	0405.90.20	1702.90.61
0105.94.92	0406.10.20	1702.90.70
0105.99.12	0406.20.12	1702.90.81
0207.11.92	0406.20.92	1806.20.22
0207.12.92	0406.30.20	1806.90.12
0207.13.92	0406.40.20	1901.20.12
0207.13.93	0406.90.12	1901.20.22
0207.14.22	0406.90.22	1901.90.32
0207.14.92	0406.90.32	1901.90.34
0207.14.93	0406.90.42	1901.90.52
0207.24.12	0406.90.52	1901.90.54
0207.24.92	0406.90.62	2105.00.92
0207.25.12	0406.90.72	2106.90.32
0207.25.92	0406.90.82	2106.90.34
0207.26.20	0406.90.92	2106.90.52
0207.26.30	0406.90.94	2106.90.94
0207.27.12	0406.90.96	2202.99.33
0207.27.92	0406.90.99	2309.90.32
0207.27.93	0407.11.12	3502.11.20
0209.90.20	0407.11.92	3502.19.20
0209.90.40	0407.21.20	9801.20.00
0210.99.12	0407.90.12	9826.10.00
0210.99.13	0408.11.20	9826.20.00
0210.99.15	0408.19.20	9826.30.00
0210.99.16	0408.91.20	9826.40.00
0401.10.20	0408.99.20	9897.00.00
0401.20.20	1517.10.20	9898.00.00
0401.40.20	1517.90.22	9899.00.00
0401.50.20	1601.00.22	9904.00.00
0402.10.20	1601.00.32	9938.00.00
0402.21.12	1602.20.22	9987.00.00
0402.21.22	1602.20.32	9990.00.00
0402.29.12	1602.31.13	
0402.29.22	1602.31.14	
0402.91.20	1602.31.94	
0402.99.20	1602.31.95	
0403.10.20	1602.32.13	
0403.90.12	1602.32.14	
0403.90.92	1602.32.94	
0404.10.22	1602.32.95	
0404.90.20	1701.91.10	
0405.10.20	1701.99.10	
0405.20.20	1702.90.21	

ANNEXE 4

(alinéas 108(1)(c) et d))

0105.11.22	0405.90.20	1702.90.61
0105.94.92	0406.10.20	1702.90.70
0105.99.12	0406.20.12	1702.90.81
0207.11.92	0406.20.92	1806.20.22
0207.12.92	0406.30.20	1806.90.12
0207.13.92	0406.40.20	1901.20.12
0207.13.93	0406.90.12	1901.20.22
0207.14.22	0406.90.22	1901.90.32
0207.14.92	0406.90.32	1901.90.34
0207.14.93	0406.90.42	1901.90.52
0207.24.12	0406.90.52	1901.90.54
0207.24.92	0406.90.62	2105.00.92
0207.25.12	0406.90.72	2106.90.32
0207.25.92	0406.90.82	2106.90.34
0207.26.20	0406.90.92	2106.90.52
0207.26.30	0406.90.94	2106.90.94
0207.27.12	0406.90.96	2202.99.33
0207.27.92	0406.90.99	2309.90.32
0207.27.93	0407.11.12	3502.11.20
0209.90.20	0407.11.92	3502.19.20
0209.90.40	0407.21.20	9801.20.00
0210.99.12	0407.90.12	9826.10.00
0210.99.13	0408.11.20	9826.20.00
0210.99.15	0408.19.20	9826.30.00
0210.99.16	0408.91.20	9826.40.00
0401.10.20	0408.99.20	9897.00.00
0401.20.20	1517.10.20	9898.00.00
0401.40.20	1517.90.22	9899.00.00
0401.50.20	1601.00.22	9904.00.00
0402.10.20	1601.00.32	9938.00.00
0402.21.12	1602.20.22	9987.00.00
0402.21.22	1602.20.32	9990.00.00
0402.29.12	1602.31.13	
0402.29.22	1602.31.14	
0402.91.20	1602.31.94	
0402.99.20	1602.31.95	
0403.10.20	1602.32.13	
0403.90.12	1602.32.14	
0403.90.92	1602.32.94	
0404.10.22	1602.32.95	
0404.90.20	1701.91.10	
0405.10.20	1701.99.10	
0405.20.20	1702.90.21	

SCHEDULE 5

(Paragraphs 108(1)(c) and (e))

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
0404.10.90	11%	Free (W2)
0603.11.00	10.5%	Free (W1)
0603.13.10	16%	Free (W1)
0603.13.90	12.5%	Free (W1)
0603.14.00	8%	Free (W1)
1003.10.12	94.5%	Free (W2)
1003.90.12	94.5%	Free (W2)
1107.10.12	\$157.00/tonne	Free (W2)
1107.10.92	\$160.10/tonne	Free (W2)
1107.20.12	\$141.50/tonne	Free (W2)
1108.13.00	10.5%	Free (W2)
1701.91.90	\$30.86/tonne	Free (W4)
1701.99.90	\$30.86/tonne	Free (W4)
8702.10.10	6.1%	Free (W2)
8702.10.20	6.1%	Free (W2)
8702.20.10	6.1%	Free (W2)
8702.20.20	6.1%	Free (W2)
8702.30.10	6.1%	Free (W2)
8702.30.20	6.1%	Free (W2)
8702.40.10	6.1%	Free (W2)
8702.40.20	6.1%	Free (W2)
8702.90.10	6.1%	Free (W2)
8702.90.20	6.1%	Free (W2)
8703.21.90	6.1%	Free (W2)
8703.22.00	6.1%	Free (W3)
8703.23.00	6.1%	Free (W3)
8703.24.00	6.1%	Free (W3)
8703.31.00	6.1%	Free (W3)
8703.32.00	6.1%	Free (W3)
8703.33.00	6.1%	Free (W3)
8703.40.10	6.1%	Free (W2)
8703.40.90	6.1%	Free (W3)
8703.50.00	6.1%	Free (W3)
8703.60.10	6.1%	Free (W2)
8703.60.90	6.1%	Free (W3)
8703.70.00	6.1%	Free (W3)
8703.80.00	6.1%	Free (W2)
8703.90.00	6.1%	Free (W2)
8704.21.90	6.1%	Free (W1)
8704.22.00	6.1%	Free (W1)

ANNEXE 5

(alinéas 108(1)(c) et e))

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
0404.10.90	11 %	En fr. (W2)
0603.11.00	10,5 %	En fr. (W1)
0603.13.10	16 %	En fr. (W1)
0603.13.90	12,5 %	En fr. (W1)
0603.14.00	8 %	En fr. (W1)
1003.10.12	94,5 %	En fr. (W2)
1003.90.12	94,5 %	En fr. (W2)
1107.10.12	157,00 \$/tonne métrique	En fr. (W2)
1107.10.92	160,10 \$/tonne métrique	En fr. (W2)
1107.20.12	141,50 \$/tonne métrique	En fr. (W2)
1108.13.00	10,5 %	En fr. (W2)
1701.91.90	30,86 \$/tonne métrique	En fr. (W4)
1701.99.90	30,86 \$/tonne métrique	En fr. (W4)
8702.10.10	6,1 %	En fr. (W2)
8702.10.20	6,1 %	En fr. (W2)
8702.20.10	6,1 %	En fr. (W2)
8702.20.20	6,1 %	En fr. (W2)
8702.30.10	6,1 %	En fr. (W2)
8702.30.20	6,1 %	En fr. (W2)
8702.40.10	6,1 %	En fr. (W2)
8702.40.20	6,1 %	En fr. (W2)
8702.90.10	6,1 %	En fr. (W2)
8702.90.20	6,1 %	En fr. (W2)
8703.21.90	6,1 %	En fr. (W2)
8703.22.00	6,1 %	En fr. (W3)
8703.23.00	6,1 %	En fr. (W3)
8703.24.00	6,1 %	En fr. (W3)
8703.31.00	6,1 %	En fr. (W3)
8703.32.00	6,1 %	En fr. (W3)
8703.33.00	6,1 %	En fr. (W3)
8703.40.10	6,1 %	En fr. (W2)
8703.40.90	6,1 %	En fr. (W3)
8703.50.00	6,1 %	En fr. (W3)
8703.60.10	6,1 %	En fr. (W2)
8703.60.90	6,1 %	En fr. (W3)
8703.70.00	6,1 %	En fr. (W3)
8703.80.00	6,1 %	En fr. (W2)
8703.90.00	6,1 %	En fr. (W2)
8704.21.90	6,1 %	En fr. (W1)
8704.22.00	6,1 %	En fr. (W1)

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate	Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
8704.23.00	6.1%	Free (W1)	8703.70.00	6,1 %	En fr. (W3)
8704.31.00	6.1%	Free (W1)	8703.80.00	6,1 %	En fr. (W2)
8704.32.00	6.1%	Free (W1)	8703.90.00	6,1 %	En fr. (W2)
8901.10.10	25%	Free (W3)	8704.21.90	6,1 %	En fr. (W1)
8901.10.90	25%	Free (W3)	8704.22.00	6,1 %	En fr. (W1)
8901.30.00	25%	Free (W1)	8704.23.00	6,1 %	En fr. (W1)
8901.90.10	15%	Free (W1)	8704.31.00	6,1 %	En fr. (W1)
8901.90.91	25%	Free (W1)	8704.32.00	6,1 %	En fr. (W1)
8901.90.99	25%	Free (W1)	8901.10.10	25 %	En fr. (W3)
8904.00.00	25%	Free (W3)	8901.10.90	25 %	En fr. (W3)
8905.20.19	20%	Free (W1)	8901.30.00	25 %	En fr. (W1)
8905.20.20	25%	Free (W1)	8901.90.10	15 %	En fr. (W1)
8905.90.19	20%	Free (W1)	8901.90.91	25 %	En fr. (W1)
8905.90.90	25%	Free (W1)	8901.90.99	25 %	En fr. (W1)
8906.90.19	15%	Free (W1)	8904.00.00	25 %	En fr. (W3)
8906.90.91	25%	Free (W1)	8905.20.19	20 %	En fr. (W1)
8906.90.99	25%	Free (W1)	8905.20.20	25 %	En fr. (W1)
			8905.90.19	20 %	En fr. (W1)
			8905.90.90	25 %	En fr. (W1)
			8906.90.19	15 %	En fr. (W1)
			8906.90.91	25 %	En fr. (W1)
			8906.90.99	25 %	En fr. (W1)

SCHEDULE 6

(Subsection 115(1))

Indications

Item	Column 1 Indication	Column 2 Transliteration (for information purposes only)	Column 3 Category of Agricultural Product or Food	Column 4 Originating Territory (Territory, Region or Locality) (for information purposes only)
1	České pivo		Beer	Czech Republic
2	Žatecký Chmel		Hops	Czech Republic
3	Hopfen aus der Hallertau		Hops	Germany
4	Nürnberger Bratwürste		Fresh, frozen and processed meats	Germany
5	Nürnberger Rostbratwürste		Fresh, frozen and processed meats	Germany
6	Schwarzwälder Schinken		Fresh, frozen and processed meats	Germany
7	Aachener Printen		Confectionery and baked products	Germany
8	Nürnberger Lebkuchen		Confectionery and baked products	Germany
9	Lübecker Marzipan		Confectionery and baked products	Germany
10	Bremer Klaben		Confectionery and baked products	Germany
11	Hessischer Handkäse		Cheeses	Germany
12	Hessischer Handkäs		Cheeses	Germany
13	Tettnanger Hopfen		Hops	Germany
14	Spreewälder Gurken		Fresh and processed vegetable products	Germany
15	Danablu		Cheeses	Denmark
16	Ελιά Καλαμάτας	Elia Kalamatas	Table and processed olives	Greece
17	Μαστίχα Χίου	Masticha Chiou	Natural gums and resins - chewing gum	Greece
18	Φέτα	Feta	Cheeses	Greece
19	Feta		Cheeses	Greece
20	Ελαιόλαδο Καλαμάτας	Elaiolado Kalamata	Oils and animal fats	Greece
21	Ελαιόλαδο Κολυμβάρι Χανίων Κρήτης	Elaiolado Kolymvvari Chanion Kritis	Oils and animal fats	Greece
22	Ελαιόλαδο Σητείας Λασιθίου Κρήτης	Elaiolado Sitia Lasithiou Kritis	Oils and animal fats	Greece
23	Ελαιόλαδο Λακωνία	Elaiolado Lakonia	Oils and animal fats	Greece
24	Κρόκος Κοζάνης	Krokos Kozanis	Spices	Greece

Item	Column 1 Indication	Column 2 Transliteration (for information purposes only)	Column 3 Category of Agricultural Product or Food	Column 4 Originating Territory (Territory, Region or Locality) (for information purposes only)
25	Κεφαλογραβιέρα	Kefalograviera	Cheeses	Greece
26	Γραβιέρα Κρήτης	Graviera Kritis	Cheeses	Greece
27	Γραβιέρα Νάξου	Graviera Naxou	Cheeses	Greece
28	Μανούρι	Manouri	Cheeses	Greece
29	Κασέρι	Kasseri	Cheeses	Greece
30	Φασόλια Γίγαντες Ελέφαντες Καστοριάς	Fassolia Gigantes Elefantas Kastorias	Fresh and processed vegetable products	Greece
31	Φασόλια Γίγαντες Ελέφαντες Πρεσπών Φλώρινας	Fassolia Gigantes Elefantas Prespon Florinas	Fresh and processed vegetable products	Greece
32	Κονσερβολιά Αμφίσσης	Konservolia Amfissis	Table and processed olives	Greece
33	Λουκούμι Γεροσκήπου	Loukoumi Geroskipou	Confectionery and baked products	Cyprus
34	Baena		Oils and animal fats	Spain
35	Sierra Mágina		Oils and animal fats	Spain
36	Aceite del Baix Ebre- Montsía		Oils and animal fats	Spain
37	Oli del Baix Ebre- Montsía		Oils and animal fats	Spain
38	Aceite del Bajo Aragón		Oils and animal fats	Spain
39	Antequera		Oils and animal fats	Spain
40	Priego de Córdoba		Oils and animal fats	Spain
41	Sierra de Cádiz		Oils and animal fats	Spain
42	Sierra de Segura		Oils and animal fats	Spain
43	Sierra de Cazorla		Oils and animal fats	Spain
44	Siurana		Oils and animal fats	Spain
45	Aceite de Terra Alta		Oils and animal fats	Spain
46	Oli de Terra Alta		Oils and animal fats	Spain
47	Les Garrigues		Oils and animal fats	Spain
48	Estepa		Oils and animal fats	Spain
49	Guijuelo		Fresh, frozen and processed meats	Spain
50	Jamón de Huelva		Fresh, frozen and processed meats	Spain
51	Jamón de Teruel		Fresh, frozen and processed meats	Spain
52	Salchichón de Vic		Fresh, frozen and processed meats	Spain
53	Llonganissa de Vic		Fresh, frozen and processed meats	Spain

Item	Column 1 Indication	Column 2 Transliteration (for information purposes only)	Column 3 Category of Agricultural Product or Food	Column 4 Originating Territory (Territory, Region or Locality) (for information purposes only)
54	Mahón-Menorca		Cheeses	Spain
55	Queso Manchego		Cheeses	Spain
56	Cítricos Valencianos		Fresh and processed fruits and nuts	Spain
57	Cítrics Valancians		Fresh and processed fruits and nuts	Spain
58	Jijona		Confectionery and baked products	Spain
59	Turrón de Alicante		Confectionery and baked products	Spain
60	Azafrán de la Mancha		Spices	Spain
61	Comté		Cheeses	France
62	Reblochon		Cheeses	France
63	Reblochon de Savoie		Cheeses	France
64	Roquefort		Cheeses	France
65	Camembert de Normandie		Cheeses	France
66	Brie de Meaux		Cheeses	France
67	Emmental de Savoie		Cheeses	France
68	Pruneaux d'Agen		Fresh and processed fruits and nuts	France
69	Pruneaux d'Agen mi- cuits		Fresh and processed fruits and nuts	France
70	Huîtres de Marennes- Oléron		Fresh, frozen and processed fish products	France
71	Canards à foie gras du Sud-Ouest: Chalosse		Fresh, frozen and processed meats	France
72	Canards à foie gras du Sud-Ouest: Gascogne		Fresh, frozen and processed meats	France
73	Canards à foie gras du Sud-Ouest: Gers		Fresh, frozen and processed meats	France
74	Canards à foie gras du Sud-Ouest: Landes		Fresh, frozen and processed meats	France
75	Canards à foie gras du Sud-Ouest: Périgord		Fresh, frozen and processed meats	France
76	Canards à foie gras du Sud-Ouest: Quercy		Fresh, frozen and processed meats	France
77	Jambon de Bayonne		Dry-cured meats	France
78	Huile d'olive de Haute- Provence		Oils and animal fats	France

Item	Column 1 Indication	Column 2 Transliteration (for information purposes only)	Column 3 Category of Agricultural Product or Food	Column 4 Originating Territory (Territory, Region or Locality) (for information purposes only)
79	Huile essentielle de lavande de Haute- Provence		Essential oils	France
80	Morbier		Cheeses	France
81	Epoisses		Cheeses	France
82	Beaufort		Cheeses	France
83	Maroilles		Cheeses	France
84	Marolles		Cheeses	France
85	Munster		Cheeses	France
86	Munster Géromé		Cheeses	France
87	Fourme d'Ambert		Cheeses	France
88	Abondance		Cheeses	France
89	Bleu d'Auvergne		Cheeses	France
90	Livarot		Cheeses	France
91	Cantal		Cheeses	France
92	Fourme de Cantal		Cheeses	France
93	Cantalet		Cheeses	France
94	Petit Cantal		Cheeses	France
95	Tomme de Savoie		Cheeses	France
96	Pont-L'Évêque		Cheeses	France
97	Neufchâtel		Cheeses	France
98	Chabichou du Poitou		Cheeses	France
99	Crottin de Chavignol		Cheeses	France
100	Saint-Nectaire		Cheeses	France
101	Piment d'Espelette		Spices	France
102	Lentille verte du Puy		Fresh and processed vegetable products	France
103	Aceto balsamico Tradizionale di Modena		Vinegar	Italy
104	Aceto balsamico di Modena		Vinegar	Italy
105	Cotechino Modena		Fresh, frozen and processed meats	Italy
106	Zampone Modena		Fresh, frozen and processed meats	Italy
107	Bresaola della Valtellina		Fresh, frozen and processed meats	Italy
108	Mortadella Bologna		Fresh, frozen and processed meats	Italy
109	Prosciutto di Parma		Dry-cured meats	Italy
110	Prosciutto di S. Daniele		Dry-cured meats	Italy

Item	Column 1 Indication	Column 2 Transliteration (for information purposes only)	Column 3 Category of Agricultural Product or Food	Column 4 Originating Territory (Territory, Region or Locality) (for information purposes only)
111	Prosciutto Toscano		Dry-cured meats	Italy
112	Prosciutto di Modena		Dry-cured meats	Italy
113	Provolone Valpadana		Cheeses	Italy
114	Taleggio		Cheeses	Italy
115	Asiago		Cheeses	Italy
116	Fontina		Cheeses	Italy
117	Gorgonzola		Cheeses	Italy
118	Grana Padano		Cheeses	Italy
119	Mozzarella di Bufala Campana		Cheeses	Italy
120	Parmigiano Reggiano		Cheeses	Italy
121	Pecorino Romano		Cheeses	Italy
122	Pecorino Sardo		Cheeses	Italy
123	Pecorino Toscano		Cheeses	Italy
124	Arancia Rossa di Sicilia		Fresh and processed fruits and nuts	Italy
125	Cappero di Pantelleria		Fresh and processed fruits and nuts	Italy
126	Kiwi Latina		Fresh and processed fruits and nuts	Italy
127	Lenticchia di Castelluccio di Norcia		Fresh and processed vegetable products	Italy
128	Mela Alto Adige		Fresh and processed fruits and nuts	Italy
129	Südtiroler Apfel		Fresh and processed fruits and nuts	Italy
130	Pesca e nettarina di Romagna		Fresh and processed fruits and nuts	Italy
131	Pomodoro di Pachino		Fresh and processed vegetable products	Italy
132	Radicchio Rosso di Treviso		Fresh and processed vegetable products	Italy
133	Ricciarelli di Siena		Confectionery and baked products	Italy
134	Riso Nano Vialone Veronese		Cereals	Italy
135	Speck Alto Adige		Fresh, frozen and processed meats	Italy
136	Südtiroler Markenspeck		Fresh, frozen and processed meats	Italy
137	Südtiroler Speck		Fresh, frozen and processed meats	Italy

Item	Column 1 Indication	Column 2 Transliteration (for information purposes only)	Column 3 Category of Agricultural Product or Food	Column 4 Originating Territory (Territory, Region or Locality) (for information purposes only)
138	Veneto Valpolicella		Oils and animal fats	Italy
139	Veneto Euganei e Berici		Oils and animal fats	Italy
140	Veneto del Grappa		Oils and animal fats	Italy
141	Culatello di Zibello		Fresh, frozen and processed meats	Italy
142	Garda		Fresh, frozen and processed meats	Italy
143	Lardo di Colonnata		Fresh, frozen and processed meats	Italy
144	Szegedi téliszalámi		Fresh, frozen and processed meats	Hungary
145	Szegedi szalámi		Fresh, frozen and processed meats	Hungary
146	Tiroler Speck		Fresh, frozen and processed meats	Austria
147	Steirischer Kren		Fresh and processed vegetable products	Austria
148	Steirisches Kürbiskernöl		Oilseeds	Austria
149	Queijo S. Jorge		Cheeses	Portugal
150	Azeite de Moura		Oils and animal fats	Portugal
151	Azeites de Trás-os- Montes		Oils and animal fats	Portugal
152	Azeite do Alentejo Interior		Oils and animal fats	Portugal
153	Azeites da Beira Interior		Oils and animal fats	Portugal
154	Azeites do Norte Alentejano		Oils and animal fats	Portugal
155	Azeites do Ribatejo		Oils and animal fats	Portugal
156	Pêra Rocha do Oeste		Fresh and processed fruits and nuts	Portugal
157	Ameixa d'Elvas		Fresh and processed fruits and nuts	Portugal
158	Ananás dos Açores / S. Miguel		Fresh and processed fruits and nuts	Portugal
159	Chouriça de carne de Vinhais		Fresh, frozen and processed meats	Portugal
160	Linguiça de Vinhais		Fresh, frozen and processed meats	Portugal
161	Chouriço de Portalegre		Fresh, frozen and processed meats	Portugal

Item	Column 1 Indication	Column 2 Transliteration (for information purposes only)	Column 3 Category of Agricultural Product or Food	Column 4 Originating Territory (Territory, Region or Locality) (for information purposes only)
162	Presunto de Barrancos		Fresh, frozen and processed meats	Portugal
163	Queijo Serra da Estrela		Cheeses	Portugal
164	Queijos da Beira Baixa		Cheeses	Portugal
165	Queijo de Castelo Branco		Cheeses	Portugal
166	Queijo Amarelo da Beira Baixa		Cheeses	Portugal
167	Queijo Picante da Beira Baixa		Cheeses	Portugal
168	Salpicão de Vinhais		Fresh, frozen and processed meats	Portugal
169	Gouda Holland		Cheeses	Netherlands
170	Edam Holland		Cheeses	Netherlands
171	Kalix Løjrom		Fresh, frozen and processed fish products	Sweden
172	Magiun de prune Topoloveni		Fresh and processed fruits and nuts	Romania

ANNEXE 6

(paragraphe 115(1))

Indications

Article	Colonne 1 Indication	Colonne 2 Translittération (à titre informatif seulement)	Colonne 3 Catégorie de produit agricole ou aliment	Colonne 4 Lieu d'origine (territoire, région ou localité) (à titre informatif seulement)
1	České pivo		Bière	République tchèque
2	Žatecký Chmel		Houblon	République tchèque
3	Hopfen aus der Hallertau		Houblon	Allemagne
4	Nürnberger Bratwürste		Viandes fraîches, congelées et transformées	Allemagne
5	Nürnberger Rostbratwürste		Viandes fraîches, congelées et transformées	Allemagne
6	Schwarzwälder Schinken		Viandes fraîches, congelées et transformées	Allemagne
7	Aachener Printen		Produits de confiserie et de boulangerie	Allemagne
8	Nürnberger Lebkuchen		Produits de confiserie et de boulangerie	Allemagne
9	Lübecker Marzipan		Produits de confiserie et de boulangerie	Allemagne
10	Bremer Klaben		Produits de confiserie et de boulangerie	Allemagne
11	Hessischer Handkäse		Fromages	Allemagne
12	Hessischer Handkäs		Fromages	Allemagne
13	Tettlinger Hopfen		Houblon	Allemagne
14	Spreewälder Gurken		Produits de légumes frais et transformés	Allemagne
15	Danablu		Fromages	Danemark
16	Ελιά Καλαμάτας	Elia Kalamatas	Olives de table et transformées	Grèce
17	Μαστίχα Χίου	Masticha Chiou	Gommes et résines naturelles	Grèce
18	Φέτα	Feta	Fromages	Grèce
19	Feta		Fromages	Grèce
20	Ελαιόλαδο Καλαμάτας	Elaiolado Kalamata	Huiles végétales et graisses animales	Grèce
21	Ελαιόλαδο Κολυμβάρι Χανίων Κρήτης	Elaiolado Kolympvari Chanion Kritis	Huiles végétales et graisses animales	Grèce

Article	Colonne 1 Indication	Colonne 2 Translittération (à titre informatif seulement)	Colonne 3 Catégorie de produit agricole ou aliment	Colonne 4 Lieu d'origine (territoire, région ou localité) (à titre informatif seulement)
22	Ελαιόλαδο Σητείας Λασιθίου Κρήτης	Elaiolado Sitia Lasithiou Kritis	Huiles végétales et graisses animales	Grèce
23	Ελαιόλαδο Λακωνία	Elaiolado Lakonia	Huiles végétales et graisses animales	Grèce
24	Κρόκος Κοζάνης	Krokos Kozanis	Épices	Grèce
25	Κεφαλογραβιέρα	Kefalograviera	Fromages	Grèce
26	Γραβιέρα Κρήτης	Graviera Kritis	Fromages	Grèce
27	Γραβιέρα Νάξου	Graviera Naxou	Fromages	Grèce
28	Μανούρι	Manouri	Fromages	Grèce
29	Κασέρι	Kasseri	Fromages	Grèce
30	Φασόλια Γίγαντες Ελέφαντες Καστοριάς	Fassolia Gigantes Elefantas Kastorias	Produits de légumes frais et transformés	Grèce
31	Φασόλια Γίγαντες Ελέφαντες Πρεσπών Φλώρινας	Fassolia Gigantes Elefantas Prespon Florinas	Produits de légumes frais et transformés	Grèce
32	Κονσερβολιά Αμφίσσης	Konservolia Amfissis	Olives de table et transformées	Grèce
33	Λουκούμι Γεροσκήπου	Loukoumi Geroskipou	Produits de confiserie et de boulangerie	Chypre
34	Baena		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
35	Sierra Mágina		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
36	Aceite del Baix Ebre- Montsía		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
37	Oli del Baix Ebre- Montsía		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
38	Aceite del Bajo Aragón		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
39	Antequera		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
40	Priego de Córdoba		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
41	Sierra de Cádiz		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
42	Sierra de Segura		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
43	Sierra de Cazorla		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
44	Siurana		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
45	Aceite de Terra Alta		Huiles végétales et graisses animales	Espagne

Article	Colonne 1 Indication	Colonne 2 Translittération (à titre informatif seulement)	Colonne 3 Catégorie de produit agricole ou aliment	Colonne 4 Lieu d'origine (territoire, région ou localité) (à titre informatif seulement)
46	Oli de Terra Alta		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
47	Les Garrigues		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
48	Estepa		Huiles végétales et graisses animales	Espagne
49	Guijuelo		Viandes fraîches, congelées et transformées	Espagne
50	Jamón de Huelva		Viandes fraîches, congelées et transformées	Espagne
51	Jamón de Teruel		Viandes fraîches, congelées et transformées	Espagne
52	Salchichón de Vic		Viandes fraîches, congelées et transformées	Espagne
53	Llonganissa de Vic		Viandes fraîches, congelées et transformées	Espagne
54	Mahón-Menorca		Fromages	Espagne
55	Queso Manchego		Fromages	Espagne
56	Cítricos Valencianos		Fruits et noix frais et transformés	Espagne
57	Cítrics Valencians		Fruits et noix frais et transformés	Espagne
58	Jijona		Produits de confiserie et de boulangerie	Espagne
59	Turrón de Alicante		Produits de confiserie et de boulangerie	Espagne
60	Azafrán de la Mancha		Épices	Espagne
61	Comté		Fromages	France
62	Reblochon		Fromages	France
63	Reblochon de Savoie		Fromages	France
64	Roquefort		Fromages	France
65	Camembert de Normandie		Fromages	France
66	Brie de Meaux		Fromages	France
67	Emmental de Savoie		Fromages	France

Article	Colonne 1 Indication	Colonne 2 Translittération (à titre informatif seulement)	Colonne 3 Catégorie de produit agricole ou aliment	Colonne 4 Lieu d'origine (territoire, région ou localité) (à titre informatif seulement)
68	Pruneaux d'Agen		Fruits et noix frais et transformés	France
69	Pruneaux d'Agen mi-cuits		Fruits et noix frais et transformés	France
70	Huîtres de Marennes-Oléron		Produits de poissons frais, congelés et transformés	France
71	Canards à foie gras du Sud-Ouest : Chalosse		Viandes fraîches, congelées et transformées	France
72	Canards à foie gras du Sud-Ouest : Gascogne		Viandes fraîches, congelées et transformées	France
73	Canards à foie gras du Sud-Ouest : Gers		Viandes fraîches, congelées et transformées	France
74	Canards à foie gras du Sud-Ouest : Landes		Viandes fraîches, congelées et transformées	France
75	Canards à foie gras du Sud-Ouest : Périgord		Viandes fraîches, congelées et transformées	France
76	Canards à foie gras du Sud-Ouest : Quercy		Viandes fraîches, congelées et transformées	France
77	Jambon de Bayonne		Viandes salées à sec	France
78	Huile d'olive de Haute-Provence		Huiles végétales et graisses animales	France
79	Huile essentielle de lavande de Haute-Provence		Huiles essentielles	France
80	Morbier		Fromages	France
81	Epoisses		Fromages	France
82	Beaufort		Fromages	France
83	Maroilles		Fromages	France
84	Marolles		Fromages	France
85	Munster		Fromages	France
86	Munster Géromé		Fromages	France
87	Fourme d'Ambert		Fromages	France
88	Abondance		Fromages	France
89	Bleu d'Auvergne		Fromages	France
90	Livarot		Fromages	France
91	Cantal		Fromages	France

Article	Colonne 1 Indication	Colonne 2 Translittération (à titre informatif seulement)	Colonne 3 Catégorie de produit agricole ou aliment	Colonne 4 Lieu d'origine (territoire, région ou localité) (à titre informatif seulement)
92	Fourme de Cantal		Fromages	France
93	Cantalet		Fromages	France
94	Petit Cantal		Fromages	France
95	Tomme de Savoie		Fromages	France
96	Pont-L'Évêque		Fromages	France
97	Neufchâtel		Fromages	France
98	Chabichou du Poitou		Fromages	France
99	Crottin de Chavignol		Fromages	France
100	Saint-Nectaire		Fromages	France
101	Piment d'Espelette		Épices	France
102	Lentille verte du Puy		Produits de légumes frais et transformés	France
103	Aceto balsamico Tradizionale di Modena		Vinaigre	Italie
104	Aceto balsamico di Modena		Vinaigre	Italie
105	Cotechino Modena		Viandes fraîches, congelées et transformées	Italie
106	Zampone Modena		Viandes fraîches, congelées et transformées	Italie
107	Bresaola della Valtellina		Viandes fraîches, congelées et transformées	Italie
108	Mortadella Bologna		Viandes fraîches, congelées et transformées	Italie
109	Prosciutto di Parma		Viandes salées à sec	Italie
110	Prosciutto di S. Daniele		Viandes salées à sec	Italie
111	Prosciutto Toscano		Viandes salées à sec	Italie
112	Prosciutto di Modena		Viandes salées à sec	Italie
113	Provolone Valpadana		Fromages	Italie
114	Taleggio		Fromages	Italie
115	Asiago		Fromages	Italie
116	Fontina		Fromages	Italie
117	Gorgonzola		Fromages	Italie
118	Grana Padano		Fromages	Italie

Article	Colonne 1 Indication	Colonne 2 Translittération (à titre informatif seulement)	Colonne 3 Catégorie de produit agricole ou aliment	Colonne 4 Lieu d'origine (territoire, région ou localité) (à titre informatif seulement)
119	Mozzarella di Bufala Campana		Fromages	Italie
120	Parmigiano Reggiano		Fromages	Italie
121	Pecorino Romano		Fromages	Italie
122	Pecorino Sardo		Fromages	Italie
123	Pecorino Toscano		Fromages	Italie
124	Arancia Rossa di Sicilia		Fruits et noix frais et transformés	Italie
125	Cappero di Pantelleria		Fruits et noix frais et transformés	Italie
126	Kiwi Latina		Fruits et noix frais et transformés	Italie
127	Lenticchia di Castelluccio di Norcia		Produits de légumes frais et transformés	Italie
128	Mela Alto Adige		Fruits et noix frais et transformés	Italie
129	Südtiroler Apfel		Fruits et noix frais et transformés	Italie
130	Pesca e nettarina di Romagna		Fruits et noix frais et transformés	Italie
131	Pomodoro di Pachino		Produits de légumes frais et transformés	Italie
132	Radicchio Rosso di Treviso		Produits de légumes frais et transformés	Italie
133	Ricciarelli di Siena		Produits de confiserie et de boulangerie	Italie
134	Riso Nano Vialone Veronese		Céréales	Italie
135	Speck Alto Adige		Viandes fraîches, congelées et transformées	Italie
136	Südtiroler Markenspeck		Viandes fraîches, congelées et transformées	Italie
137	Südtiroler Speck		Viandes fraîches, congelées et transformées	Italie
138	Veneto Valpolicella		Huiles végétales et graisses animales	Italie
139	Veneto Euganei e Berici		Huiles végétales et graisses animales	Italie

Article	Colonne 1 Indication	Colonne 2 Translittération (à titre informatif seulement)	Colonne 3 Catégorie de produit agricole ou aliment	Colonne 4 Lieu d'origine (territoire, région ou localité) (à titre informatif seulement)
140	Veneto del Grappa		Huiles végétales et graisses animales	Italie
141	Culatello di Zibello		Viandes fraîches, congelées et transformées	Italie
142	Garda		Viandes fraîches, congelées et transformées	Italie
143	Lardo di Colonnata		Viandes fraîches, congelées et transformées	Italie
144	Szegedi téliszalámi		Viandes fraîches, congelées et transformées	Italie
145	Szegedi szalámi		Viandes fraîches, congelées et transformées	Hongrie
146	Tiroler Speck		Viandes fraîches, congelées et transformées	Autriche
147	Steirischer Kren		Produits de légumes frais et transformés	Autriche
148	Steirisches Kürbiskernöl		Oléagineux	Autriche
149	Queijo S. Jorge		Fromages	Portugal
150	Azeite de Moura		Huiles végétales et graisses animales	Portugal
151	Azeites de Trás-os- Montes		Huiles végétales et graisses animales	Portugal
152	Azeite do Alentejo Interior		Huiles végétales et graisses animales	Portugal
153	Azeites da Beira Interior		Huiles végétales et graisses animales	Portugal
154	Azeites do Norte Alentejano		Huiles végétales et graisses animales	Portugal
155	Azeites do Ribatejo		Huiles végétales et graisses animales	Portugal
156	Pêra Rocha do Oeste		Fruits et noix frais et transformés	Portugal
157	Ameixa d'Elvas		Fruits et noix frais et transformés	Portugal
158	Ananás dos Açores / S. Miguel		Fruits et noix frais et transformés	Portugal

Article	Colonne 1 Indication	Colonne 2 Translittération (à titre informatif seulement)	Colonne 3 Catégorie de produit agricole ou aliment	Colonne 4 Lieu d'origine (territoire, région ou localité) (à titre informatif seulement)
159	Chouriça de carne de Vinhais		Viandes fraîches, congelées et transformées	Portugal
160	Linguiça de Vinhais		Viandes fraîches, congelées et transformées	Portugal
161	Chouriço de Portalegre		Viandes fraîches, congelées et transformées	Portugal
162	Presunto de Barrancos		Viandes fraîches, congelées et transformées	Portugal
163	Queijo Serra da Estrela		Fromages	Portugal
164	Queijos da Beira Baixa		Fromages	Portugal
165	Queijo de Castelo Branco		Fromages	Portugal
166	Queijo Amarelo da Beira Baixa		Fromages	Portugal
167	Queijo Picante da Beira Baixa		Fromages	Portugal
168	Salpicão de Vinhais		Viandes fraîches, congelées et transformées	Portugal
169	Gouda Holland		Fromages	Pays-Bas
170	Edam Holland		Fromages	Pays-Bas
171	Kalix Løjrom		Produits de poissons frais, congelés et transformés	Suède
172	Magiun de prune Topoloveni		Fruits et noix frais et transformés	Roumanie

